



# **GUERRE EN UKRAINE**

Perspectives stratégiques 2022-1







**GUERRE EN UKRAINE**

**PERSPECTIVES STRATÉGIQUES 2022-1**



## **L'INSTITUT FMES**

L'institut FMES est né il y a trente ans de la volonté de mieux faire connaître les enjeux et les perspectives du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient aux acteurs politiques, de l'éducation, de l'entreprise, des collectivités, des armées et des administrations.

Depuis quelques années, il a élargi son domaine de compétence aux enjeux maritimes internationaux et au développement de l'économie de défense dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont il est un centre ressources.

Il assure ses missions grâce à des cycles d'enseignement de haut niveau, des séminaires thématiques, des colloques, des études, des travaux de recherche et des publications.

Il est partenaire de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), des universités de Toulon, de Nice Côte-d'Azur et d'Aix-Marseille, de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et du réseau euro-méditerranéen Euromesco.



## Table des matières

<b>PRÉFACE : LA GUERRE EN UKRAINE EST AUSSI UNE RUPTURE MEDITERRANEENNE .....</b>	<b>9</b>
<b>LES ÉDITOS : RETOUR SUR LE PREMIER SEMESTRE 2022 .....</b>	<b>15</b>
<b>NOS ARTICLES.....</b>	<b>33</b>
LE NOUVEAU DYNAMISME NAVAL RUSSE, FACTEUR DE PUISSANCE POUR LE KREMLIN .....	34
LA MARINE ISRAÉLIENNE : L'ÉMERGENCE D'UNE PUISSANCE NAVALE EN MÉDITERRANÉE ?	46
IMPACTS DE LA GUERRE EN UKRAINE AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD .....	60
NOUVELLES RIVALITÉS ET AFFRONTLEMENTS HYBRIDES EN MER ROUGE .....	71
VERS UN RETOUR À UNE REALPOLITIK TURCO-ÉMIRIENNE ?.....	86
GUERRE EN UKRAINE : QUELS ENJEUX POUR LA GRÈCE ?.....	98
ASPECTS NAVALS DU CONFLIT EN UKRAINE : LA MER NOIRE N'EST PAS ENCORE UN LAC RUSSE .....	115
<b>COMPTES RENDUS DE COLLOQUES ORGANISÉS PAR L'INSTITUT FMES .....</b>	<b>129</b>
LA TURQUIE AU CŒUR D'UN NOUVEAU CONTEXTE STRATÉGIQUE.....	130
« OÙ VA L'IRAN APRÈS VIENNE ? » .....	145
LES BOULEVERSEMENTS DE L'ARCHITECTURE SÉCURITAIRE DANS LE BASSIN EURO- MÉDITERRANÉEN DEPUIS L'INVASION RUSSE DE L'UKRAINE .....	154
COMPTE RENDU DU SÉMINAIRE FRANCO-ALLEMAND DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE ET TRANSATLANTIQUE, ORGANISÉ PAR LE FORUM DE DÉFENSE ET DE STRATÉGIE ET PARRAINÉ PAR L'INSTITUT FMES.....	156





## **PRÉFACE : LA GUERRE EN UKRAINE EST AUSSI UNE RUPTURE MEDITERRANEENNE**

Ce premier semestre 2022 aura été marqué par l'invasion russe en Ukraine. L'offensive éclair lancée par Vladimir Poutine le 24 février qui visait à décapiter le pays en quelques jours en le sidérant par la violence et la rapidité d'une opération militaire a échoué. Le courage et le charisme du président Zelensky a galvanisé une population aguerrie par huit années de guerre larvée dans le Dombass et qui s'est, à la surprise générale, métamorphosée en une nation capable de dépasser ses clivages linguistiques et culturels ancestraux. « L'opération spéciale de dénazification » qui prétendait libérer la population russophone du joug des ukrainophones est apparue comme une forme de guerre d'invasion coloniale d'une puissance autocratique contre un pays uni sur le chemin de la démocratie. L'image d'une population prête à se battre jusqu'à la mort pour défendre le modèle européen d'un État-nation en construction a stupéfait les citoyens de la vieille Europe souvent désabusés et sceptiques à l'égard de leur propre modèle et de la pertinence du fait national.

Sur le plan géopolitique, ce conflit a été à la fois une surprise et une confirmation. Peu d'observateurs avaient anticipé la volonté du président russe de se lancer dans une guerre d'une telle ampleur, mais le retour de la brutalité dans les relations internationales et la montée d'un anti-occidentalisme revendiqué, en particulier au sein des pays révisionnistes et des partisans de l'Eurasisme (Russie, Turquie, Chine notamment) étaient déjà perceptibles, au moins à partir de 2008 (Géorgie). En revanche l'ampleur de l'engagement militaire, les menaces explicites de frappes nucléaires de Vladimir Poutine et l'absence de faux-semblant dans les causes de la guerre marquent un changement d'époque.

Bien sûr, les conflits s'étaient succédés depuis la fin de la guerre froide, marquant l'inanité de la vision irénique d'une fin de l'Histoire qui verrait la coopération et le commerce remplacer la compétition et la guerre. Mais dans l'esprit de beaucoup, cette violence était l'apanage de régions périphériques, trop immatures pour comprendre que l'économie avait vocation à régir les relations entre les hommes. L'Europe gardait vaguement la mémoire d'une guerre s'étant tenue à ses confins, dans les Balkans, mais la tentation était grande d'en minimiser la portée, en l'expliquant par un déficit de développement : les pays concernés n'avaient pas encore goûté aux bienfaits de la consommation. Les autres conflits armés étaient lointains : des interventions de maintien de l'ordre, avec ou sans mandat de l'ONU, ou des guerres entre communautés, perçue comme un symptôme de mauvaise gouvernance. Selon leurs sensibilités, les Européens s'y percevaient comme des gendarmes légitimes, ou des incendiaires au passé coupable. Toujours au-dessus de la bataille, si parfois à son origine ; jamais, en tout cas, au même niveau que les belligérants.

Cette bulle d'apesanteur vole en éclats. L'Europe a réalisé que les menaces proférées par le président turc Erdogan à l'encontre de la Grèce, celles que fait peser Xi Jinping sur Taiwan, et l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine ne sont pas l'expression d'une démente des dirigeants ou d'une incompétence, ni la conséquence de frustrations collectives engendrées par les inégalités de richesses. Elle prend conscience que ces conflits reflètent la concurrence d'intérêts géopolitiques divergents qui s'émancipent du projet multilatéral et n'hésitent plus au recours à la force. Et, compte-tenu de la rivalité et de la détestation affichée à l'égard d'une Europe « repue et oisive » (Xi Jinping), « décadente » (Vladimir Poutine) ou « hypocrite » (Recep Tayyip Erdogan), celle-ci doit admettre qu'elle est désormais une cible et qu'elle est

vulnérable. En votant un fond spécial d'investissement de défense de 100 milliards d'euros, les Allemands l'ont bien intégré.

L'Europe et la France sont donc confrontées à un antagonisme systémique qui va structurer leurs relations avec les puissances émergentes pour les décennies à venir. Mais ces tensions ne vont pas se substituer aux tensions qui préexistaient autour du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient. Elles vont au contraire les renforcer, car la rive sud va être le théâtre d'opérations d'une stratégie indirecte d'affaiblissement des pays européens. La frustration générée par la divergence croissante entre les deux rives était déjà une source d'incompréhension et de ressentiment qui étaient exploités par les régimes défaillants, trop contents de proposer un bouc émissaire à leur population excédée : derrière la pauvreté, l'inflation, les dysfonctionnements des services publics, la pandémie de Covid, la corruption, le terrorisme... se profilait bien sûr la main des Européens et en particulier des anciennes puissances coloniales ! Nos adversaires stratégiques exploitent déjà cette faille et vont l'élargir. Le Kremlin et Ankara déploient depuis plusieurs années une stratégie d'influence pour prendre pied en Afrique, en chasser les Européens et disposer des leviers permettant de leur imposer une pression. Les mains mises turque à Tripoli et russes à Bangui et Bamako ne visent pas seulement à évincer les Italiens et les Français de leur zone de présence historique, elles cherchent à s'approprier des ressources et à être en mesure de contrôler les flux migratoires, les réseaux mafieux et terroristes et à organiser une stratégie de guerre informationnelle agressive à destination des pays hôtes, mais aussi de leur diaspora en Europe.

La guerre en Ukraine, avec les antagonismes explicites qu'elle soulève va donc changer l'ambiance stratégique de notre flanc sud. D'une part les pénuries vont aggraver les souffrances des

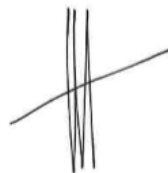
populations déjà sous tension et l'instabilité sociale qui en résultera va raidir les pouvoirs en place qui rechercheront des soutiens chez les régimes autocratiques. De leur côté, les adversaires des Européens seront tentés de les affaiblir sur ce front indirect pour qu'ils allègent leur pression sur le continent. Déjà, les critiques fusent en Afrique et au Moyen-Orient contre les Européens fauteurs de guerre, appliquant des doubles standards sur les réfugiés et responsables de la famine qui couve. La relégation à l'arrière-plan des dossiers nord-africains et moyen-orientaux incite par ailleurs certains acteurs régionaux à pousser leurs pions sur le terrain. C'est par exemple le cas de l'Algérie, de la Turquie, de l'Iran ou d'Israël. À titre d'illustration, l'accord nucléaire iranien (JCPOA) sera très probablement l'une des victimes de la guerre, permettant à Téhéran de frôler, dans une quasi-indifférence, le seuil de la capacité nucléaire militaire.

L'Europe doit donc changer de posture et se mettre en ordre de bataille pour le combat qui a déjà commencé. Elle doit d'abord relever le défi sécuritaire en entamant un réarmement - intellectuel, moral et militaire - qui lui permette de dissuader les agresseurs, en particulier les puissances « moyennes » qui sont désormais à parité et qui ne la craignent plus. Elle doit également se lancer dans la bataille des représentations en contrant les narratifs délétères russes, chinois ou turcs qui affaiblissent sa posture internationale. La guerre informationnelle fait rage et nous sommes en train de la perdre. Elle doit également repenser son modèle pour le rendre plus juste, plus résilient, plus collectif pour fédérer les populations et susciter le désir de le défendre. Les Européens doivent réapprendre à articuler le « je » avec le « nous », sans lequel les nations disparaissent. Les Ukrainiens ont montré la voie en ce sens. Enfin, l'Europe devra trouver le moyen d'organiser une nouvelle cohabitation avec son Sud, moins prescripteur et plus solidaire, sans être naïf, pour permettre un

développement qui lui sera propre, respectueux de ses spécificités, mais qui imposera un transfert massif de richesses, car c'est le prix d'une cohabitation harmonieuse qui ne peut advenir d'une ouverture inconditionnelle ou d'une fermeture de principe. En tout état de cause, les Européens doivent aller bien au-delà des modestes ambitions de la « Boussole stratégique » adoptée en mars dernier et être prêts à se défendre, par la force si nécessaire. La guerre en Ukraine est donc une rupture, et cette rupture a lieu également au sud.

*Le 30 juin 2022.*

L'amiral (2s) Pascal AUSSEUR  
Directeur général de l'institut FMES

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes and a diagonal line crossing them.



# **LES ÉDITOS : retour sur le premier semestre 2022**



## *Janvier*

Toute l'équipe de la FMES vous souhaite une belle, bonne et heureuse année 2022 !

Celle-ci débute sur les chapeaux de roue, illustrant une fois encore le monde qui change et se durcit sous nos yeux. Le président russe Vladimir Poutine accentue la pression sur l'Ukraine et ses voisins d'Europe orientale, tout en organisant l'intervention militaire de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) au Kazakhstan, puis en annonçant des déploiements navals d'ampleurs comme la marine russe n'en avait plus connus depuis trois décennies. Ce faisant, le maître du Kremlin démontre sa maîtrise du jeu d'échecs. Il profite de la perte de poids américaine pour pousser ses pions et montrer sa capacité à prendre des risques calculés, rehaussant par là même son prestige et son utilité aux yeux des dirigeants chinois très satisfaits de le voir fixer à proximité de l'Europe une partie des forces militaires qui auraient dû être déployées en Asie. À l'heure où les négociations de Vienne sur le dossier nucléaire iranien s'accélèrent, le Kremlin fait sans doute coup-double, car il se met en posture de convaincre Téhéran qu'il reste incontournable dans l'équation stratégique mondiale, qu'il demeure le meilleur fournisseur d'armes sophistiquées de l'Iran (missiles sol-air S-400 et chasseurs Su-35 en cours de négociation) et s'invite dans l'élaboration d'un accord intérimaire entre Washington et Téhéran. Ce n'est donc pas un hasard si les combats s'intensifient au Yémen où les Houthis soutenus par l'Iran défient les Saoudiens soutenus par les États-Unis, et si les autorités iraniennes multiplient les déplacements à Moscou et Pékin, en parallèle de leur dialogue direct avec les États-Unis, probablement pour faire monter les enchères.

De leur côté, les élites dirigeantes américaines tentent d'opérer le *damage control* d'une situation critique, conséquence de 30 ans d'erreurs stratégiques, et marquée par les difficultés intérieures de leur président âgé et l'image de relative faiblesse qu'il projette *urbi et orbi*. Elles adoptent une posture martiale pour bien signifier à Moscou et Pékin qu'elles réagiront sans faiblir à toute provocation outrancière.

À l'heure de la présidence française de l'Union européenne et de la campagne électorale en France, peut-être ces tensions à nos portes contribueront-elles à sensibiliser les citoyens européens et français à l'absolue nécessité de prendre conscience du monde brutal dans lequel nous évoluons afin de rehausser leur effort de défense ? Sinon, l'Union européenne risque un déclassement stratégique que les dirigeants américains, russes, chinois et turcs appellent probablement de leurs vœux pour marginaliser ou vassaliser plus facilement une Europe toujours riche et potentiellement puissante, mais perçue comme faible et sans réelle volonté de se défendre.

Plus que jamais, la FMES se tiendra à vos côtés en 2022 pour déchiffrer les recompositions géopolitiques en cours, contribuer au débat stratégique et à la formation des élites régionales et nationales, comme l'illustrent la session très réussie des SMHES en lien avec l'industrie aérospatiale, mais aussi la participation active de notre Institut à La Fabrique Défense aux halles de la Villette du 28 au 30 janvier. Convaincre les jeunes générations de la nécessité vitale de s'intéresser aux questions de défense et aux enjeux de sécurité internationale constitue sans aucun doute le meilleur investissement qu'un pays puisse faire.

## ***Février***

Ce mois de février aura bien sûr été marqué par la guerre ukrainienne dont l'ampleur n'aura étonné que ceux qui négligent les leçons de l'histoire et ont oublié les déclarations et les coups de force de Vladimir Poutine. Dès 2007 lors de la conférence de Munich sur la sécurité, le maître du Kremlin, après avoir résolu la question tchétchène à son avantage, avait clairement annoncé ses objectifs stratégiques : redonner à la Russie sa place d'acteur incontournable sur la scène internationale, s'entendre avec les Européens sur une nouvelle architecture de sécurité ou à défaut leur faire payer le prix de l'humiliation subie par les Russes après l'effondrement de l'URSS, et s'assurer que la Géorgie et l'Ukraine ne feraient jamais partie de l'OTAN. Force est de constater qu'il s'est montré constant. Aujourd'hui, il réédite quasiment à l'identique le scénario qui lui avait permis de neutraliser durablement la Géorgie en 2008, au moment où se déroulaient les olympiades d'été de Pékin ; dans un étrange effet d'écho, la France assurait alors, comme aujourd'hui, la présidence tournante de l'Union européenne. Cette fois, Vladimir Poutine aura attendu la clôture des jeux olympiques d'hiver de Pékin pour passer à l'acte, non sans avoir mis en scène avec le président Xi Jinping leur vision commune de la sécurité internationale. Le bloc des puissances continentales (Russie-Chine) s'est reformé face aux démocraties occidentales, comme au début de la Guerre Froide. La France est devenue une cible pour le Kremlin, comme en témoigne l'activisme dont celui-ci fait preuve contre elle en Afrique, tout particulièrement au Mali et en République démocratique du Congo.

L'affrontement qui commence aux frontières de l'UE, confirme une forme de naïveté des Européens qui semblent comme désarmés face aux rapports de force désinhibés et à l'emploi d'une violence

qu'ils avaient évacuée de leur logiciel intellectuel. Cette séquence révèle également la fragilité de l'administration Biden. Lors de nos précédents éditoriaux nous avons souligné l'efficacité discrète dont le président américain a fait preuve pour recoller les pots cassés par ces prédécesseurs. Force est de constater qu'empêtré dans ses difficultés intérieures et handicapé par son âge, il n'a pas su répondre au défi posé par son adversaire russe.

La crise ukrainienne présente toutefois quelques mérites. Le premier, c'est de raviver la solidarité atlantique car l'OTAN reste le seul outil conventionnel capable de dissuader Vladimir Poutine de pousser trop loin son avantage, notamment en direction de sa base de Kaliningrad et des États baltes. Le second, c'est de forcer le président turc à choisir son camp ; ses récentes déclarations condamnant très fermement la reconnaissance russe de l'indépendance des provinces du Donbass semblent indiquer qu'il a choisi Washington plutôt que Moscou. Le dernier, c'est l'opportunité d'un électrochoc salutaire qui pourrait enfin faire rentrer les populations européennes dans le monde réel. Le monde n'est pas un parc de loisir.

En tout état de cause, le monde entier regarde les États-Unis et l'Europe pour savoir si nos pays trouveront les ressources pour répondre à ce type d'attaque. En cas de négative il faudra s'attendre à d'autres agressions, de toute forme. En cette période électorale française, une des conséquences devrait être l'insertion de l'augmentation du budget de la défense dans les programmes des candidats.

L'Iran rejoindra-t-il le bloc continental formé par la Chine et la Russie ? Tout dépendra probablement de l'issue des négociations qui se sont accélérées sur le dossier nucléaire à Vienne ce mois-ci.

Il semblerait qu'un accord soit sur le point d'émerger, ce qui serait une bonne nouvelle pour la région ; sauf pour Israël qui devra alors s'accommoder d'un Iran proche du seuil nucléaire. Bien conscients de cette nouvelle donne, les dirigeants israéliens ont renforcé leurs liens avec le Maroc et Bahreïn dans le cadre des accords d'Abraham ; ils viennent également de faire leur shopping militaire à Washington. Le mois de mars risque d'être animé.

Pour décrypter toutes ces recompositions géopolitiques et stratégiques, il faut des outils adaptés. C'est pourquoi nous sommes très heureux de vous offrir notre tout nouvel Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Cet ouvrage accessible, novateur et original, présente en 50 cartes inédites des problématiques complexes et des informations utiles et synthétiques. Il décrit les objectifs stratégiques des acteurs en présence, les capacités et les vulnérabilités des forces armées de notre région de prédilection, dresse un bilan des rapports de forces et esquisse des scénarios de guerres possibles. Il est tout autant destiné aux journalistes, aux universitaires, aux chercheurs, aux industriels et aux élus, qu'aux militaires, aux experts des questions stratégiques et à tous ceux qui s'intéressent à la géopolitique et aux relations internationales. Il est sans équivalent et c'est ce qui fait sa valeur et son utilité. Comme il est gratuit, n'hésitez pas à le télécharger et le diffuser très largement autour de vous.

## *Mars*

Voilà un mois que le président russe a lancé ses légions à l'assaut de l'Ukraine. Son offensive initiale qui visait à s'emparer de Kiev en un éclair afin de décapiter le pouvoir ukrainien a fait long feu. Fini le rêve poutinien de rééditer une prise de contrôle à la mode hongroise (1956), tchécoslovaque (1968), afghane (1979), géorgienne (2008) ou de Crimée (2014) à l'aide de spetznaz et de raids aéroterrestres. Malgré ses armes « miracles », l'armée russe d'aujourd'hui n'est plus la redoutable armée soviétique de la guerre froide et la résistance des Ukrainiens, qui s'appuient sur une détermination exceptionnelle et des armements légers mais sophistiqués, s'est révélée d'une autre nature que celle de leurs prédécesseurs. Seul point commun : l'arsenal nucléaire russe qui a été modernisé et qui constitue l'ultime rempart du régime poutinien. Le conflit prend désormais l'allure d'une guerre d'usure qui place en confrontation un rouleau compresseur et des partisans et oppose trois résiliences : d'un côté celle des Ukrainiens face aux pertes humaines et des Européens face aux conséquences de leurs sanctions économiques, et de l'autre celle de la Russie confrontée aux deux pressions. Rien n'est joué car dans une guerre d'usure, celui qui l'emporte reste celui qui s'effondre moins vite que son adversaire. Celui qui reste debout sur le ring risque une victoire à la Pyrrhus qui fera le jeu de ses rivaux, voire même de ses partenaires stratégiques. Dans le cas présent, la Chine pourrait tirer les marrons d'un feu qui consumerait les forces déclinantes des vieilles puissances européennes.

Le reste du monde retient son souffle en attendant de connaître le vainqueur même si beaucoup, animés d'un fort sentiment de revanche sur l'Occident, espèrent sans doute secrètement la victoire du maître du Kremlin.

Toute guerre d'usure entraîne cependant des risques d'escalade. C'est bien là le défi des Européens qui restent les premiers concernés, après les belligérants eux-mêmes bien sûr, par cette guerre qui illustre le retour du tragique. La recette paraît simple : aider les Ukrainiens pour accroître au maximum le coût de l'agression par la Russie afin de convaincre son armée et ses élites de l'inanité de cette option, tout en maintenant la porte de la négociation ouverte pour limiter au maximum la montée aux extrêmes. Cette stratégie repose toutefois sur l'unité du camp européen et occidental. Ce n'est pas acquis car si la France et l'Allemagne recherchent un compromis, les États-Unis et la Grande Bretagne semblent décidés à précipiter la chute de Vladimir Poutine en s'évertuant à fermer la porte des discussions avec le Kremlin. Joe Biden se montre d'autant plus intransigeants avec la Russie qu'il est sur le point de s'entendre avec l'Iran sur l'épineux dossier nucléaire. Il sait que le Congrès, tout comme l'opinion publique américaine, aura du mal à avaler la pilule d'un « deal » avec la République islamique d'Iran. Il lui faut donc apparaître intraitable avec la Russie pour tenter de sauver ses élections de mi-mandat. De son côté l'Iran pourrait en cas d'accord se targuer d'être le second grand bénéficiaire de cette guerre d'Ukraine dont les conséquences affectent déjà l'ensemble de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ; c'est le sujet de notre article du mois. C'est aussi pour cela qu'il est crucial d'entretenir les liens entre les rives de la Méditerranée, à l'instar de la session méditerranéenne des hautes études stratégiques « Jeunes 5 + 5 » que la FMES vient d'animer avec succès.

Face à la fragmentation du monde qui suit son cours, l'Europe et la France doivent identifier leurs intérêts, développer leurs stratégies et surtout regagner en crédibilité.

Pour l'instant, les Européens ont surpris – très positivement – en montrant leur unité, leur détermination à soutenir leurs valeurs et leurs intérêts (en se dotant notamment d'une boussole stratégique, en annonçant la relance des budgets militaires et en mettant en place une ébauche de politique énergétique commune) et leur volonté d'armer et de soutenir les Ukrainiens. Mais dans la durée les risques sont réels de voir des dissensions resurgir. Tout compromis léonin, procrastination ou marque de pusillanimité serait immédiatement interprétée comme un signe de faiblesse par ceux – et ils sont nombreux – qui n'attendent qu'un signal pour multiplier les provocations à notre encontre. Dans le contexte des élections présidentielles françaises, il apparaît essentiel d'aller au-delà des simples effets d'annonce et de lancer un réarmement intelligent et rapide de nos forces armées : il n'y aura pas beaucoup d'autres coups de semonce.



## *Avril*

L'actualité stratégique est bien sûr d'abord marquée par le conflit en Ukraine. Comme nous l'indiquions dans notre dernier éditorial, l'invasion russe qui avait été conçue comme un Blitzkrieg a pris la forme d'une guerre d'usure. Le général Alexandre Dvornikov, nouveau chef des opérations en Ukraine, va pouvoir mettre en œuvre la tactique habituelle de l'armée russe qu'il avait supervisée lors des opérations en Syrie : la technique du rouleau compresseur, s'appuyant sur des sièges et des bombardements massifs destinés à briser les reins de la défense et à annihiler tout esprit de résistance. Cette technique est d'autant plus aisée que, si l'armée russe n'a pas réussi à prendre l'ascendant sur son opposant au sol, elle a progressivement acquis une supériorité aérienne suffisante pour être en mesure de bombarder impunément les villes de l'est et du sud ukrainien. Marioupol est la sinistre illustration de l'efficacité de cette tactique : des bombardements incessants qui affaiblissent progressivement les défenses et permettent de prendre le contrôle lentement mais sans risque du port ukrainien de la mer d'Azov transformé il est vrai en champ de ruine. Peu importe les destructions pour Vladimir Poutine, seule compte « la libération des territoires et des populations d'ethnie russe soumises à l'oppression d'un régime ukrainien fasciste » pour reprendre la terminologie de la propagande du Kremlin qui semble réussir à fédérer son opinion publique.

Le facteur temps devient crucial : combien de temps les Ukrainiens vont-ils tenir sous les bombardements et les sièges ? La motivation et le courage impressionnants des combattants et des populations permettent d'envisager une résistance longue, mais cela dépendra également de la capacité de renforcement et de ravitaillement assurés à partir de l'ouest, grâce aux soutiens des Européens et surtout des Américains.

C'est l'enjeu des discussions en cours entre Alliés. L'absence de défense aérienne de zone qui rendrait plus difficile les opérations de bombardement russes rend pour l'instant cette tâche plus délicate. Si les principales villes de l'est tombent, une avancée russe vers le Dniepr avant l'hiver serait envisageable. Un cessez-le-feu pourrait alors figer le front jusqu'au prochain dégel.

En tout état de cause, il serait très optimiste d'espérer qu'un arrêt des combats apporte une paix durable : la population ukrainienne aura beaucoup de mal à accepter la spoliation de ses terres après de tels efforts et rien ne garantit que l'appétit de Poutine sera rassasié par des gains territoriaux partiels. Il est probable qu'une ligne de partage se dessine qu'il faudra renforcer militairement pour ôter toute tentation de reprendre l'offensive. Un nouveau rideau de fer tombera en Europe, protégeant les pays Baltes, la Pologne et la partie libre de l'Ukraine. Elle marquera l'entrée dans la nouvelle guerre froide qui pourrait être la nôtre pour les décennies à venir.

Le bassin Méditerranéen et le Moyen-Orient seront bien entendus concernés par le nouveau clivage qui apparaît. Le concept de « non-alignement » refait surface, masquant comme il y a un demi-siècle un anti-occidentalisme croissant, attisé par la Chine qui pressent que cette guerre en Europe lui ouvre une opportunité pour poser ses pions aux marges de celle-ci, dans le Golfe et en Afrique notamment. En attendant, les négociations sur le nucléaire iranien font les frais de ce recentrage américain. Alors qu'il semblait prêt à un compromis à tout prix, Joe Biden semble avoir fait le deuil d'un accord avec Téhéran, estimant sans doute que sa posture martiale face à l'agression russe lui offrait la perspective inespérée d'une victoire aux élections de mi-mandat.

C'est cette situation qui sera celle du prochain quinquennat du Président Emmanuel Macron nettement réélu. L'implication de la France et de l'Europe pour aider l'Ukraine envahie, malgré les menaces, lui ont permis d'éviter la comparaison avec Edouard Daladier. Mais l'avenir chargé de menaces nécessitera courage, vision et leadership pour adapter le pays et ses armées à un monde plus âpre. Il s'agira notamment de dissuader Poutine et ses futurs émules de considérer que la France et l'Europe sont désormais mûres pour la curée. Ce sont ces qualités qui permettront la comparaison avec Charles de Gaulle.

## *Mai*

Si le mois de mai a été pour les Français consacré à la politique intérieure avec la réélection du président Emmanuel Macron et la préparation des élections législatives, il a été pour les gouvernements du Moyen-Orient et de la rive sud du bassin méditerranéen, un moment difficile qui leur a imposé d'adapter leur politique aux conséquences de la guerre en Ukraine.

Comme nous l'indiquions dans nos précédents éditoriaux, celles-ci sont importantes : sur le plan intérieur elles imposent des interventions sur le prix des denrées de base pour contrer les prix élevés des céréales et éloigner le spectre des émeutes de la faim ; sur le plan diplomatique elles génèrent des postures attentistes : peu d'États de la région ont suivi les États-Unis et leurs alliés européens dans le soutien effectif à l'Ukraine, pas même Israël pourtant sous forte pression américaine. La bataille diplomatique et informationnelle fait rage. Dans la péninsule arabe comme au Maghreb, les médias russes se déchainent pour instrumentaliser l'anti-occidentalisme ambiant et justifier l'intervention de la Russie. Autre effet collatéral : les Iraniens ne se font plus guère d'illusion sur le retour des États-Unis dans l'accord nucléaire de 2015 (JCPOA), l'administration Biden souhaitant préserver son capital politique pour le combat en cours face à Moscou et Pékin ; la plupart de leurs voisins se font donc progressivement à l'idée que l'Iran atteindra à plus ou moins court terme le seuil de la capacité nucléaire militaire. La question reste de savoir si les dirigeants iraniens décideront ou non de le franchir ouvertement. Israël multiplie en écho les signaux de fermeté en direction du Hezbollah libanais pour bien lui signifier qu'à la moindre provocation, il s'exposerait à des représailles massives, beaucoup plus destructrices que celles de 2006.

L'armée israélienne vient en effet de conclure les plus grandes manœuvres militaires de ses 25 dernières années face au Liban et à la Syrie.

Au Liban justement, les élections législatives semblent avoir conforté la mainmise des familles et des communautés sur les prébendes du pouvoir, même si l'on peut noter la poussée de candidats indépendants dénonçant cette mainmise. L'avenir politique et social reste donc sombre.

La tension croissante se fait sentir jusqu'au Maghreb, comme l'illustre la réimposition du service militaire au Maroc face à ce que les Marocains perçoivent comme des menaces grandissantes brandies par l'Algérie.

À l'épicentre de la déflagration, en Ukraine, l'armée russe semble avoir regagné l'initiative des opérations et déroule lentement mais implacablement sa stratégie du rouleau compresseur dans le Donbass. Vladimir Poutine n'aura finalement pas obtenu la victoire symbolique qu'il espérait pour sa parade du 9 mai commémorant la fin des combats de la Seconde Guerre mondiale en Europe ; il n'en poursuit pas moins son agression dans l'est du pays, espérant qu'avec le temps, la solidarité européenne et atlantique se fissurera, laissant place aux dissensions que le Kremlin est toujours prompt à instrumentaliser. Paradoxalement, cette agression pourrait aboutir pour Vladimir Poutine à l'effet inverse de celui initialement poursuivi. Car force est de constater que l'unité et la nation ukrainienne sont devenues des réalités, que la Russie s'affaiblit et qu'elle n'est plus capable de dissuader ses derniers voisins européens de vouloir rejoindre l'OTAN. Ce mois de mai restera comme celui de la double candidature de la Suède et de la Finlande à leur adhésion rapide à l'Alliance. Ce faisant, la Turquie se retrouve comme souvent à arbitrer entre ses liens

stratégiques avec les États-Unis, sa dépendance économique avec l'Europe, son intérêt à ménager le Kremlin et sa volonté de profiter de l'affaiblissement russe pour pousser ses pions, notamment en Syrie. Il est probable que les semaines à venir apporteront leur lot de tractations plus ou moins sordides entre Ankara et Washington, pour échanger l'élargissement de l'OTAN contre une main mise sur le Kurdistan syrien.

En attendant, il convient d'espérer que nos députés prochainement élus prendront rapidement la mesure des enjeux géopolitiques, militaires et sécuritaires qui se nouent en ce moment même aux marches de l'Europe et qui impacteront durablement son avenir.

## *Juin*

Après quatre mois de combats féroces, l'invasion de l'Ukraine par la Russie s'est transformée en une guerre d'usure dont il est difficile de prédire l'issue. La nation et l'armée ukrainiennes ont vaillamment résisté, mais elles s'essouffent et manquent cruellement d'armes et de munitions pour contenir le rouleau compresseur russe qui se concentre désormais dans le Dombass. L'armée russe a de son côté conquis le littoral de la mer d'Azov qui lui permet d'assurer la liaison avec la Crimée annexée. Le Kremlin pourrait adapter ses buts de guerre à la réalité du terrain : prendre le Dombass puis avancer au maximum vers le Dniepr avant la fin de l'été et le retour du mauvais temps qui rendra les plaines ukrainiennes impraticables aux vastes offensives mécanisées et si possible créer une rupture militaire et psychologique qui lui permettrait d'envisager le gain stratégique que constituerait la prise d'Odessa.

Une chose paraît sûre, ce conflit cristallise le paysage international: d'un côté le Kremlin séduit les pouvoirs autocratiques qui respectent la force et qui espèrent, plus ou moins ouvertement, une « victoire » de Vladimir Poutine ; mais d'un autre il a durablement fédéré contre lui la plupart des Occidentaux, notamment Européens. Le sommet de l'OTAN de Madrid (27-28 juin 2022) en est l'illustration. L'Alliance atlantique a invité, à leur demande, la Finlande et la Suède – deux pays jusque-là neutres – à la rejoindre, sécurisant par là même le front baltique face à la Russie et sa position avancée de Kaliningrad. En retirant in extremis son veto à l'accession de ces deux États, le président turc Recep Tayyip Erdogan a très certainement réalisé « un bon coup » et renforcé la posture régionale de son pays, s'imposant comme un acteur absolument incontournable tant pour les Américains que pour les Russes ou pour certains Européens, notamment les Allemands.

Au-delà des déclarations suédoise et finlandaise sur l'attitude plus ferme à l'encontre des réfugiés kurdes et sur l'attitude conciliante envers les livraisons d'armes européennes à la Turquie, la question reste la suivante : qu'a obtenu le président Erdogan en échange de sa volte-face ? La livraison de chasseurs F-16V et de systèmes antiaériens américains ? La certitude de pouvoir continuer à commercer avec la Russie ? Un blanc-seing pour intervenir en Syrie contre les Kurdes afin d'étendre sa bande-tampon le long de la frontière turque ? La possibilité d'annexer Chypre-Nord en temps voulu (avant les élections de 2023) ? Ou bien de soutenir l'Azerbaïdjan dans une éventuelle nouvelle offensive au Karabakh ? La Russie de son côté ne restera pas passive devant cet échec. Elle tentera de diviser les Européens et pourrait renforcer son action déstabilisatrice sur la rive Sud et ouvrir un front indirect à leur encontre pour les obliger à composer.

Le couple franco-allemand est souvent présenté comme le moteur de l'Europe. À l'heure où s'achève la présidence française de l'Union européenne, l'Allemagne semble tirer les leçons de la guerre en Ukraine ; elle vient d'amender (3 juin) sa constitution pour créer un fond spécial d'investissement de 100 milliards d'euros pour la modernisation urgente de ses forces armées, tout en annonçant sa volonté de porter à 2% du PIB son effort de défense dès 2023. Elle déclare ouvertement vouloir réacquérir une culture stratégique et s'investir davantage dans la dissuasion nucléaire à travers celle de l'OTAN. Son nouveau chancelier Olaf Scholz a manifestement réussi à écouter et négocier avec l'ensemble de la classe politique allemande pour pérenniser cette nouvelle posture.

De son côté, la France, dans un contexte post-électoral compliqué, privilégie l'agenda social et semble avoir du mal à nommer les menaces.



Si elle ne réagit pas et ne prend pas la mesure des défis sécuritaires qui s'amoncellent, à l'est comme au sud, elle risque le déclassement, voire la surprise stratégique. L'exécutif et le législatif devraient s'en convaincre, il y a urgence.

## **NOS ARTICLES**

## **Le nouveau dynamisme naval russe, facteur de puissance pour le Kremlin**

*Par Arnaud PEYRONNET, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO).*

Le Kremlin n'a eu de cesse de répéter ces derniers mois que la Russie avait regagné sa place parmi les principales puissances maritimes mondiales et qu'une flotte puissante était nécessaire pour défendre les intérêts de Moscou sur l'ensemble des mers du globe. De fait, cet activisme naval, appuyé par le développement volontariste de nouvelles armes de rupture dans le domaine du combat naval, a ancré la marine russe dans un bras de fer durable avec la marine américaine et ses alliés.

### **Une défense active des bastions russes en mer Noire et Méditerranée**

Dans les perceptions géopolitiques russes, la mer Noire est vue comme un lac russe qui protège le territoire national et permet un accès à la Méditerranée, puis au Moyen-Orient. Les forces navales russes y ont donc pour mission de contraindre la liberté de mouvement anglo-américaine, afin d'empêcher les États-Unis et le Royaume-Uni de se rapprocher de leur glacis sécuritaire<sup>1</sup>. C'est conformément à ces perceptions que sont apparues d'importantes frictions navales russo-britanniques en mer Noire au mois de juin 2021. Le destroyer britannique HMS *Defender*, qui sortait d'une escale en Ukraine, où un accord bilatéral de coopération navale

---

<sup>1</sup> Défini comme un espace-tampon ménagé par une puissance autour de ses frontières par le contrôle de régions limitrophes, afin d'optimiser la défense de son territoire. Dans la doctrine militaire soviétique, ce glacis était composé de l'ensemble des territoires voisins de l'URSS qui fournissaient le recul nécessaire au Kremlin pour organiser la défense du pays.

anglo-ukrainien venait d'être signé<sup>2</sup>, a en effet traversé les eaux disputées au large de la Crimée tout en respectant le principe du droit de passage inoffensif dans des eaux territoriales, afin de se diriger vers la Géorgie. Outre le droit de passage inoffensif, Londres a souligné que ces eaux territoriales appartenaient légalement à l'Ukraine, l'occupation de la Crimée par la Russie (depuis 2014) n'étant pas reconnue par la communauté internationale<sup>3</sup>. La marine russe a dès lors surveillé de près le transit de ce bâtiment qui passait près de certaines de ses zones d'exercice, tandis que plusieurs avions de chasse russes l'ont survolé à basse altitude à des fins d'intimidation<sup>4</sup>. Des tirs de semonce russes auraient été menés à cette occasion, selon certains médias russes et britanniques<sup>5</sup>, ce qui a été démenti par la Royal Navy<sup>6</sup>, dénotant la guerre de l'information liée à ce type d'événements.

La propagande de Moscou s'est montrée très offensive, indiquant que les forces armées russes avaient « chassé un navire britannique de ses eaux et qu'elles n'hésiteraient pas à frapper cinétiquement les bâtiments britanniques s'ils continuaient leurs actions provocatrices au large de la Crimée<sup>7</sup> ».

Une frégate néerlandaise aurait été également, à cette même période, la cible de brouillages et de raids aériens, simulés par des

---

<sup>2</sup> Le Royaume-Uni s'engageant à aider l'Ukraine à construire 8 patrouilleurs, une nouvelle base navale en mer d'Azov, à lui livrer 2 chasseurs de mines d'occasion de type *Sandown*, et potentiellement 2 frégates de type 31 (*Theatrum Belli*, 29/06/2021).

<sup>3</sup> Ce transit peut dès lors être considéré comme une FONOP (*Freedom of Navigation Operation*) britannique.

<sup>4</sup> Environ une vingtaine de passes d'aéronefs selon le commandant du *Defender* (*Navy Lookout*, 23/06/2021).

<sup>5</sup> *The Guardian*, 23/06/2021.

<sup>6</sup> *Navy Lookout*, 23/06/2021.

<sup>7</sup> *Arab World*, 24/06/2021. Durant l'automne 2020, la propagande russe avait annoncé les mêmes éléments lors de frictions, également dans la même zone, entre le destroyer britannique *Dragon* et des bâtiments militaires russes.

Su-30 russes équipés de bombes et missiles antinavires, alors qu'elle naviguait de conserve avec le HMS *Defender*<sup>8</sup>.

Dans cette lutte d'influence, une attaque cyber sur l'AIS (*Automatic Identification System*) du bâtiment britannique a été rapportée, le positionnant faussement à 2 nautiques de la base navale russe de Sébastopol, alimentant ainsi la désinformation russe quant à la prétendue agression britannique. Ce *spoofing*<sup>9</sup> AIS et la communication très intensive utilisés par la Russie font désormais partie de ses modes d'action à l'intérieur de ce qu'elle considère comme ses bastions maritimes<sup>10</sup>.

Peu de temps après, fin juin 2021, l'exercice *Sea Breeze* a mobilisé plus de 30 bâtiments de l'OTAN en mer Noire, au large de l'Ukraine. Moscou a, sans surprise, qualifié cet exercice de provocation, lançant des manœuvres pour tester la réactivité de sa défense aérienne basée en Crimée et renforçant les bases situées à proximité de capacités de frappes aériennes et antinavires<sup>11</sup>. En novembre 2021, alors que de nouvelles rumeurs d'intervention militaire russe en Ukraine se profilaient en parallèle de gesticulations anglo-américaines au profit de Kiev, l'armée russe a effectué de nouveaux exercices aéromaritimes en mer Noire. Cet activisme anglo-américain<sup>12</sup> dans un espace que Moscou revendique comme son glacis sécuritaire, irrite au plus haut point le Kremlin. Le 30 juin 2021, Vladimir Poutine a estimé qu'un « navire de l'OTAN coulé par la marine russe ne donnerait pas lieu

---

<sup>8</sup> *Military Aviation*, 29/06/21.

<sup>9</sup> Falsification des données transmises par l'AIS, qu'elles soient liées à la position ou à l'identité du navire.

<sup>10</sup> En mer Noire, la Crimée reste le centre de gravité militaire du bastion russe (*War on the Rocks*, 09/01/2020).

<sup>11</sup> *Navy Times*, 29/06/21.

<sup>12</sup> Également marqué par des vols de bombardiers américains au-dessus de la mer Noire, dans le cadre des *Bomber Task Force*, qui sont régulièrement interceptés par la permanence opérationnelle russe.

à une nouvelle guerre mondiale », ajoutant que la Russie « se battait pour elle-même, pour son avenir sur son territoire »<sup>13</sup>, illustrant ainsi clairement ses revendications géopolitiques<sup>14</sup>. Il a conclu : « ce n'est pas nous qui sommes venus vers eux à des milliers de kilomètres ; ils sont venus à nos frontières et ont violé nos eaux territoriales<sup>15</sup> ». Il démontre par là une nouvelle fois sa volonté d'engager un rapport de force avec les puissances maritimes occidentales, prévenant en amont ce qui pourrait arriver si ses eaux territoriales (ou celles que Moscou revendique) étaient « violées<sup>16</sup> » par des puissances étrangères. Le 25 juillet 2021, à l'occasion de la parade officielle de la marine russe à Saint-Pétersbourg, le président Vladimir Poutine a assuré que la flotte russe était capable de détecter et de détruire « n'importe quelle cible », la Russie ayant gagné sa place parmi les « principales puissances maritimes mondiales »<sup>17</sup>.

Ce concept de défense active des bastions russes contre la présence navale anglo-américaine s'est aussi prolongé en Méditerranée orientale. Fin juin 2021, les forces russes ont déployé en Syrie, dans le cadre d'un exercice, deux aéronaves MiG-31K dotés de missiles hypersoniques antinavires *Kinjal*<sup>18</sup> ainsi que trois bombardiers TU-22M *Backfire* alors que le groupe aéronaval britannique *Queen Elizabeth* patrouillait au large<sup>19</sup>. Des avions de lutte anti-sous-marine Tu-142MK et Il-38 ont été envoyés à cette occasion dans la région, de même qu'un appareil de détection et de commandement aéroporté A-50 Mainstay. La flotte de la mer Noire avait projeté

---

<sup>13</sup> *Opex 360*, 30/06/2021.

<sup>14</sup> Voir également sur ce sujet l'article d'Igor Delanoë, « Jeux dangereux au large de la Crimée », FMES, 08/07/2021.

<sup>15</sup> *Opex 360*, 30/06/2021.

<sup>16</sup> Il est rappelé que le droit international autorise les navires de guerre à transiter dans les eaux territoriales d'un pays étranger, « de manière innocente », c'est-à-dire en ligne directe et sans manœuvre militaire.

<sup>17</sup> *Le Figaro*, 25/07/2021.

<sup>18</sup> D'une portée de 2 000 km et se déplaçant à Mach 10.

<sup>19</sup> *Opex360*, 25/06/2021.

pour cet exercice en Méditerranée plusieurs bâtiments, dont le croiseur lance-missiles *Moskva* ainsi que les frégates *Amiral Essen* et *Amiral Makarov*, en complément du dispositif présent en Syrie. Moscou cherche depuis à étendre sa base navale de Tartous, avec la possibilité d'y baser un dock de réparations flottant pour ses unités de surface et ses sous-marins, ce qui éviterait de longs et coûteux transferts d'unités entre Tartous et les flottes de Baltique ou de mer Noire, en cohérence avec les travaux d'extension déjà réalisés sur la base aérienne de Hmeimim<sup>20</sup>. De fait, Moscou déploie désormais en Méditerranée orientale les mêmes capacités de déni d'accès qu'en mer Noire.

## Défense de l'avant au-delà des zones bastions

Au-delà de son glacis sécuritaire et de ses zones bastions, la marine russe a largement accru, au 2e semestre 2021, sa présence dans des zones auparavant peu accoutumées à une présence navale russe. Dans le Pacifique, elle<sup>21</sup> a effectué mi-juin 2021 des exercices inédits au large de l'archipel américain des îles Hawaï, dont l'un des buts semblait l'entraînement à des frappes contre un groupe aéronaval américain et ses bases logistiques. La proximité de cet exercice avec l'île d'Oahu (à 30 nautiques à certains moments, la zone de l'exercice se situant toutefois à 300 nautiques à l'ouest de l'archipel) et surtout la conjonction d'un raid d'avions russes à long rayon d'action (Tu-95 et Tu-142 venant du Kamchatka, accompagnés de chasseurs Mig-31 et de ravitailleurs Il-78) en direction de l'archipel américain ont entraîné des décollages sur alerte de la permanence opérationnelle américaine d'Hawaï et l'envoi sur zone du groupe aéronaval *Carl Vinson*<sup>22</sup>. Cet exercice de

---

<sup>20</sup> *Al Monitor*, 10/05/2021.

<sup>21</sup> L'exercice a impliqué, selon les phases, entre sept et vingt bâtiments de surface (dont le croiseur lance-missiles *Varyag* et la frégate *Shaposhnikov*) et des sous-marins d'attaque.

<sup>22</sup> *Star Adviser*, 22/06/2021.

projection à longue distance de la marine russe du Pacifique, à 2 500 nautiques des îles Kouriles, s'est déroulé alors que le président américain rencontrait pour la première fois à Genève son homologue russe. La présence de ces navires russes est intervenue également au moment où les États-Unis devaient mener des tests de défense anti-missiles entre l'Alaska, l'archipel hawaïen et l'atoll de Kwajalein (îles Marshall), perturbant sans doute quelque peu les essais. Cette pratique russe est devenue récurrente, des bâtiments de renseignement russes se déplaçant régulièrement depuis le début de l'année dans les zones américaines d'essais militaires dans le Pacifique<sup>23</sup>. Si la volonté russe de conduire des déploiements lointains près des approches américaines était déjà connue sur la côte atlantique<sup>24</sup>, Moscou a toutefois ajouté Hawaï et le centre du Pacifique à ses zones d'action habituelles. En 2020, le SSGN *Omsk* avait ainsi fait surface au large de l'Alaska, au terme d'exercices navals russes conséquents dans la même zone. Ces déploiements inédits dans le Pacifique, au plus près des territoires américains, démontrent la volonté délibérée de la Russie de maintenir un rapport de force ouvert avec les États-Unis, en soutien possible de la Chine, et ce alors que la flotte russe du Pacifique ne semblait jusque-là avoir comme seuls objectifs la protection de son bastion de la mer d'Okhotsk<sup>25</sup> et le déni d'accès dans le détroit de Béring.

Le continent africain est également redevenu un centre d'intérêt pour la Russie qui a déployé ses mercenaires de la société Wagner au Mozambique, en Libye, en Centrafrique et sans doute au Sahel. Cette appétence russe pour l'Afrique s'est publiquement

---

<sup>23</sup> *The War Zone*, 21/06/2021.

<sup>24</sup> Pour la marine américaine, la côte est-américaine n'était déjà plus « incontestée », notamment sur le plan de la lutte anti-sous-marine, imposant d'ailleurs la réactivation de la 2<sup>e</sup> Flotte dans cette région. L'exercice annoncé au large de l'Irlande au cours des prochaines semaines en est une autre manifestation.

<sup>25</sup> Exercices réguliers et augmentation de la présence militaire russe (missiles *Bastion* et déploiement d'une division des forces terrestres) dans l'archipel des Kouriles, verrou de la mer d'Okhotsk.



manifestée en octobre 2019 par la tenue d'un sommet Russie/Afrique à Sotchi, réunissant plusieurs dizaines d'États africains. Si l'intérêt russe est avant tout économique (accès aux richesses minières et aux hydrocarbures), il est aussi politique<sup>26</sup> et militaire. Moscou s'est ainsi impliqué au Soudan et sa marine tente d'obtenir l'autorisation des autorités soudanaises pour la création d'une base navale à Port-Soudan, qui sera ainsi potentiellement un point d'appui de choix des forces navales russes pour le Moyen-Orient et la côte Est-Africaine<sup>27</sup>. Sur la côte ouest de l'Afrique, la République du Congo pourrait devenir le prochain point d'appui naval russe. En effet, Brazzaville avait signé en mai 2019 un accord avec Moscou pour la venue d'experts militaires russes, notamment pour l'entretien d'équipements anciens d'origine soviétique. Un second accord aurait été signé en octobre 2019 et mis en vigueur en juin 2021<sup>28</sup>. Ce dernier accord prévoirait la possibilité de déployer des bâtiments et aéronefs militaires russes au Congo, afin de lutter contre la piraterie maritime et le terrorisme, ouvrant ainsi la voie potentielle à une implantation militaire russe plus pérenne à Pointe-Noire et Brazzaville. Le Nigeria pourrait aussi devenir à terme un futur point d'appui pour Moscou grâce à un accord de coopération signé le 23 août 2021, essentiellement lié à la formation de personnel et la maintenance de matériel, et ce alors que la Russie doit livrer une vingtaine d'hélicoptères militaires de transport à ce pays. Là encore, la lutte contre le terrorisme ou la piraterie, maux endémiques de cette région, est instrumentalisée de façon très pragmatique par Moscou tant pour y établir des points d'appui militaires que pour gagner des parts de marché pour

---

<sup>26</sup> Achat de voix à l'assemblée générale des Nations unies, la masse des pays africains représentant un réservoir important de votes dans un contexte géopolitique tendu depuis 2014 et l'affaire ukrainienne.

<sup>27</sup> Cet accord serait à ce stade gelé, Khartoum souhaitant en revoir certaines clauses. Moscou de son côté dément toute suspension des engagements conclus jusque-là (*Opex360*, 04/06/2021).

<sup>28</sup> *Opex 360* du 13/06/2021 citant l'agence de presse russe Interfax.

son industrie de défense, l'Afrique représentant déjà 30 à 40 % de ses exportations d'armement<sup>29</sup>.

Cet intérêt renouvelé de la flotte russe pour le grand large, bien au-delà des zones d'action habituelles de son glacis sécuritaire, est à rapprocher de la fonction politique autrefois occupée par la marine soviétique. En effet, à partir des années 1980, la marine soviétique, sans pouvoir rivaliser avec la marine américaine<sup>30</sup>, était présente sur toutes les mers, démontrant que l'URSS était une superpuissance comme les États-Unis, même si sa vulnérabilité en cas de guerre était avérée. La marine russe semble aujourd'hui faire de même et cherche à promouvoir le rang et le statut de la Russie dans les affaires internationales, notamment vis-à-vis des États-Unis et de la Chine.

### **Le développement volontariste de nouvelles capacités offensives**

L'activisme naval russe se fonde également sur le développement intensif de nouvelles capacités offensives qui permettent aux forces russes de mettre en œuvre une forme de dissuasion conventionnelle régionale<sup>31</sup> l'ayant fait passer au rang de « puissance navale continentale<sup>32</sup> ». Ces capacités, si elles ne permettent pas à la Russie de concurrencer les États-Unis comme puissance maritime dominante, renforcent considérablement son poids de puissance maritime perturbatrice dans la lignée des guerres de course aéronavales et sous-marines menées par

---

<sup>29</sup> *Opex 360*, 27/08/2021.

<sup>30</sup> La flotte russe avait essentiellement une fonction d'interdiction du trafic maritime, basée sur les sous-marins et les bombardiers.

<sup>31</sup> À l'instar des sous-marins en Méditerranée et des corvettes en mer Caspienne qui ont tiré en 2014 et 2015 des missiles de croisière de type *Kalibr* sur des objectifs terrestres en Syrie.

<sup>32</sup> La Russie développe un concept de « puissance navale continentale » (Pierre Rialland, *Revue Défense Nationale*, 2016/5, n° 790).

l'Allemagne lors des deux guerres mondiales et planifiées par l'URSS pendant la guerre froide. De plus, la flotte russe peut désormais, à partir de la mer Noire et de la mer Caspienne, frapper avec des missiles de croisière une vaste zone s'étendant de l'Europe de l'Est à l'Asie centrale, en passant par le Moyen-Orient. Cette zone, qui peut dès lors devenir un glacis sécuritaire russe, est protégée par la bulle de déni d'accès russe établie en Syrie. Ce glacis élargi par la menace de nouvelles armes russes correspond d'ailleurs au *Rimland* défini classiquement par la géopolitique américaine.

Les capacités offensives de la marine russe sont aujourd'hui en mesure de connaître un nouveau bond en avant avec le développement intensif d'armes supersoniques. Le président Vladimir Poutine a assuré, le 25 juillet 2021, que la Russie avait gagné sa place parmi les « principales puissances maritimes mondiales » en ayant développé une « aviation navale efficace à courte et longue distances, des systèmes de défense côtière fiables et des armes hypersoniques de haute précision, qui n'ont pas d'équivalent dans le monde et qui continuent d'être améliorées constamment et avec succès »<sup>33</sup>. Parmi ces armes de rupture figurent le missile hypersonique nouvelle génération *Avangard*<sup>34</sup>, qui revendique atteindre une vitesse de Mach 27, de changer de cap et d'altitude, mais surtout le *Zirkon*<sup>35</sup>, testé avec succès fin 2021. Ce dernier a effectué son dernier test sur une cible terrestre à sa portée maximale à partir de la frégate *Admiral Gorshkov*, le 19 juillet, depuis la mer Blanche<sup>36</sup>. Le 4 octobre 2021, cela a été au

---

<sup>33</sup> *Le Figaro*, 25/07/2021.

<sup>34</sup> Planeur hypervélocé et manœuvrable lancé par un missile balistique de type RS-18/SS-19.

<sup>35</sup> Ce missile a une vitesse de près de Mach 9 pour une altitude maximale comprise entre 30 et 40 km et une portée d'environ 1 000 km. Il emporte une charge militaire de 300/400 kg.

<sup>36</sup> *Naval News*, 22/07/2021.

tour du sous-marin d'attaque *Severodvinsk* (classe Yasen) de tester ce missile depuis la mer de Barents, ce qui représentait une première mondiale. Enfin, Vladimir Poutine a annoncé très officiellement, le 24 décembre 2021, un tir d'essai réussi d'une salve de missiles *Zirkon*<sup>37</sup>. Dans le domaine des armes hypersoniques, la Russie semble donc avoir l'avantage par rapport aux États-Unis qui ne disposent pas encore, malgré leurs intentions, d'armes opérationnelles de ce type, notamment sur leurs plateformes navales. Moscou prévoit désormais la mise en service opérationnel de cette arme dans ses forces navales et ses batteries côtières en 2022, et pour les forces sous-marines en 2024, les essais étant presque achevés et concluants. Sur le plan aérien, le missile hypersonique air-mer *Kinjal* est déjà en service, en particulier sur Mig-31K. Il a d'ailleurs été déployé pour des exercices dans les zones bastions de la Russie. Deux unités de l'aéronavale russe devraient être dotées de missiles supersoniques de type *Kinjal*, l'une pour la flotte du Nord, l'autre pour la flotte du Pacifique. De fait, l'arme hypersonique va devenir le fer de lance des forces navales et aériennes russes pour la défense, même éloignée, de leurs bastions, propulsant dès lors la marine russe dans le premier cercle des puissances capables de faire peser une menace mortelle en mer, malgré un tonnage peu élevé et un manque de porte-aéronefs. En cohérence avec sa vocation de puissance continentale, la construction navale de la Russie se focalise en effet toujours sur la mise en service de sous-marins et d'unités légères de type corvette ou frégate, moins chères et plus faciles à fabriquer en série, comme outils de gesticulation politique de temps de paix et d'opérations d'interdiction en temps de guerre. À titre d'exemple, le président Poutine a participé, le 23 août 2021, à une cérémonie de découpage des premières tôles pour 4 sous-marins (deux SNLE de type *Boreï* et deux SSK de type *Kilo-636I*)

---

<sup>37</sup> *Le Figaro*, 24/12/2021.

et deux corvettes (types *Steregushchiy* et *Gremyashchiy*), rappelant « l'importance d'une flotte puissante pour défendre les intérêts de Moscou sur l'ensemble des mers du globe<sup>38</sup> ».

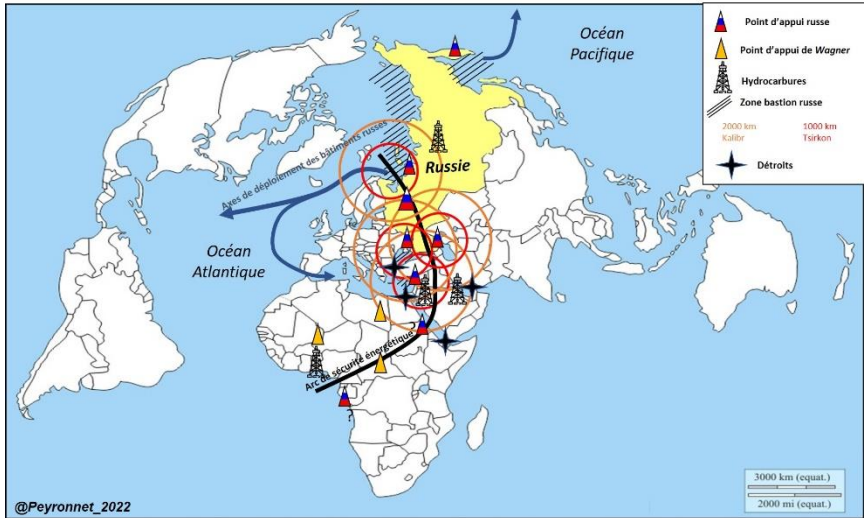
La compétition technologique et géopolitique entre les marines anglo-saxonnes et les forces navales russes va se renforcer alors que les sujets de friction entre ces deux blocs ne manquent pas, comme le montre d'ailleurs le nouvel épisode de crispation ukrainienne. Cette compétition, au-delà des seuls bastions russes ou des théâtres traditionnels de l'Atlantique et du Pacifique nord, pourrait également déborder à terme le long des côtes africaines, vastes espaces lacunaires où la présence occidentale est notoirement absente.

En effet, le continent africain, riche en ressources minières et pétrolières (golfe de Guinée, Mozambique), pourrait voir à terme le déploiement de groupes navals russes, voire l'établissement de points d'appui qui consolideraient l'effort fait ces dernières années sur ce continent par les sociétés paraétatiques russes.

Le risque serait alors de voir l'Europe stratégiquement encerclée par un arc de sécurité énergétique russe s'étendant de l'Arctique au golfe de Guinée, passant par la Baltique, la mer Noire, la Méditerranée et la mer Rouge, celui-ci complétant une défense de l'avant de plus en plus ostensible en Atlantique nord.

---

<sup>38</sup> *Naval News*, 23/08/2021.



*Le nouveau dynamisme naval russe, facteur de puissance pour le Kremlin.*

*Publié le 27 janvier 2022 par l'institut FMES*

## **La marine israélienne : l'émergence d'une puissance navale en Méditerranée ?**

*Jean-Loup SAMAAAN est senior research fellow au Middle East Institute de la National University of Singapore et chercheur associé à l'IFRI. Il est notamment l'auteur d'Israel's Foreign Policy Beyond the Arab World (Routledge, 2017).*

### **Les marins, grands absents de la pensée stratégique israélienne**

La marine israélienne a très souvent pâti des arbitrages budgétaires au sein de l'état-major des armées, au profit des armées de terre et de l'air. Aucun marin n'a jamais été nommé chef d'état-major de l'armée israélienne. Les marins ne figurent guère dans les récits héroïques israéliens, que ce soit durant les guerres de 1967 ou de 1973. Au contraire, leur fait d'armes marquant dans l'histoire nationale a longtemps été le torpillage du navire américain USS Liberty en pleine guerre des Six-Jours. Celui-ci avait fait 34 morts du côté américain<sup>39</sup>.

La réflexion navale n'occupe pas non plus une place importante dans le débat stratégique israélien, étant réduite au mieux à une « note de bas de page » de l'histoire militaire de l'État hébreu<sup>40</sup>. En 2015, le premier document de stratégie rendu public par Tsahal ne mentionne qu'une seule fois la marine nationale, laissant la part belle aux armées de terre et de l'air<sup>41</sup>. La marine est généralement

---

<sup>39</sup> Dov Zakheim, « The United States Navy and Israeli Navy: Background, current issues, scenarios, and prospects », Center for Naval Analyses, février 2012, p. 2.

<sup>40</sup> Ehud Eiran, Yuval Zur, « Israel's Missing Naval Strategy », *Foreign Affairs*, 18 mars 2013.

<sup>41</sup> Harvard Kennedy School, « Deterring Terror: How Israel Confronts the Next Generation of Threats. English Translation of the Official Strategy of the Israel Defense Forces », août 2016,

<https://www.belfercenter.org/sites/default/files/legacy/files/IDFDoctrineTranslation.pdf>.

traitée comme un supplétif aux autres corps d'armées. Elle appuie l'aviation dans ses missions de dissuasion, transporte les forces spéciales et protège les côtes. Mais dans une telle configuration, elle n'a pas de rôle direct dans les scénarios d'engagement des forces israéliennes, qu'il s'agisse des hypothèses de conflit avec les groupes non étatiques tels que le Hamas et le Hezbollah ou avec l'Iran. C'est ce qui fait d'ailleurs que depuis une quinzaine d'années, la marine s'est avant tout focalisée sur une mission : le blocus de Gaza ainsi que celui, par intermittence, du Liban.

### **La mission délicate du blocus de Gaza**

Au cours des quinze dernières années, la marine a d'abord joué un rôle majeur dans la stratégie israélienne vis-à-vis de la bande de Gaza. Depuis 2007, elle est en charge d'un blocus du territoire palestinien consistant à prévenir la prolifération de matériel de guerre à destination du Hamas et des autres groupes armés palestiniens depuis la mer. En pratique, l'opération conduit les navires israéliens à réduire la zone de pêche de Gaza à un périmètre minuscule ne dépassant pas les six milles nautiques<sup>42</sup>.

Cette mission, relevant du déni d'accès, n'est pas nouvelle pour la marine israélienne. Un an auparavant, en juillet 2006, elle avait déjà joué un rôle similaire lors de la guerre au Liban en procédant à un blocus de la côte libanaise afin de renforcer la pression sur le Hezbollah à Beyrouth.

Toutefois, les effets stratégiques de ces blocus, au Liban en 2006 ou à Gaza depuis 2007, restent peu probants. D'une part, ils n'ont pas véritablement permis de prévenir le réarmement des

---

<sup>42</sup> Benny Ben-Ari, « A2/AD – The Israeli Experience » in « Countering Anti-Access/Area Denial Challenges: Strategies and Capabilities », Rapport de conférence, Nanyang Technology University Singapore, 1<sup>er</sup> décembre 2017, p. 31.



belligérants, que ce soit le Hamas ou le Hezbollah. Dans les deux cas, les groupes ont su s'adapter, contourner la flotte israélienne et trouver de nouvelles voies d'acheminement. En dépit des conditions strictes imposées sur les flux maritimes de Gaza depuis 2007, le Hamas a pu renforcer ses capacités militaires, et en particulier se munir de roquettes qu'il est capable d'assembler directement sur son territoire.

Dans les années qui suivent la mise en place du blocus israélien, Téhéran a su aussi contourner ce dernier en transférant ses roquettes au Hamas ou au Jihad islamique à partir du Soudan et *via* un circuit de tunnels dans le Sinaï égyptien. Si ces transferts semblent avoir été réduits ces dernières années, c'est principalement en raison de la rupture des liens entre Khartoum et le régime iranien et de la reprise en main du Sinaï par les forces égyptiennes ; le blocus naval israélien n'a, pour sa part, joué aucun rôle<sup>43</sup>.

À l'aune des quatre conflits à Gaza (2008, 2012, 2014, 2021), ce blocus naval apparaît donc n'avoir ni dissuadé les soutiens extérieurs (Turquie, Iran), ni endigué le problème militaire de Gaza. La politique israélienne de blocus naval a eu en revanche des effets négatifs sur l'image internationale de l'État hébreu. L'affaire du *Mavi Marmara* en est un bel exemple. En 2010, les forces israéliennes se retrouvent au milieu d'une vaste crise diplomatique lorsqu'une flottille turque conduite par le navire *Mavi Marmara* décide de braver le blocus de Gaza pour acheminer de l'aide humanitaire. Le *Mavi Marmara*, ainsi que cinq autres navires l'accompagnant, sont interceptés par l'armée israélienne dans les eaux internationales. En dépit des injonctions israéliennes de rebrousser chemin, l'épisode tourne à l'affrontement et laisse neuf

---

<sup>43</sup> Fabian Hinz, « Iran Transfers Rockets to Palestinian Groups », Wilson Center, 19 mai 2021, <https://www.wilsoncenter.org/article/irans-rockets-palestinian-groups>.

morts parmi les militants d'ONG. À l'international, la crise choque et alimente la rhétorique anti-israélienne ; à Tel-Aviv, elle force l'armée à repenser le blocus, tant dans les modalités d'intervention de la marine que dans le périmètre d'application du blocus.

Aujourd'hui, les conséquences économiques pour Gaza sont telles que le blocus conduit à une asphyxie de la population. Le blocus maritime est ainsi devenu une cible régulière de l'ONU et des ONG humanitaires qui accusent Israël d'empêcher les civils palestiniens d'accéder à des ressources basiques (alimentation, fournitures médicales) au nom d'une stratégie militaire inefficace.

## **De nouveaux jeux de pouvoir en méditerranée orientale**

L'horizon de la marine israélienne va progressivement s'élargir au gré des évolutions tant économiques que politiques en Méditerranée orientale. La fin des années 2000 est marquée par la découverte de nouveaux gisements de gaz naturel dans la zone. Si plusieurs gisements avaient été identifiés dès 1999, les recherches conduites dix ans plus tard changent véritablement la donne. En 2010, une étude géologique affirme que la zone pourrait recouvrir près de 3 454 milliards de mètres cubes de gaz extractible<sup>44</sup>. Israël annonce, durant cette période, le développement des deux immenses champs gaziers Tamar et Leviathan. Un consortium est mis en place entre la firme américaine Noble Energy et deux compagnies israéliennes, Delek et Avner Oil. Depuis, on estime que le gaz naturel exploré dans la zone répond à environ 50 % des besoins en électricité d'Israël<sup>45</sup>.

---

<sup>44</sup> World Petroleum Resources Project, « Assessment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the Levant Basin Province, Eastern Mediterranean », *U.S. Geological Survey*, U.S. Department of the Interior, mars 2010.

<sup>45</sup> Yael Teff-Seker, Aviad Rubin, Ehud Eiran, « Israel's 'turn to the sea' and its effect on Israeli regional policy », *Israel Affairs*, 25 (2), 2019, p. 235.

Rapidement, l'exploration gazière en Méditerranée orientale prend une coloration géopolitique, chacun des États littoraux revendiquant la découverte de réserves lui revenant. Si la relation entre Israël et la Turquie d'Erdogan se dégrade fortement après la crise du *Mavi Marmara*, l'exploration gazière rapproche l'État hébreu de la Grèce et de Chypre, avec lesquels une vaste coopération industrielle est lancée.

La production des champs de Tamar et Leviathan a également permis à Israël de devenir un des principaux fournisseurs de gaz naturel de l'Égypte depuis 2020. Les deux pays coopèrent par ailleurs sur la construction de deux nouveaux gazoducs, reliant les gisements *offshore* israéliens aux terminaux égyptiens, et ce afin de renforcer leurs capacités communes de réexportation vers les marchés européens<sup>46</sup>.

Le dossier énergétique favorise donc une véritable reconfiguration des relations diplomatiques entre les pays de la région, qui culmine avec la création en 2019 d'un Forum sur le gaz en Méditerranée orientale, auquel la France participe aux côtés d'Israël, de Chypre, de la Grèce, de l'Égypte, de la Jordanie ainsi que de l'Autorité palestinienne.

Si les retombées économiques de ces découvertes sont évidentes pour Israël, elles ne sont pas sans implications sur le plan stratégique. L'exploration énergétique en Méditerranée orientale ravive le long contentieux entre Chypre et la Turquie, Ankara estimant que Nicosie bafoue les droits de la partie turque de l'île en s'octroyant l'intégralité des réserves gazières dans sa zone exclusive économique. Pourtant, la Turquie n'a jamais signé la

---

<sup>46</sup> Ahmed Gomaa, « How Egypt benefits from gas agreement with Israel », *Al Monitor*, 25 février 2021, <https://www.al-monitor.com/originals/2021/02/egypt-israel-gas-agreement-leviathan-eastmed.html>.

Convention de l'ONU sur le droit de la mer régissant le découpage des zones exclusives économiques et Erdogan ne craint pas d'affirmer ses revendications sur un espace qui s'étalerait jusqu'au littoral libyen. Ces velléités turques débouchent alors sur de fréquentes démonstrations de force en mer et une forme de diplomatie de la canonnière : en 2018, les navires de guerre turcs n'hésitent pas à empêcher le groupe italien ENI de forer au large des côtes chypriotes.

Israël n'est pas directement concerné par les contentieux turco-chypriotes et sa marine n'a pour l'instant pas été exposée à ces tensions en mer avec la Turquie. Néanmoins, les revendications d'Ankara et le jeu d'intimidation naval auquel s'adonne le président Erdogan ont inévitablement une incidence sur les projets de Jérusalem dans la zone. Il irrigue également le rapprochement entre Athènes, Nicosie et Jérusalem dans le domaine militaire, que ce soit dans les airs<sup>47</sup> ou en mer. Les marines des trois pays échangent régulièrement et pour la première fois en mars 2021, participent ensemble (ainsi qu'avec la France) à l'exercice naval « Noble Dina ». Impliquant six navires dont des sous-marins, cet exercice comprend un scénario d'affrontement avec une flotte ennemie : une façon à peine voilée d'envoyer un message de fermeté à Ankara<sup>48</sup>.

En plus de la Turquie, une autre puissance navale a consolidé sa présence en Méditerranée orientale : la Russie. Au cours de la dernière décennie, Moscou a redonné une importance majeure à la zone, en particulier à l'aune de la guerre civile syrienne qui a poussé l'armée russe à réaffirmer son rôle sur place, notamment avec l'expansion de la base navale de Tartus, le déploiement de

---

<sup>47</sup> Udi Shaham, « Air Force participates in a joint exercise in Greece », *Jerusalem Post*, 18 avril 2021, <https://www.jpost.com/israel-news/air-force-participates-in-a-joint-exercise-in-greece-665535>.

<sup>48</sup> Seth Frantzman, « For first time, France and Cyprus join Israel's Noble Dina naval drill », *Defense News*, 13 mars 2021.

systèmes d'armes sur la côte syrienne ainsi que de corvettes et de sous-marins équipés de missiles de croisière Kalibr. Cette posture navale russe permet à Moscou de préserver une zone d'influence en Méditerranée. Si elle n'entre pas, pour l'instant, en conflit avec la stratégie israélienne, elle oblige l'État hébreu à composer avec la proximité de la flotte russe.

Cette présence russe en Syrie n'a pas néanmoins dissuadé la marine israélienne de procéder à plusieurs reprises à des tirs de missiles sur des positions iraniennes non loin des forces de Moscou à Lattaquié<sup>49</sup>. Sans présager une confrontation, les militaires à Tel-Aviv observent donc avec beaucoup d'appréhension cet activisme russe<sup>50</sup>.

In fine, si le scénario d'un conflit interétatique en Méditerranée orientale reste encore peu probable, le climat de suspicion a changé l'environnement régional. Les tensions politiques freinent l'avancement des programmes industriels et inquiètent les opérateurs commerciaux. Elles obligent aussi Israël à réinvestir sérieusement dans ses capacités navales pour protéger ses plateformes offshore.

## **Le renforcement capacitaire de la marine israélienne**

Outre la présence continue de grandes marines dans son voisinage, les découvertes énergétiques en Méditerranée orientale posent la question pour Israël de la sécurisation de ses sites gaziers offshore.

---

<sup>49</sup> Judah Ari Gross, « After reported Syria strike, Israel says won't let Iran bring 'game-changing' arms », *Times of Israel*, 28 décembre 2021.

<sup>50</sup> Eyal Pinko, « Russia's Eastern Med Presence Complicates Israeli Naval Operations », *The Maritime Executive*, 14 mars 2021, <https://www.maritime-executive.com/editorials/russian-e-mediterranean-presence-complicates-israeli-naval-operations>.

Logiquement, l'expansion de ces derniers en a fait une cible des groupes non étatiques à Gaza et au Liban. La destruction de plateformes gazières aurait non seulement un impact économique mais un impact symbolique indéniable.

Au Liban, en 2006, les navires israéliens avaient fait la douloureuse expérience de leur vulnérabilité face à l'arsenal du Hezbollah : le 14 juillet, un missile antinavire à longue portée du Hezbollah (C-802 d'origine chinoise) avait frappé la corvette israélienne *Hanit*, tuant quatre marins sur le coup<sup>51</sup>. Cette attaque avait fortement marqué les esprits. Une attaque similaire sur les sites gaziers israéliens en Méditerranée galvaniserait le Hamas ou le Jihad islamique et leur permettrait d'affirmer leur capacité d'atteindre les intérêts d'Israël au-delà de son territoire. Aujourd'hui, ces organisations disposent de roquettes, de missiles balistiques de courte portée et de drones étayant la probabilité d'un tel scénario. En l'espace d'une décennie, le Hamas a renforcé sa puissance de feu : non seulement, le nombre de ses roquettes ne cesse de croître, mais leur portée et leur précision s'améliorent.

Pour l'heure, Israël a pu éviter le pire. Durant les trois derniers conflits à Gaza (2012, 2014, 2021), le système de défense Iron Dome a pu intercepter une bonne partie de ces projectiles. Lors du conflit de mai 2021, des roquettes en provenance de Gaza auraient été lancées vers la mer sans pour autant atteindre leur cible<sup>52</sup>. Un F-16 israélien aurait abattu un drone ainsi qu'un véhicule du Hamas stationnant sur une des plages de la bande de Gaza dans un

---

<sup>51</sup> Norman Polmar, « U.S. Navy: Hezbollah Attack: Lessons for the LCS? », Proceedings, US Naval Institute, septembre 2006, <https://www.usni.org/magazines/proceedings/2006/september/us-navy-hezbollah-attack-lessons-lcs>.

<sup>52</sup> La centrale nucléaire de Dimona et les aéroports israéliens auraient aussi été ciblés par le Hamas mais en vain.

effort apparent de préparer une telle attaque<sup>53</sup>. Par ailleurs, une frappe dans les premiers jours du conflit a endommagé un gazoduc près d'Ashkelon<sup>54</sup>.

Cette menace visant les infrastructures *offshore* depuis Gaza irrigue les revendications de la marine israélienne quant à une meilleure dotation budgétaire. Dès le début des années 2010, les officiers supérieurs affirment que la marine doit être renforcée à la fois en nombre de navires et de marins. Cela se traduit aujourd'hui par une révision de la doctrine navale israélienne et la livraison depuis 2020 de quatre nouvelles corvettes Sa'ar 6.

Produites par l'industriel allemand ThyssenKrupp, chacune d'elles coûterait environ 400 millions de dollars (dont un tiers est couvert par le gouvernement allemand). Leurs caractéristiques techniques signalent un net bond en avant : ces nouvelles corvettes de 2 200 tonnes (contre 1 300 pour la classe précédente) sont équipées de moyens de défense aérienne avec le missile mer-air Barak-8 et le C-Dome, la version navale du système Iron Dome<sup>55</sup>. Par ailleurs, les radars de ces navires peuvent transférer directement leurs données aux systèmes de défense antiaérienne tels qu'Iron Dome, afin d'intercepter en temps réel un projectile envoyé depuis Gaza ou le Liban<sup>56</sup>. À terme, ces corvettes auront pour mission principale de sécuriser la zone économique exclusive israélienne, car le périmètre à sécuriser autour des sites gaziers est immense, représentant le double du territoire israélien.

---

<sup>53</sup> Anna Ahronheim, « Hamas tried to attack Israel's gas installations », *Jerusalem Post*, 17 mai 2021.

<sup>54</sup> « Israeli energy pipeline hit in Gaza rocket attack, sources say », Reuters, 12 mai 2021.

<sup>55</sup> Arie Egozi, « Israel, US Navies Set Up New Coordination Efforts on Iran: Sources », *Breaking Defense*, 13 octobre 2021, <https://breakingdefense.com/2021/10/israel-us-navies-set-up-new-coordination-efforts-on-iran-sources/>.

<sup>56</sup> Seth Frantzman, « Israel shifts naval doctrine with new Sa'ar 6 warships », *Defense News*, 6 novembre 2020.

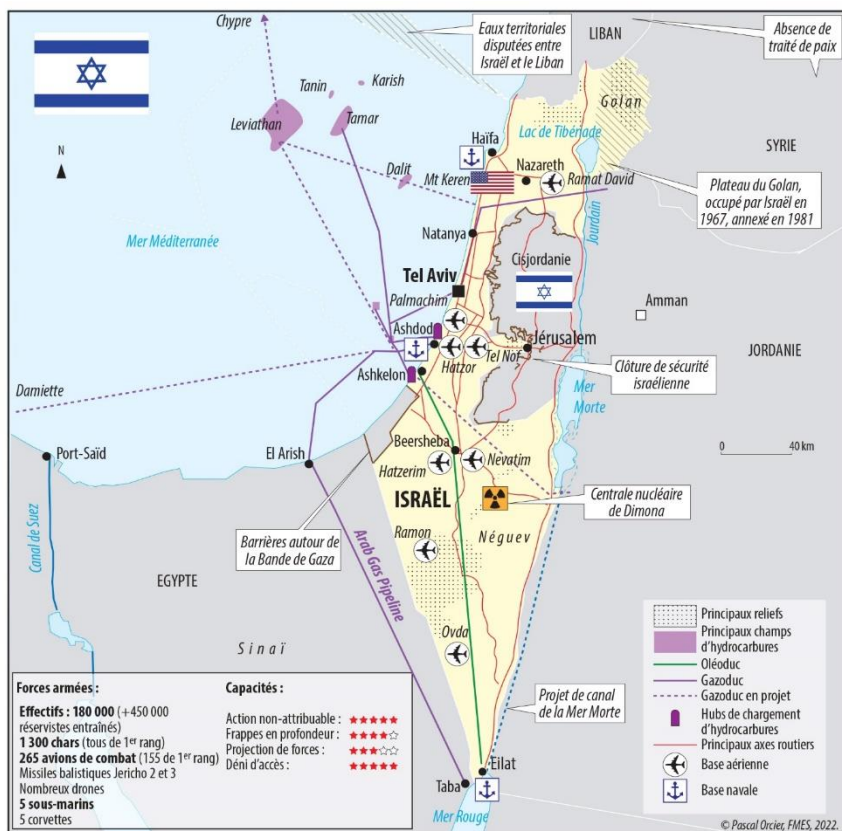
## La marine israélienne en chiffres

(Sources : *The Military Balance 2021, Defense News*)

Personnel d'active	7 000
Appelés	2 500
Commandos de marine	300
Sous-marins d'attaque	5
Corvettes lance-missiles	5
Patrouilleurs lance-missiles	8
Patrouilleurs légers	34
Navires d'assaut amphibies	3 LCVP

L'entrée en service de ces corvettes s'accompagne également d'une révision de la doctrine navale israélienne. Les détails de celle-ci n'ont pas été rendus publics mais si l'on se fie aux développements capacitaires, la doctrine navale israélienne semble clairement aller au-delà des missions de déni d'accès et refléter les nouvelles ambitions maritimes israéliennes, notamment l'idée d'une véritable maîtrise de l'espace maritime méditerranéen face aux groupes non étatiques comme face aux autres marines de la région.





Enfin, ce renforcement capacitaire bénéficie également de la coopération accrue entre la marine israélienne et la V<sup>e</sup> Flotte de l'US Navy, basée à Bahreïn, dans le cadre du rattachement, l'année dernière, d'Israël au Central Command américain (US CENTCOM).

En août 2021, la tenue d'un premier exercice conjoint, « Noble Waters », a été saluée comme un événement « historique<sup>57</sup> ».

Par ailleurs, ces manœuvres s'inscrivent dans la continuité du dialogue entamé entre Américains et Israéliens depuis une décennie sur la coordination de leurs moyens de défense antimissile en Méditerranée<sup>58</sup>.

### **Quelles ambitions futures pour la marine israélienne ?**

Depuis toujours, Israël doit tenir compte dans sa stratégie militaire de l'exiguïté de son territoire qui le prive de profondeur stratégique. Comme les stratèges israéliens le soulignent aujourd'hui, la marine israélienne peut compenser cette contrainte en faisant de l'espace maritime sa profondeur stratégique<sup>59</sup>. C'est pourquoi elle a élargi son champ d'action en intervenant dans des zones où elle n'était guère attendue il y a encore quelques années. D'une part, ses commandos interviennent de plus en plus dans des opérations bien loin du littoral israélien. Ainsi en mars 2014, la marine israélienne interceptait un convoi d'armes iraniennes à 40 milles nautiques de Port-Soudan en mer Rouge<sup>60</sup>. Depuis, Téhéran et Tel-Aviv ont intensifié leur guerre clandestine en mer *via* des offensives répétées sur leurs navires. Au premier semestre 2021, les attaques successives contre les navires marchands *Lori* et *Mercer Street* – liés tous deux à des compagnies israéliennes – ont

---

<sup>57</sup> Déclaration officielle, « The Historic 'Noble Waters' Naval Exercise Between the Israeli Navy and the U.S. Navy's Fifth Fleet », Israel Defense Forces, 31 août 2021, <https://www.idf.il/en/minisites/israeli-navy/the-historic-noble-waters-naval-exercise-between-the-israeli-navy-and-the-us-navy-s-fifth-fleet/>.

<sup>58</sup> Dov Zakheim, « The United States Navy and Israeli Navy », *op. cit.*, p. 37.

<sup>59</sup> Zeev Almog, « Israeli Naval Power: An Essential Factor in the Operational Battlefield », *Military and Strategic Affairs*, 3 (1), mai 2011.

<sup>60</sup> Barbara Opall-Rome, « Israel Navy Expands Long-Range Ops », *Defense News*, 7 avril 2014.

été attribuées à l'Iran<sup>61</sup>. Durant cette même période, les Israéliens ont attaqué le *MV Saviz*, un navire iranien naviguant dans la mer Rouge et soupçonné de transporter des munitions pour les Houthis au Yémen<sup>62</sup>.

D'autre part, la tenue en novembre dernier de l'exercice naval avec les flottes des États-Unis, des Émirats arabes unis et du Bahreïn en mer Rouge a non seulement confirmé la capacité navale israélienne à intervenir dans la région, mais semblait aussi indiquer la volonté de Jérusalem de rendre celle-ci publique. De même, la marine est très certainement responsable de la composante navale de la dissuasion nucléaire israélienne. Depuis le milieu des années 1990, Israël dispose d'une flotte de sous-marins suspectés d'être équipés de missiles de croisière servant de vecteurs à une dizaine de têtes nucléaires<sup>63</sup>. En 2021, l'État hébreu dispose de cinq sous-marins Dolphin de classe 1 et 2 fournis par l'Allemagne et un sixième doit être livré dans les années à venir.

Israël aurait également augmenté les sorties de ses corvettes et sous-marins dans l'océan Indien. Peu de choses ont, à ce jour, été rendues publiques sur ces missions. Celles-ci pourraient avoir été réalisées dans le cadre de la mission de dissuasion nucléaire conférée à la flotte israélienne, les sous-marins assurant une capacité de seconde frappe, notamment dans l'hypothèse d'un conflit avec l'Iran.

---

<sup>61</sup> Ilaria Grasso Macola, « How the shadow war between Iran and Israel is affecting shipping », *Ship Technology*, 2 novembre 2021, <https://www.ship-technology.com/features/how-shadow-war-between-iran-israel-is-affecting-shipping/>.

<sup>62</sup> Anchal Vohra, « Iran and Israel's Naval War Is Expanding », *Foreign Policy*, 19 juillet 2021, <https://foreignpolicy.com/2021/07/19/iran-and-israels-naval-war-is-expanding/>.

<sup>63</sup> *SIPRI Yearbook 2020: Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford, Oxford University Press, 2020, p. 377, [https://www.sipri.org/sites/default/files/2020-06/yb20\\_10\\_wnf.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2020-06/yb20_10_wnf.pdf).

Ces mouvements ont par ailleurs pris place dans le contexte d'un fort rapprochement entre Israël et l'Inde, laissant supposer que les autorités à Delhi *a minima* ne s'opposent pas à la présence de la marine israélienne dans une zone traditionnellement considérée comme une zone d'influence indienne<sup>64</sup>. En dépit de ces spéculations, la coopération navale indo-israélienne reste à ce jour modeste et principalement tournée vers le volet industriel. Néanmoins, si Israël venait à poursuivre sa nouvelle ambition maritime, il est probable que l'Inde constituerait un partenaire clé.

Dans cette perspective, la marine israélienne est appelée à voir ses missions grandir. Son envergure nouvelle reflète tant les menaces pesant sur les intérêts israéliens en mer que les ambitions régionales de l'État hébreu. Si les forces armées israéliennes ont longtemps opéré de manière isolée au milieu du monde arabe, elles entretiennent désormais des relations de coopération étroites qui vont du Maroc aux Émirats arabes unis et, plus loin, à l'Inde. Dès lors, il est naturel que la marine accompagne graduellement cette dynamique d'expansion diplomatique et stratégique.

*Publié le 21 février 2022 par l'institut FMES*

---

<sup>64</sup> Dov Zakheim, « The United States Navy and Israeli Navy », *op. cit.*, p. 42.

# **Impacts de la guerre en Ukraine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord**

*Par Pierre RAZOUX directeur académique  
et de la recherche de l'institut FMES.*

## **Premiers constats**

L'invasion massive de l'Ukraine par la Russie (24 février 2022) a surpris les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les plaçant dans une situation très inconfortable. La plupart d'entre eux entretiennent en effet des relations nourries avec la Russie dans de nombreux domaines (énergie, armement, agroalimentaire, tourisme) et s'accommodent parfaitement du discours autocratique et révisionniste du maître du Kremlin. Leur dirigeant comme leur population n'ont pas été insensibles à ses provocations à l'encontre des Américains et des Européens ; nul doute que certains d'entre eux espéraient secrètement une victoire de la Russie qui ne ferait qu'affaiblir davantage une Europe jugée molle et prête à tous les compromis. D'autres s'interrogent sur la fiabilité de la protection américaine et se cherchent de nouveaux parrains. Les pays de cette vaste région ont en tout cas tardé à réagir officiellement, refusant de s'exprimer sur le conflit ; les Émirats arabes unis, seul membre arabe du Conseil de sécurité, se sont d'ailleurs abstenus lors du vote de ce même Conseil (27 février) demandant la condamnation de l'invasion russe, et ce malgré les pressions américaines.

La réaction ferme, solidaire et immédiate de la plupart des pays européens, France et Allemagne en tête, a surpris les États d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. L'isolement croissant de la Russie sur la scène internationale, couplé aux fortes pressions américaines et asiatiques, les a contraints à revoir leur posture,

d'autant que le précédent russe pourrait raviver le recours à la force pour régler des tensions frontalières, ce qu'aucun État de la région ne semble souhaiter pour l'instant. Seule la Syrie a voté sans surprise<sup>1</sup> contre le texte de la résolution soumise au vote de l'Assemblée générale des Nations unies (2 mars), certes non-contraignant ; l'Algérie, l'Iran et l'Irak se sont abstenus ; le Maroc, absent, n'a pas participé au vote. Tous les autres États de la région ont soutenu la résolution condamnant l'invasion russe et appelant à la fin des hostilités. Pragmatiques, ces mêmes États observent depuis l'évolution du conflit pour adapter leur posture en conséquence, car sur le fond, nombre d'entre eux restent probablement bien disposés à l'égard de la Russie de Vladimir Poutine.

## **Premières conséquences**

Les dossiers régionaux passent désormais au second plan, qu'il s'agisse du nucléaire iranien et du retour dans le JCPOA, de la guerre en Syrie, de la guerre au Yémen, des risques d'affrontement entre Israël et l'Iran soutenu par le Hezbollah (ou vice-versa), de l'effondrement du Liban, du conflit israélo-palestinien, du conflit libyen, du conflit du Sahara occidental, des tensions entre l'Algérie et le Maroc qui en découlent, de l'instabilité de la bande Sahélo-saharienne, ou bien encore des tensions en Méditerranée orientale entre la Turquie, la Grèce et Chypre, actuellement mises en sourdine mais qui pourraient rapidement resurgir. Pendant que la communauté internationale a les yeux rivés sur l'Ukraine, la mer Noire et l'Europe orientale, certains acteurs globaux (Chine) et régionaux (Iran, Turquie, Qatar) pourraient être tentés de pousser leurs pions dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient pour améliorer leurs positions.

---

<sup>1</sup> Bachar el-Assad sait qu'il doit sa survie à la présence de la Russie en Syrie ; sa loyauté totale au Kremlin reste sa seule garantie de se maintenir au pouvoir à Damas.

### *La flambée des prix du blé*

L'Ukraine et la Russie sont de gros exportateurs de blé et de céréales. L'absence de leur production sur le marché mondial, couplée à l'incertitude engendrée par les risques de dérapages de cette crise qui incitent à des achats de prudence, a entraîné le doublement des prix du blé (à 320 euros la tonne) qui restent une denrée de base en Afrique du Nord, au Levant et dans la péninsule Arabique. Les pays de la région qui s'approvisionnaient massivement en Russie et en Ukraine<sup>2</sup> vont devoir faire face à la hausse brutale des prix et se tourner rapidement vers d'autres exportateurs. Ceux d'entre eux qui subventionnent le pain et ont une population nombreuse et relativement pauvre pourraient faire face à des émeutes de la faim susceptibles de fragiliser leur régime ou au contraire de le radicaliser.

### *La flambée des prix des hydrocarbures*

Pour les pays exportateurs nets de pétrole et de gaz naturel, cette flambée des prix est une aubaine. Avec un baril qui a dépassé les 130 dollars (son cours le plus haut depuis dix ans) et un prix du gaz atteignant les 190 euros le mégawatt/heure (+ 50 %), ces pays renflouent leurs caisses et peuvent envisager d'acheter la paix sociale, notamment pour faire face à la hausse brutale des prix du blé et des autres matières premières. Les principaux bénéficiaires sont l'Arabie saoudite, l'Algérie, la Libye, le Qatar, le Koweït, l'Irak et les Émirats arabes unis ; l'Iran dans une bien moindre mesure, puisque la quantité d'hydrocarbures que la République islamique peut exporter est très limitée par le poids des sanctions, ce qui la pousse d'ailleurs à espérer une issue favorable et rapide des négociations de Vienne pour pouvoir elle aussi remplir à nouveau

---

<sup>2</sup> L'Égypte (60 %), l'Algérie (50 %), la Libye, le Liban, la Jordanie et la plupart des monarchies du Golfe (30-40 %).

ses caisses. Téhéran a d'ailleurs proposé aux Européens de leur livrer massivement du gaz<sup>3</sup>. En se substituant à la Russie pour approvisionner les pays européens jusque-là très dépendants des livraisons russes, ces États peuvent également espérer redorer leur blason aux yeux des Occidentaux, notamment pour les plus autocratiques d'entre eux.

### *La mise à l'index de la Russie*

Les pays qui abritent des bases russes officielles ou informelles (Syrie, Soudan, Libye), de même que les États qui entretiennent des liens forts avec la Russie (Algérie, Égypte, Émirats arabes unis, Arabie saoudite) risquent d'être sommés de choisir leur camp, ou à défaut d'encourir une certaine forme d'isolement. Les deux pays les plus visés sont sans doute la Syrie et le Soudan. Les autres conservent des atouts qui leur offrent une certaine marge de manœuvre, à l'instar de l'Égypte dont personne ne souhaite l'isolement et l'instabilité qui se répercuterait immédiatement sur la sécurité du canal de Suez. Le président Sissi cultive pour cette raison de bonnes relations avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

En revanche, ceux qui attendent la livraison d'armes russes (Algérie, Égypte, Syrie), qui étaient en train de négocier d'importants contrats d'armement (Iran, Turquie, Arabie saoudite) ou qui dépendent du Kremlin pour alimenter leurs stocks de munitions et de pièces de rechange (EAU, Koweït, Irak, Yémen) risquent de devoir patienter un long moment. Nul doute que les Américains, les Chinois, les Européens, les Turcs et les Israéliens y voient une opportunité pour regagner à terme des parts de marché.

---

<sup>3</sup> L'Iran est crédité des secondes réserves mondiales de gaz naturel.



## **Ceux qui vont probablement souffrir**

Les pays qui n'ont pas ou peu de ressources en hydrocarbures et qui vont devoir acheter leur pétrole, leur essence, leur gaz et leur blé encore plus cher vont indéniablement souffrir, a fortiori s'ils sont isolés diplomatiquement de par leur proximité avec la Russie et s'ils sont pénalisés par une population nombreuse et une situation économique fragile. La Syrie, le Liban, le Soudan, la Jordanie, l'Autorité palestinienne, le Yémen, la Tunisie et dans une moindre mesure l'Égypte et l'Irak paraissent aujourd'hui particulièrement vulnérables.

## **Ceux qui pourraient tirer leur épingle du jeu**

L'Algérie pourrait profiter de cette crise pour opérer un changement d'alliance en se détournant de la Russie pour se tourner résolument vers l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie avec lesquelles elle a noué des partenariats forts ces dernières années (énergie, armement), mais aussi vers la Turquie qui devient de plus en plus populaire en Algérie. En échange de livraisons massives de gaz à bon prix, l'Allemagne pourrait investir de manière conséquente en Algérie pour moderniser les infrastructures gazières et pétrolières, pour développer le secteur des énergies renouvelables et pour soutenir diplomatiquement le régime algérien sur la scène régionale tout en promouvant sa cause auprès de l'Union européenne. L'Allemagne et la Turquie (dans une moindre mesure l'Espagne et l'Italie) pourraient en profiter pour se substituer à la Russie comme principaux pourvoyeurs d'armement de dernière génération à l'Algérie. Un partenariat stratégique avec la Turquie permettrait à l'Algérie de contrer l'axe Maroc-Israël-États-Unis et de négocier l'avenir de la Libye dans de meilleures conditions. La Chine, à moins qu'elle ne suive l'exemple de la Russie en envahissant Taïwan, resterait un partenaire

économique privilégié pour Alger. Cette évolution mettrait indéniablement la France et le Maroc en difficulté. Le principal écueil à ce scénario reste toutefois la proximité idéologique de la vieille garde algérienne à l'égard du modèle proto-soviétique prôné tant par le FLN que par Vladimir Poutine.

La Libye semble être en passe de s'entendre sur une formule d'union nationale préservant les intérêts de chacun des principaux protagonistes. La neutralisation de la Russie, au moins pour un certain temps, et l'effacement progressif des Émirats arabes unis qui ont d'autres soucis plus urgents à traiter, pourrait faciliter la résolution de la crise. La Libye reste un pays riche et relativement peu peuplé – donc moins vulnérable aux risques socioéconomiques – qui bénéficie de l'embellie des prix des hydrocarbures.

Le Qatar devrait lui aussi bénéficier des conséquences de la guerre en Ukraine. La hausse spectaculaire du prix du gaz et l'ostracisation temporaire de la Russie auprès des monarchies du Golfe (le Qatar ne s'est jamais rapproché du Kremlin), de même que la perspective d'un accord sur le nucléaire iranien, renforcent structurellement la marge de manœuvre du Qatar dans la région et son rôle de nouvel intermédiaire privilégié des États-Unis au Moyen-Orient. Ce constat reste toutefois soumis à deux conditions : que Joe Biden ne perde pas les deux chambres à l'issue des élections de *mid-term* de novembre 2022 et qu'une administration démocrate reste au pouvoir à Washington à l'issue de son mandat. Les Républicains lui sont notoirement moins favorables.

### **Trois cas particuliers : Israël, Iran et Turquie**

L'invasion de l'Ukraine est une très mauvaise nouvelle pour Israël qui compte de nombreux citoyens d'origine russe et ukrainienne,

sans compter les nombreux oligarques juifs détenteurs de l'un ou l'autre des passeports russe ou ukrainien. Israël est très lié économiquement à ces deux pays et le président ukrainien Volodymyr Zelensky est d'origine juive, ce qui compte beaucoup pour la société israélienne ; son assimilation à un « nazi » n'est pas acceptable en Israël. L'échec de la première tentative de bons offices du Premier ministre Naftali Bennett montre l'influence limitée d'Israël dans ce dossier, même si Vladimir Poutine a ensuite accepté de recevoir celui-ci à Moscou. Pour le Premier ministre israélien déjà fragilisé, prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants consisterait à s'aliéner des électeurs dont il a besoin pour se maintenir au pouvoir. De fait, l'exécutif israélien refuse de livrer de nouvelles armes (drones armés et suicide, missiles antiaériens et antichars) à l'Ukraine et il se répartit les rôles : Naftali Bennet parle aux Russes et aux Européens ; le vice-Premier ministre Yaïr Lapid parle aux Ukrainiens et aux Américains.

Au-delà de la dimension économique et politique, Israël a besoin de la Russie sur le plan stratégique pour contenir l'Iran en Syrie et au Liban, mais surtout pour repousser les pasdarans hors de Syrie. En condamnant comme ils l'ont fait l'invasion russe lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU, les Israéliens savent qu'ils agacent les Russes qui peuvent être tentés de pactiser avec les forces iraniennes en Syrie tout en les poussant à des provocations contre Israël, a fortiori si les négociations de Vienne sur le dossier nucléaire venaient à échouer. Ils savent également qu'il leur serait beaucoup plus difficile de frapper les intérêts iraniens au Levant si les Russes activaient leur bulle de déni d'accès face à l'aviation israélienne. Israël sait surtout qu'il ne pourra plus compter sur la Russie pour faire face à un Iran proche du seuil nucléaire en cas d'échec des négociations de Vienne. Et en cas d'accord, ce sont les États-Unis qui exerceront des pressions à son encontre pour qu'il

ne sabote pas le retour de l'Iran dans le JCPOA. Israël se trouve donc de plus en plus isolé sur la scène régionale, même si les accords d'Abraham lui ouvrent des perspectives intéressantes. Plus que jamais, de nombreux responsables israéliens considèrent qu'Israël ne peut plus désormais compter que sur lui-même. Est-ce à dire qu'ils envisagent de lever l'ambiguïté sur leur arsenal nucléaire ?

La guerre en Ukraine n'est pas une meilleure nouvelle pour l'Iran, car elle accroît les tensions, les divisions internes et les risques de mainmise encore plus forte à terme de la Chine sur le pays. Le gouvernement iranien s'est donc montré très prudent dans ses prises de position, refusant de soutenir la Russie sans toutefois la condamner, stigmatisant l'OTAN sans s'en prendre directement aux États-Unis. Il s'est d'ailleurs abstenu lors du vote à l'Assemblée générale. Il sait que pour espérer un accord à Vienne, il lui faut ménager à la fois Moscou et Washington.

Tous ceux qui en Iran rejettent la démocratie et rêvent de revanche face à l'Occident se réjouissent de voir Vladimir Poutine défier ouvertement les Américains et les Européens. Mais ces mêmes individus comprennent qu'un affrontement militaire entre la Russie et les Occidentaux serait néfaste à l'Iran en cas d'extension du conflit au Moyen-Orient, notamment si Israël profitait de la situation pour intervenir militairement au Liban ou en Syrie pour éliminer durablement le Hezbollah dans l'optique d'un Iran parvenu au seuil nucléaire. Ils se doutent aussi qu'une défaite de Vladimir Poutine encouragerait la contestation en Iran. De leur côté, tous ceux qui espèrent une conclusion positive des négociations de Vienne pour faire entrer du cash dans les caisses de l'État craignent que la polarisation diplomatique liée au conflit russo-ukrainien fasse échouer les négociations, pour le plus grand profit de la Chine. Ils s'inquiètent des déclarations récentes de

Sergueï Lavrov qui prend en otage le compromis trouvé par les négociateurs américains et iraniens. En attendant, ils se réjouissent de la flambée des prix des hydrocarbures qui leur offre un ballon d'oxygène inespéré.

Ceux qui militent à l'inverse pour l'échec des négociations de Vienne, estimant que l'Iran aurait tout intérêt à se rapprocher du seuil nucléaire (à l'instar de l'ancien amiral Ali Shamkhani, secrétaire du conseil de sécurité nationale), font valoir que l'Ukraine n'aurait pas été envahie par la Russie aujourd'hui si elle avait conservé son arsenal nucléaire au lendemain de la guerre froide. Enfin, les militaires qui espèrent d'importantes livraisons d'armes en provenance de Russie, indispensables pour moderniser leurs équipements obsolètes, comprennent qu'un enlisement de la guerre en Ukraine, tout comme la mise sous embargo de la Russie, ne leur permettra pas d'obtenir les armes souhaitées ; ils espèrent donc une victoire rapide du Kremlin ou à défaut la cessation des hostilités, tout comme ceux qui craignent que la Russie ne puisse plus assurer l'entretien de la centrale nucléaire civile de Bouchehr (sous contrôle de l'AIEA).

La guerre russo-ukrainienne place la Turquie devant un dilemme car comme Israël, elle entretient d'étroites relations avec les deux belligérants. Elle s'est rapprochée de l'Ukraine depuis plusieurs années, notamment dans les domaines industriels et de l'armement, mais a besoin de la Russie dans les domaines de l'énergie (y compris du nucléaire civil), du tourisme, du commerce et de l'armement. Gardienne des détroits du Bosphore et des Dardanelles (convention de Montreux de 1936), elle sait qu'un choc frontal avec la Russie entraînerait de lourdes conséquences militaires, économiques et stratégiques. Elle pourrait difficilement contester la suprématie aéromaritime russe en mer Noire.

Son appartenance à l'OTAN et son rôle historique de bouclier du Flanc Sud face à l'URSS, puis face à la Russie et l'Iran, ont certainement poussé les États-Unis à lui poser la question de confiance : « êtes-vous avec nous ou contre-nous ? » Les déclarations du président R.T. Erdogan montrent qu'il a provisoirement choisi son camp, celui des États-Unis et de l'Alliance atlantique, au moins en attendant de voir comment le conflit évoluera<sup>4</sup>.

Le président turc n'en ménage pas moins le Kremlin. Il refuse d'appliquer les sanctions économiques contre la Russie de même qu'il refuse de livrer à Kiev les armes (drones et missiles) que l'Ukraine se déclare prête à lui acheter. Il continue d'acheminer le gaz russe à travers son territoire, n'a pas suspendu les vols russes au-dessus de son territoire et a donné l'ordre à son représentant à Strasbourg de s'abstenir lors du vote suspendant provisoirement la Russie du Conseil de l'Europe. Même s'il a menacé de fermer les détroits aux navires russes en arguant de l'article 19 de la convention de Montreux qui permet d'empêcher la sortie de navires de nations belligérantes, il n'a pas mis sa menace à exécution. Il aurait toutefois envoyé discrètement des mercenaires syriens combattre en Ukraine, rappelant que la Crimée fut une terre ottomane peuplée de Tatars turcophones.

Pour l'instant, la Turquie joue les bons élèves de l'OTAN, coopère avec les marines de l'Alliance atlantique et met en sourdine ses ressentiments et ses provocations à l'encontre de l'Union européenne. Mais qu'advierait-il si l'unité européenne venait à se fissurer face à la guerre en Ukraine, si les États-Unis devaient se

---

<sup>4</sup> R.T. Erdogan fait face à une situation économique très dégradée (54 % d'inflation ; recul du PIB) ; il sait que son pouvoir ne résisterait probablement pas à d'importantes sanctions économiques imposées par les États-Unis qui abritent de surcroît Fethullah Gülen, son principal opposant politique.

retourner brutalement vers le front asiatique ou si Vladimir Poutine parvenait à arracher un cessez-le-feu qui lui soit favorable ?

Il est trop tôt pour apprécier la durabilité des impacts de la guerre en Ukraine sur la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Mais si la marginalisation de la Russie persistait et si les États européens les plus concernés par l'avenir de cette région ne saisissaient pas cette opportunité pour s'y réengager, il est possible que la Chine en profite pour avancer ses pions tous azimuts, améliorant ainsi sa position face aux États-Unis, à condition toutefois de ne pas s'être lancée elle aussi dans une aventure militaire. Une chose paraît sûre : le monde arabe, la Turquie, l'Iran et Israël regardent avec la plus vive attention la manière dont l'Union européenne et l'OTAN vont se positionner et gérer l'après-conflit quand celui-ci surviendra. Tout signe de faiblesse ou de pusillanimité se paiera alors cher et comptant.

*Publié le 11 mars 2022 par l'institut FMES*

## **Nouvelles rivalités et affrontements hybrides en mer Rouge**

*Par Arnaud PEYRONNET, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO).*

Le 25 mars 2022, une série d'attaques en Arabie saoudite sur une installation pétrolière de la ville de Djeddah, revendiquées par les rebelles yéménites houthis, la veille du septième anniversaire de l'intervention de la coalition militaire dirigée par Riyad au Yémen et à l'occasion du Grand Prix d'Arabie saoudite de Formule 1, ont mis en évidence pour le grand public les problématiques sécuritaires de cette zone hautement stratégique. Longue de 2 000 km pour une largeur maximale de 300 km, la mer Rouge voit en effet passer une part importante du commerce maritime mondial. Elle est le théâtre d'appétits accrus des puissances riveraines et régionales qui y avancent leurs pions économiques et stratégiques.

### **Un couloir maritime a fort développement économique, sous un potentiel leadership saoudien**

La mer Rouge se caractérise, à ses extrémités, par deux étroits goulets qui la relient à la Méditerranée et à l'océan Indien. Au sud, le détroit de Bab el Mandeb, quatrième détroit le plus fréquenté au monde, voit passer plus 6 millions de barils de pétrole brut par jour (soit 9 % du trafic mondial d'hydrocarbures)<sup>1</sup>, tant vers l'Ouest que vers l'Asie, très consommatrice de pétrole saoudien (Chine, Inde, Japon). Au nord, le canal de Suez, l'une des principales ressources de l'Égypte avec environ 5 milliards de dollars de recettes annuelles, a été approfondi et en partie doublé depuis 2015 pour

---

<sup>1</sup> *World Maritime News*, 28 août 2019.



accélérer l'écoulement d'un trafic maritime<sup>2</sup> particulièrement vulnérable, comme l'a montré le blocage du canal par le porte-conteneurs *Ever Given*, le 24 mars 2021<sup>3</sup>. Le canal de Suez, doublé de l'oléoduc terrestre SUMED depuis 1977, voit passer 10 % du commerce maritime mondial<sup>4</sup>.

Le nord de la mer Rouge est aussi le théâtre de projets de zones franches, de villes nouvelles et d'emprises portuaires sur le golfe de Suez. Les sites touristiques du sud du Sinaï font écho à ceux envisagés par l'Arabie saoudite à l'entrée du golfe d'Aqaba, le lien entre les deux pays ayant été symboliquement matérialisé par la rétrocession égyptienne<sup>5</sup> des îles de Tiran et de Sanafir à l'Arabie saoudite en juin 2017. L'annonce en 2017 du lancement du gigantesque projet saoudien NEOM<sup>6</sup>, une mégacité sur les rives désertiques du golfe d'Aqaba et de la mer Rouge, outre ses aspects économiques et financiers, révèle surtout la rupture stratégique en cours pour cette région, afin de la faire basculer dans la modernité. L'Arabie saoudite a rendu public, en novembre 2021, le projet de construction du plus grand complexe industriel flottant au monde, désormais connu sous le nom d'Oxagon. Ce projet a pour objectif de transformer le port local de Dhiba, sur les rives de la mer Rouge, en un *hub* logistique, commercial et industriel, capable de concurrencer les autres infrastructures du Moyen-Orient d'ici 2030<sup>7</sup>.

---

<sup>2</sup> Environ 50 navires transitent quotidiennement par le canal de Suez. En 2020, 19 000 navires auraient transité par le canal selon les chiffres donnés par l'Autorité du Canal (*The Maritime Executive*, 30/03/2021).

<sup>3</sup> Le blocage du canal de Suez par le porte-conteneurs *Ever Given*, après avoir heurté la berge, a immobilisé pendant une semaine près de 12 % du commerce mondial. Les importants retards de livraison de marchandises et notamment de pétrole ont engendré, selon la Lloyds, des coûts estimés à 10 milliards de dollars par jour et qui ont mis plusieurs semaines à se résorber.

<sup>4</sup> France Info, 04/01/2022.

<sup>5</sup> Ces îles étaient occupées par l'Égypte depuis 1950 et marquent l'entrée du golfe d'Aqaba.

<sup>6</sup> Espace économique et touristique ultra-connecté d'une superficie de 26 500 km<sup>2</sup> avec des investissements estimés à 500 milliards de dollars (*Challenges*, 25/10/2017).

<sup>7</sup> CESM, 31/11/2020.

La création de complexes touristiques et industriels sur cette rive alternative au golfe Arabo-persique<sup>8</sup> vise ainsi à concurrencer régionalement l'influence émirienne<sup>9</sup>. Elle fait de cette zone le futur centre de gravité saoudien, tant économique que politique, éloigné de l'idéologie rigoriste et traditionnelle des wahhabites. Cette rive saoudienne de la mer Rouge, en particulier le port de Yanbu, est en effet hautement stratégique pour le royaume wahhabite. Yanbu abrite l'extrémité occidentale de l'oléoduc trans-saoudien (qui permet à Riyad de s'affranchir des détroits d'Ormuz et de Bab el Mandeb), ainsi qu'une raffinerie capable de transformer 400 000 barils de pétrole brut par jour. Cette transformation de la rive saoudienne de la mer Rouge permettrait au Royaume d'être le seul acteur majeur de cette zone, à même de fédérer les énergies régionales et de s'assurer du maintien du soutien des grandes puissances, notamment pour la sécurisation maritime. Le projet NEOM a été soutenu à son origine par de grandes sociétés américaines<sup>10</sup>. Preuve du gigantisme de telles ambitions, la Chine a manifesté son intérêt pour ces projets qui sont compatibles avec ses « nouvelles routes de la Soie ». D'ailleurs, les liens entre les deux pays ne cessent de s'accroître sur le plan économique. La compagnie saoudienne Saudi Aramco a ainsi effectué, ces dernières années, de nombreux investissements dans les raffineries chinoises. En 2019, les exportations saoudiennes vers la Chine, son premier client, se sont ainsi élevées à 48 milliards de dollars et les importations saoudiennes en provenance de Chine, premier fournisseur de l'Arabie saoudite, à près de 29 milliards de dollars<sup>11</sup>. Comme les importations de pétrole saoudien représentent 25 % du total des

---

<sup>8</sup> Le golfe Arabo-persique étant vulnérable à la menace iranienne et déjà théâtre de la forte concurrence émirienne.

<sup>9</sup> Le projet *Neom* copie en effet le modèle émirien, sur la façade de la mer Rouge.

<sup>10</sup> Blackstone, Softbank group, Boston Dynamics, cabinets McKinsey et Boston Consulting Group (*Challenges*, 25/10/2017).

<sup>11</sup> *La Tribune*, 07/10/2021.

importations chinoises de pétrole, Pékin et Riyad travaillent désormais sur des contrats pétroliers libellés en devise chinoise pour s’émanciper du dollar<sup>12</sup>, ce qui est une rupture majeure dans la région. Enfin, Riyad préparant aussi son avenir dans l’après-pétrole, le savoir-faire chinois dans le domaine du nucléaire civil retient son attention et milite pour un partenariat encore accru entre les deux pays, ce que Washington ne peut ignorer. L’Arabie saoudite, notamment son littoral occidental, zone majeure de croissance, pourrait ainsi constituer une zone de rivalité cruciale entre États-Unis et Chine dans les décennies à venir.

### **Une recherche effrénée de points d’appui**

En raison de son caractère éminemment stratégique entre Asie et Europe, cette région voit la coexistence d’une ex-puissance coloniale dont la présence est ancienne (France), des deux principales puissances mondiales (États-Unis et Chine) et surtout une concurrence effrénée entre plusieurs puissances régionales (Émirats arabes unis, Russie, Turquie, Iran et Israël) qui cherchent à s’y établir dans le cadre de leur expansion géopolitique. Pour certains compétiteurs régionaux (Russie, Turquie) et quelques puissances locales (Égypte mais aussi Israël), la mer rouge reste d’ailleurs vitale tant pour leurs économies que pour leur liberté de manœuvre militaire. De son côté, le Royaume-Uni semble avoir renoncé à cet axe, se concentrant sur le golfe Arabo-persique.

Djibouti est le centre d’une lutte internationale d’influence sans précédent pour y obtenir des facilités portuaires, et ce alors que le contrôle des ports ceinturant le détroit de Bab el Mandeb est essentiel pour peser sur le trafic international entre l’Europe et l’océan Indien. Djibouti accueille ainsi une base française depuis

---

<sup>12</sup> *La Tribune*, 16/03/2022.

son indépendance en 1977 et, depuis 2003, une base américaine dans le cadre des opérations visant la Corne de l'Afrique. La lutte contre la piraterie somalienne, à partir de 2008, a conduit plusieurs autres pays à s'installer à Djibouti, à l'instar du Japon en 2011.

Toutefois, c'est l'ouverture d'une base chinoise à Djibouti, en août 2017, en soutien des flottes antipiraterie chinoises<sup>13</sup> qui marque une rupture géopolitique majeure. Elle propulse Pékin dans la course à l'influence stratégique dans cette partie du monde, en particulier vis-à-vis de l'Occident. Cette base chinoise de Djibouti abrite 400 militaires mais ses effectifs pourraient être décuplés d'ici 2026 avec des facilités portuaires en eaux profondes. À terme, cette base pourrait être capable d'accueillir 10 000 hommes et 5 points de mouillage pour la marine chinoise, Pékin voulant faire de Djibouti un de ses comptoirs maritimes essentiels dans son projet des nouvelles routes de la Soie. Pour asseoir ses prétentions, Pékin a investi plus de 12 milliards de dollars dans le pays, notamment dans le port de Doraleh et la ligne de chemin de fer Addis-Abeba/Djibouti, tout en détenant 60 % de la dette nationale djiboutienne<sup>14</sup>.

Dans le cadre de leurs opérations au Yémen, les Émirats arabes unis se sont adossés à des points d'appui solides sur les côtes africaines, tels qu'Assab en Érythrée et Berbera au Somaliland. En outre, l'île de Mayyun, au milieu du détroit de Bab el Mandeb, ainsi que Socotra, au large de la Corne de l'Afrique, sont devenus des points où la présence émirienne, en appui des forces locales, est recensée. Abu Dhabi bénéficie ainsi, par son chapelet d'emprises militaires, d'un bon maillage pour la surveillance et l'appui à ses

---

<sup>13</sup> Cette mission antipiraterie, assurée par la marine chinoise depuis 2008 dans le golfe d'Aden, consolide également le *soft power* chinois dans le domaine maritime.

<sup>14</sup> CESM, mars 2018.

opérations et ses *proxies* locaux dans la zone, notamment vis-à-vis de l'Iran. Téhéran, de son côté, s'il ne dispose pas de point d'appui portuaire<sup>15</sup>, peut compter sur la présence d'un bâtiment civil au mouillage en permanence dans le sud de la mer Rouge. Cette base flottante fixe sert de point d'appui à ses équipes de protection embarquée utilisées pour la sécurisation du trafic commercial iranien dans la zone. Ce type d'unité, s'il était davantage militarisé, pourrait devenir une véritable base flottante de la marine iranienne sur ce couloir maritime stratégique.

La Turquie a de son côté investi sur la Somalie, en périphérie de la mer Rouge, mais à proximité des routes maritimes y conduisant. Le port et l'aéroport de Mogadiscio sont exploités par des sociétés turques tandis que le gouvernement somalien a demandé aux entreprises turques de rechercher des hydrocarbures dans ses eaux territoriales. Ankara y a implanté en septembre 2017 une base militaire accueillant 200 hommes chargés d'entraîner l'armée somalienne.

Plus au nord, le Soudan reste l'objet des attentions turques et russes. La Turquie cherche en effet à s'y implanter, le gouvernement soudanais ayant concédé en décembre 2017 la gestion de l'île de Suwakin à Ankara, dans le cadre d'un accord commercial et culturel<sup>16</sup>. Cet accord avait constitué un véritable revers pour Riyad et Le Caire dans le contexte de leur lutte contre la mouvance des Frères musulmans soutenue par Ankara. En mars 2018, un accord pour la rénovation du port de Suwakin, d'un montant de 4 milliards de dollars, a dans ce contexte été signé

---

<sup>15</sup> Mis à part, éventuellement, le port d'Hodeidah, conquis par leurs alliés houthis en novembre 2021.

<sup>16</sup> Suwakin a été dans le passé un centre important de l'Empire ottoman, notamment dans le cadre du pèlerinage à La Mecque des populations africaines musulmanes. Elle représente dès lors un symbole marquant alors que la Turquie essaye de dynamiser son influence en Afrique.

entre Doha et Khartoum. Cet axe Khartoum/Doha *via* Ankara, qui tenait en respect la ligne Le Caire/Riyad, a toutefois été fragilisé par la chute du régime El Béchir et semble désormais en déshérence. La Russie s'est d'ailleurs engouffrée dans cette brèche et a annoncé en novembre 2020 son intention d'installer une base navale au Soudan, ouvrant la voie à l'établissement d'un point d'appui logistique pour les forces navales russes sur les rives de la mer Rouge. Cet accord prévoit la création d'un centre logistique et de facilités de réparations navales pouvant abriter 300 personnes et accueillir au maximum 4 bâtiments, y compris ceux à propulsion nucléaire. Le gouvernement soudanais s'est engagé quant à lui à fournir gracieusement au Kremlin pour 25 ans (renouvelables pour 10 années supplémentaires) les infrastructures portuaires nécessaires, dans la localité de Port-Soudan<sup>17</sup>. Un protocole dédié prévoirait la mise à disposition par la Russie d'armements, d'hommes et d'équipements au profit des armées soudanaises<sup>18</sup>. Moscou disposerait ainsi de tous les outils pour établir une bulle de déni d'accès en mer Rouge de manière à couper ponctuellement – ou surveiller – le trafic maritime occidental et les communications (câbles sous-marins) le long de ce corridor maritime stratégique.

Le Soudan pourrait avoir choisi l'option russe afin de permettre une éviction commode de la Turquie, conformément aux souhaits des EAU et de l'Arabie saoudite, puis de favoriser son rapprochement avec les États-Unis. Quoi qu'il en soit, la potentielle présence russe le long d'une des routes maritimes les

---

<sup>17</sup> Ce projet russo-soudanais a été relancé en février 2022 avec le déplacement à Moscou du numéro 2 du régime soudanais, issu du coup d'État d'octobre 2021, le général Mohammed Hamdane Daglo, qui a déclaré officiellement sa non-opposition à la création d'une base russe sur son territoire. Le groupe paramilitaire russe Wagner est également très présent au Soudan pour la sécurisation de mines d'or (*France 24*, 11/03/2022).

<sup>18</sup> Un patrouilleur de type *Petrushka* ayant été cédé au Soudan par la Russie en octobre 2020 (*Defense web*, 12 novembre 2020).

plus fréquentées au monde est un épouvantail commode pour les États-Unis et ses alliés afin de justifier un futur réengagement dans la région.

Afin de se rapprocher davantage du théâtre d'opérations yéménite voire éthiopien, l'Égypte a inauguré en janvier 2020 la base de Bernis, près du triangle de Halaïb, territoire contesté entre l'Égypte et le Soudan, complétant le renforcement de ses capacités aériennes dans la zone. De fait, la marine égyptienne s'oriente vers un véritable rôle de protection du canal de Suez et de projection limitée de puissance en mer Rouge, en appui de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.

Tout comme celle de son voisin égyptien, la marine israélienne pourrait assurer une protection indirecte et collaborative du trafic commercial passant par le canal de Suez, notamment vis-à-vis de la menace iranienne. Ce rôle de « pôle de stabilité » du duo israélo-égyptien est d'ailleurs perceptible au travers des exercices réguliers conduits par les forces américaines avec ces deux pays. La préoccupation commune reste en effet l'Iran, accusé d'avoir orchestré directement ou indirectement des attaques contre le trafic marchand tant en mer Rouge que dans le golfe d'Oman. Pour Israël, les Iraniens « doivent être mis en dehors de la mer Rouge afin de ne pas contraindre la liberté de navigation israélienne et d'empêcher des actes de terrorisme maritime<sup>19</sup> ». C'est dans cet esprit, et dans la droite ligne des accords Abraham, qu'Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn ont lancé, le 10 novembre 2021, leurs premières manœuvres navales conjointes.

---

<sup>19</sup> *Al Monitor*, 11/11/2021, citant le *Jerusalem Post* du même jour.

Les États-Unis réinvestissent ainsi cette zone en développant un concept de « régionalisation de la sécurité maritime<sup>20</sup> » qui les associerait avec les pays liés par les accords Abraham, en sus de ceux qui disposent déjà d'un accord de paix avec Israël. Outre l'organisation de cet exercice naval tripartite inédit, les forces navales américaines sont plus présentes à Aqaba, *hub* logistique majeur pour leurs implantations militaires régionales. Ils y testent même, depuis décembre 2021, des drones navals<sup>21</sup> qui pourraient à terme patrouiller de façon autonome en mer Rouge. En janvier 2021, un accord saoudo-américain a été conclu pour que les forces américaines puissent utiliser les ports et aéroports (Yanbu, Tabuk et Taif) de l'ouest du royaume wahhabite comme *hubs* logistiques majeurs pour leurs opérations au Moyen-Orient<sup>22</sup>. Enfin, le 13 avril 2022, le Commandement de la marine américaine au Moyen-Orient a annoncé la création de la CTF-153 au sein des *Combined Maritime Forces*, afin de lutter contre tous les types de trafics, du canal de Suez au golfe d'Aden inclus<sup>23</sup>. Cette nouvelle force devrait compter de 2 à 8 bâtiments américains ou alliés, sous commandement tactique d'un navire de la 6ème flotte américaine de Méditerranée<sup>24</sup>. De fait, directement ou indirectement, la marine américaine entend bien rester présente dans le nord de la mer Rouge.

## **Le théâtre d'une guerre navale hybride**

Outre les répercussions maritimes des affrontements terrestres (guerre au Yémen, trafics en tous genres, menace terroriste le long de certaines côtes, illustrée par l'attentat contre l'USS Cole à Aden

---

<sup>20</sup> Eleonora Ardemagni, « Red Sea Security: How Yemen Tests The "Abraham Equation" », Italian Institute for International Political Studies, 15 décembre 2021.

<sup>21</sup> *Naval news*, 14/12/2021.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Naval News*, 13/04/2022.

<sup>24</sup> *Associated Press*, 13/04/2022.



en 2000 ou le pétrolier Limburg en 2002), la région a connu une importante vague de piraterie de 2008 à 2012, qui réapparaît épisodiquement. Toutefois, elle est surtout le théâtre d'une guerre navale hybride qui oppose d'abord la rébellion yéménite houthie à la coalition arabe, mais aussi Israël et l'Iran.

Dans le conflit qui oppose les houthis et la Coalition arabe, le trafic militaire de celle-ci a été la cible de plusieurs attaques : en octobre 2016, un bâtiment émirien faisant des rotations logistiques entre l'Érythrée et le Yémen, le *Swift-1*, a été frappé par deux missiles antinavires tirés depuis la côte. Peu de temps après, c'est un bâtiment américain, l'USS *Mason*, qui a été aussi la cible de deux missiles antinavires, sans doute tirés par erreur par les Houthis, mais entraînant une riposte américaine. Très récemment, le 5 mars 2022, les Houthis ont de nouveau tiré ce type de missiles au sud de la mer Rouge, sans faire de dégâts sur le trafic maritime<sup>25</sup>.

Outre cette menace persistante contre les navires militaires, le trafic marchand est devenu aussi une cible d'opportunité alors que la rébellion yéménite a réussi à conserver le port d'Hodeïda, premier port du pays, soumis à un blocus depuis novembre 2017<sup>26</sup>. En janvier 2018, le chef politique des Houthis, Saleh al-Samad, avait d'ailleurs menacé de couper la circulation maritime sur la mer Rouge afin de contraindre la coalition arabe à lever son blocus des ports yéménites. Le 25 novembre 2020, le pétrolier *Agrari* battant pavillon maltais a été frappé par une explosion probablement due à une mine navale, alors qu'il se trouvait à proximité du port saoudien d'Al-Shuqaiq, dans le sud de la mer Rouge. Peu avant cet incident, la coalition arabe avait indiqué avoir neutralisé cinq mines mouillées par les Houthis dans cette zone. Battant pavillon de Singapour, le pétrolier *BW Rhine* a été lui aussi victime d'une

---

<sup>25</sup> Associated Press, 07/03/2022.

<sup>26</sup> CESM, mars 2018.

explosion, le 13 décembre 2020, alors qu'il déchargeait sa cargaison au terminal pétrolier de Djeddah, en Arabie saoudite. Si le mode opératoire employé reste inconnu, il indique que les Houthis ont la capacité de frapper des cibles maritimes dans la plupart des ports saoudiens de la mer Rouge<sup>27</sup>. Le 25 décembre 2020, c'est au tour d'un nouveau navire, non identifié, d'être touché par une mine au sud de la mer Rouge<sup>28</sup>. En avril 2021, c'est la zone d'attente du port saoudien de Yanbu qui est frappée par une embarcation explosive autonome, causant des dommages sur un navire<sup>29</sup>.

Enfin, la prolifération des drones suicides employés par les Houthis contre les infrastructures saoudiennes pourrait un jour se tourner vers des cibles maritimes, à l'instar de l'incident du *Mercer Street* le 29 juillet 2021, imputé par les États-Unis à l'Iran<sup>30</sup>. De tels modes d'action pourraient très bien se répéter à terme contre le trafic marchand, ajoutant une menace aérienne diffuse à un contexte sécuritaire déjà très volatile. Les Houthis disposent aussi d'une potentielle bombe environnementale maritime<sup>31</sup> représentée par le pétrolier *Safer*, abandonné devant le port de Hodeidah et embarquant un peu plus d'1 million de barils de pétrole. Le 3 janvier 2022, les Houthis ont arraisonné un navire battant pavillon émirien au large d'Hodeidah<sup>32</sup>, inaugurant un nouveau mode d'action navale de type Gardiens de la révolution iraniens dans

---

<sup>27</sup> Les infrastructures pétrolières saoudiennes sont particulièrement ciblées, tant par des missiles balistiques que par des drones suicides, ou, dans les ports, notamment Jizan, par des vedettes suicides télécommandées. En outre, une demi-douzaine de navires civils liés aux intérêts pétroliers saoudiens auraient été frappés depuis 2017.

<sup>28</sup> *Maritime Executive*, cité par USNI, 06/01/2021.

<sup>29</sup> Associated Press, 27/04/2021.

<sup>30</sup> *Opex360*, 07/08/2021.

<sup>31</sup> Les Nations unies ont indiqué le 15 juillet 2020 qu'une rupture de la coque de ce navire serait catastrophique pour la mer Rouge, causant sans doute une pollution majeure sur l'ensemble des côtes saoudiennes.

<sup>32</sup> Le *Rawabi*, faisant un transit entre l'île de Socotra et Jizan en Arabie saoudite et accusé par la rébellion houthie de transporter du matériel militaire (*France 24*, 03/01/2022).

cette partie du monde. D'ailleurs, et selon le CNRI, groupe d'opposition iranien, le régime des mollahs aurait formé une milice de 200 Yéménites pour conduire des attaques (minage, arraisonnement de navires, attaques d'infrastructures portuaires) en mer au large du Yémen<sup>33</sup>.

Selon un média américain<sup>34</sup>, Israël aurait de son côté mené depuis la fin de l'année 2019 des actions clandestines, comprenant notamment l'emploi de mines-ventouses contre une douzaine de navires iraniens à destination de la Syrie, dont des pétroliers, afin de poursuivre la politique de pression maximale sur l'Iran et l'empêcher de soutenir le régime syrien<sup>35</sup> ou de financer le Hezbollah. L'Iran avait d'ailleurs indiqué, en octobre 2019, qu'un de ses pétroliers, le *Sabiti*, avait subi deux explosions, probablement causées par des mines-ventouses, alors qu'il naviguait en mer Rouge au large de Djeddah. Au moins deux autres pétroliers iraniens auraient subi des dommages lors d'actions similaires en mer Rouge, les obligeant à retourner en Iran pour effectuer des réparations. Le 6 avril 2021, c'est le *Saviz*, navire paramilitaire ancré en mer Rouge et base flottante des équipes de protection antipiraterie iraniennes, qui a été ciblé par des mines-ventouses, le journal américain *The New York Times* mentionnant une implication israélienne<sup>36</sup> en riposte aux attaques iraniennes sur les intérêts maritimes israéliens<sup>37</sup>. Ces incidents sont à

---

<sup>33</sup> Agence France Presse, 02/02/2022.

<sup>34</sup> *Wall Street Journal*, 11/03/2021.

<sup>35</sup> Ce soutien continuant en dépit des sanctions américaines contre l'Iran et de l'embargo international contre la Syrie. Pour faire face à la pression américaine, l'Iran a utilisé des sociétés écrans et des navires aux noms changeants pour brouiller les pistes et continuer ses trafics vers la Syrie.

<sup>36</sup> *Middle East Affairs*, 07/04/2021.

<sup>37</sup> Le 26 février 2021, le roulier *Helios Ray*, battant pavillon des Bahamas mais appartenant à une société israélienne, Ray Shipping, a été victime d'une explosion alors qu'il se trouvait au large d'Oman. Le 25 mars 2021, un incident non précisé a eu lieu à bord du porte-conteneurs *Lori* de la société israélienne XT Management, assurant une liaison entre la

rapprocher des affaires similaires en Méditerranée<sup>38</sup>. De fait, l'État hébreu semble poursuivre sur mer sa « campagne entre les guerres » contre son ennemi iranien, en ciblant notamment son trafic commercial et en poursuivant une politique de pression maximale. Cette guerre navale hybride, de faible intensité, très calibrée, sous le seuil des hostilités déclarées et sans pertes irréparables, permet une grande maîtrise des risques d'escalade entre les deux pays malgré la fin de l'ambiguïté israélienne sur le sujet<sup>39</sup>. Face à ces actions israéliennes, le chef d'état-major des forces armées iraniennes a indiqué en janvier 2021 que la marine iranienne allait reprendre ses patrouilles en mer Rouge afin d'y protéger le trafic commercial iranien<sup>40</sup>. En outre, si le trafic pétrolier iranien à destination de la Syrie est désormais escorté par la marine russe entre le canal de Suez et leur mouillage syrien, depuis l'automne 2020, il ne peut être exclu qu'une telle escorte se prolonge un jour en mer Rouge.

Le contrôle de la mer Rouge, notamment *via* le détroit de Bab el Mandeb, pourrait permettre d'affaiblir l'Europe à peu de frais. Pour d'autres pays très dépendants du trafic maritime traversant cette zone, le maintien de l'ouverture des deux détroits est vital. Et c'est pour cette raison précise que de nombreuses puissances (Chine, Russie, Turquie entre autres) cherchent à y obtenir des points d'appui, afin, le cas échéant, de négocier en position de force avec l'Europe ou d'autres pays régionaux. En cas de fermeture de la région sud de la mer Rouge, il est probable que l'Europe

---

Tanzanie et l'Inde. Le 13 avril, c'est le roulier *Hyperion Ray* (sistership de l'*Helios Ray*) qui aurait été ciblé au large des Émirats arabes unis. En juillet 2021, c'est le *Tyndall* qui a subi une explosion inexplicquée à son bord puis le *Mercer Street*, qui aurait été frappé au large d'Oman.

<sup>38</sup> Le 10 mars 2021, c'est au tour du porte-conteneurs iranien *Shahr E Kord* de subir des incendies inexplicqués alors qu'il naviguait en Méditerranée orientale et, le 24 avril 2021, c'est le *Wisdom*, un bâtiment qui transborde du pétrole de navires iraniens vers la raffinerie de Banyas, qui a subi une explosion inexplicquée au large des côtes syriennes.

<sup>39</sup> *Via* l'utilisation de médias américains.

<sup>40</sup> *Al Monitor*, 13/01/2021.

choisisse, pour ses routes maritimes, de faire le détour le long des côtes africaines plutôt que de risquer ses unités rares et précieuses dans un couloir étroit et propice à l'utilisation de nombreux moyens de déni d'accès (missiles antinavires, essaims de drones suicides, minage...).

Dans ce contexte, les bases françaises en Afrique de l'Ouest et celle de l'île de la Réunion seraient alors des points d'appui extrêmement précieux pour assurer la sécurité de ces nouvelles routes maritimes, essentielles pour l'approvisionnement de l'Europe. Leur renforcement sera dès lors vital.

Les États-Unis, au contraire, peuvent se contenter de ne contrôler que le nord de la mer Rouge. Cette zone leur est aisément accessible par le canal de Suez et par les unités américaines venant de l'Atlantique. De plus, leur accès à l'océan Indien restera ouvert à l'est, rendant toujours possibles les bascules d'effort avec le théâtre Pacifique, facilitées par l'unicité du commandement INDOPACOM et ne nécessitant pas le déclenchement d'un conflit pour la réouverture risquée d'un passage maritime qui ne les intéresse finalement guère, tant que le canal de Suez reste sécurisé.

Les tensions en mer Rouge vont donc se poursuivre, mues par les intérêts économiques et géopolitiques des puissances régionales concurrentes et de l'opposition stratégique entre les États-Unis, la Russie et la Chine.

La volatilité de la sécurité maritime, essentiellement liée au conflit yéménite et à l'affrontement larvé entre Israël et l'Iran, se cumule à une quête sans précédent de nouveaux comptoirs militaro-commerciaux.

Les conséquences de la crise russo-ukrainienne sur le marché des hydrocarbures vont accroître ce phénomène de compétition internationale pour la surveillance et le contrôle de ce couloir maritime stratégique et vital pour l'Union européenne.

Cette dernière a donc toute sa place et toute latitude pour y retrouver une place de choix.

*Publié le 27 avril 2022 par l'institut FMES*

## **Vers un retour à une realpolitik turco-émirienne ?**

*William BORN, consultant en géopolitique indépendant*

Une volonté impérieuse de reprendre le dialogue bilatéral : tel est le signal envoyé par le Président Erdogan lors de sa visite à Abou Dhabi en février 2022. Il s'agissait de sa première visite officielle effectuée dans le pays depuis 2013, date du début de la dégradation de la relation bilatérale. Au cours de celle-ci, les deux chefs d'État ont mis en exergue leur volonté commune de renouer un dialogue sur des sujets d'intérêt commun tels que les questions économiques, commerciales et militaires. De fait, après 10 ans de confrontation, Ankara et Abou Dhabi ont pris brutalement conscience que leur rivalité régionale marquée par des conflits par procuration les a conduits dans une impasse stratégique et leur impose des coûts stratégiques, diplomatiques et économiques trop élevés. Ces coûts sont particulièrement accentués par le changement de posture des États-Unis depuis l'arrivée au pouvoir de Joe Biden. En effet, Biden n'hésite plus à critiquer ouvertement la dérive autoritaire et agressive des deux régimes moyen-orientaux. Ce changement d'attitude les a surpris et contraints à reprendre le dialogue pour rompre le cercle vicieux de cette confrontation initialement engagée sur fond de désaccord idéologique et politique. En effet, chacun tente d'être reconnu par l'adversaire et ses partenaires régionaux et internationaux comme une puissance régionale.

### **L'impasse stratégique de la confrontation par procuration**

À la suite du déclenchement des processus révolutionnaires dans les mondes arabes, plus connus sous le terme de « Printemps arabe », la Turquie et les Émirats arabes unis (EAU) ont adopté

une vision idéologique et géopolitique diamétralement opposée. D'un côté, la Turquie, dirigée par le Président Erdogan et son parti l'AKP, soutient massivement les régimes politiques issus des processus révolutionnaires dominés ou dirigés par les représentants de l'islam politique, les Frères musulmans. De l'autre, les Émirats arabes unis développent une vision politique centrée sur la défense des régimes autoritaires arabes par peur grandissante de la contagion des processus révolutionnaires aux monarchies du Golfe qui pourraient provoquer des changements de régime dans ces dernières<sup>1</sup>.

Dans le cadre de cette rivalité idéologique et géopolitique, les deux puissances engagées dans une véritable partie du jeu de plateau *Risk* cherchent ainsi à étendre leur influence respective et consolider leurs positions au Maghreb et au Moyen-Orient. Cette rivalité s'est pleinement exprimée avec force sur la scène égyptienne entre 2011 et 2013. En effet, la Turquie a soutenu le mouvement des Frères musulmans dirigé par Mohamed Morsi, président égyptien démocratiquement élu en 2012. Pour leur part, les EAU ont soutenu à bout de bras le régime de Moubarak lâché par l'administration Obama.

Ce revirement américain n'a pas été du tout du goût des monarchies conservatrices du Golfe, considérant que cela contribuait à mettre très sérieusement en doute la garantie de sécurité américaine à leur égard. Par la suite, en juillet 2013 lors du putsch orchestré par l'armée égyptienne commandée par le général Abdel Fattah al-Sisi renversant Morsi, les Émirats appuient ce processus contre-révolutionnaire en raison de la menace supposée

---

<sup>1</sup> Aydintasbas, Asli., Bianco, Cinzia., « La rivalité entre la Turquie et les Émirats arabes unis et la refonte du Moyen-Orient », *European Council on Foreign Relations*, 12 juillet 2021, <https://ecfr.eu/paris/publication/des-ennemis-utiles-la-rivalite-entre-la-turquie-et-les-emirats-arabes-unis-et-la-refonte-du-moyen-orient/> (consulté en mars 2022).



représentée par Morsi et ses compatriotes fréristes pour leur sécurité nationale. A partir de cette période, la relation bilatérale turco-émirienne s'est dégradée rapidement et a basculé dans une confrontation régionale par procuration. Elle s'est illustrée sur de nombreux théâtres : au Maghreb (Libye) et au Moyen-Orient (Méditerranée orientale, Syrie, Qatar, Yémen)<sup>2</sup>. Les deux puissances régionales appuyées par leurs *proxys* locaux ont tenté d'étendre leur influence et de consolider leurs positions géopolitiques, géostratégiques et énergétiques. Cette confrontation leur a permis de détourner leur population respective des problèmes économiques, sociaux et politiques de fond en les rassemblant derrière leurs leaders.

Néanmoins, force est de constater que ces affrontements par procuration ont conduit la Turquie et les EAU dans une impasse stratégique. De fait, malgré d'indéniables victoires tactiques turques en Libye et émiriennes au Yémen, aucun n'est parvenu à remporter de victoire décisive dans la partie de *Risk* conduite sur ces théâtres. Pire, cette absence de victoire décisive n'a pas permis de résoudre durablement les conflits déclenchés<sup>3</sup>. Cette situation très difficile a accru leur sentiment d'isolement régional.

Il leur semble donc à présent urgent de le rompre d'autant plus rapidement que le changement de posture régionale des États-Unis ne leur est guère favorable et demeure coûteux diplomatiquement et économiquement.

---

<sup>2</sup> *Ibid.*,

<sup>3</sup> Dalay, Galip., "Turkey-UAE relations : Economic cooperation against the backdrop of geopolitical incompatibility", *Stiftung Wissenschaft und Politik*, January 10, 2022, <https://www.swp-berlin.org/en/publication/turkey-uae-relations-economic-cooperation-against-the-backdrop-of-geopolitical-incompatibility> (consulté en mars 2022).

## La nécessité de rompre l'isolement régional

En parallèle de cette impasse stratégique liée à leur confrontation par procuration, la Turquie et les EAU ont pris brutalement conscience du changement de posture régionale des États-Unis accentué par l'arrivée au pouvoir de Joe Biden en janvier 2021. En effet, l'administration Trump avait fait preuve d'une volonté d'accélérer de manière désordonnée la mise en retrait des États-Unis de la région pour se focaliser sur la menace chinoise. Elle a ainsi encouragé les puissances régionales comme la Turquie et les EAU à combler par la force le vide stratégique qu'elle a contribué à créer. L'administration Biden poursuit à présent la démarche de l'administration précédente, mais change d'approche méthodologique. En ce sens, elle privilégie, au contraire de cette dernière, l'approche diplomatique et tient un discours très ferme, critique et moralisateur à l'égard des régimes autoritaires moyen-orientaux notamment turc et émirien. Au premier, elle reproche l'accentuation de sa dérive autoritaire marquée par des violations récurrentes des droits humains ainsi que son rapprochement politique et stratégique avec Moscou symbolisé par l'achat des S-400. Au second, elle fait part publiquement, dès février 2021, de son souhait de cesser son soutien militaire à la coalition arabe engagée au Yémen en raison des nombreuses violations des droits humains commises sur ce théâtre<sup>4</sup>.

Néanmoins, il est à remarquer que cette volonté de mettre fin au soutien militaire à la coalition arabe engagée au Yémen ne s'est pas encore manifestée concrètement. En effet, si tel était le cas, la coalition arabe aurait été contrainte de réduire drastiquement ses

---

<sup>4</sup> Aydintasbas, Asli., Bianco, Cinzia., « La rivalité entre la Turquie et les Émirats arabes unis et la refonte du Moyen-Orient », *European Council on Foreign Relations*, 12 juillet 2021, <https://ecfr.eu/paris/publication/des-ennemis-utiles-la-rivalite-entre-la-turquie-et-les-emirats-arabes-unis-et-la-refonte-du-moyen-orient/> (consulté en mars 2022).

opérations sur le théâtre. Or à ce stade, il n'en est rien. Cette absence de concrétisation de la volonté américaine semble donc témoigner d'une certaine ambiguïté de la part de l'administration Biden vis-à-vis des monarchies du Golfe qui reste attachée à la défense de ses intérêts énergétiques. En ce sens, à la suite de la nouvelle dégradation du conflit yéménite et plus particulièrement aux frappes de missiles balistiques et de drones houthis ciblant Abou Dhabi en janvier 2022, le CENTOM a déployé le destroyer lance-missiles *USS Cole* et un escadron de F-22 aux Émirats par mesure de réassurance à l'égard de son allié<sup>5</sup>. Pour autant, la nouvelle posture régionale américaine inquiète Ankara et Abou Dhabi qui constatent avec regret que leur relation avec Washington n'est plus aussi privilégiée qu'auparavant. Il est donc apparu urgent et nécessaire aux deux parties d'effectuer un *reset* de leurs relations et de revenir à une certaine *realpolitik* afin de rompre cet isolement diplomatique régional.

Cela a conduit Ankara à se rapprocher de l'Arabie saoudite, elle-même isolée sur la scène régionale et décriée par les Américains pour ses violations des droits humains dans le royaume et au Yémen. À l'origine, les EAU ont vivement critiqué le rapprochement entre la Turquie et l'Arabie saoudite de janvier-février 2021<sup>6</sup> puisqu'ils le considéraient comme une menace pour leur agenda politique et stratégique yéménite divergeant de celui de Riyad.

En définitive, les EAU, désireux de jouer un rôle de médiateur dans certains dossiers régionaux (Syrie, programme nucléaire iranien),

---

<sup>5</sup> Al-Monitor Staff., "US F-22 squadron arrives to help UAE ward off Houthi attacks", *Al-Monitor*, February 14, 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/02/us-f-22-squadron-arrives-help-uae-ward-houthi-attacks> (consulté en mars 2022).

<sup>6</sup> Ce rapprochement au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG) en janvier 2021 aboutit à la levée du blocus et de l'embargo imposé au Qatar par les autres membres du CCG.

ont cherché à normaliser leurs relations avec la Turquie à travers une série de discussions diplomatiques et de rencontres officielles en 2021-2022.

## **Reprise pragmatique du dialogue turco-émirien**

Entre janvier et août 2021, des entretiens téléphoniques entre les chefs de la diplomatie des deux pays et une discrète rencontre entre Tahnoun Bin Zayed al-Nahyan, très actif conseiller à la Sécurité nationale des Émirats, et le Président Erdogan ont contribué à amorcer le processus de reprise du dialogue. Par la suite, le prince héritier et fin stratège, Mohammed Bin Zayed (MBZ) et Erdogan se sont entretenus par téléphone le 31 août 2021. À l'issue de cet entretien, Anwar Gargash, conseiller diplomatique de MBZ, a indiqué que celui-ci avait été « amical et très positif ». Une nouvelle étape a été franchie lors de la visite de MBZ en Turquie le 24 novembre 2021<sup>7</sup>. Elle est suivie par celle d'Erdogan à Abou Dhabi le 14 février 2022. Durant ces deux rencontres, les deux chefs d'État témoignent dans leurs discours respectifs empreints de pragmatisme, de leur volonté commune d'approfondir le partenariat économique et militaire bilatéral.

## **Volonté commune d'approfondir un partenariat économique et militaire bilatéral**

Concernant le volet économique du partenariat, le positionnement des deux parties paraît déséquilibré. En effet, la Turquie a absolument besoin du soutien économique et financier émirien pour tenter de sauver son économie. Celle-ci ressemble à un navire en perdition soumis à des facteurs externes et internes dont les

---

<sup>7</sup> Al-Monitor Staff., “Erdogan, MBZ meet for the first time in nearly a decade”, *Al-Monitor*, November 24, 2021, <https://www.al-monitor.com/originals/2021/11/erdogan-mbz-meet-first-time-nearly-decade> (consulté en mars 2022).

principaux sont la déstabilisation régionale induite par la rivalité entre les différentes puissances et les choix catastrophiques en matière de politique économique et financière du Président Erdogan<sup>8</sup>. Ces différents facteurs contribuent à alimenter la profonde défiance de la population turque et des hommes d'affaires locaux et étrangers à l'égard du régime d'Erdogan. Ce climat provoque la chute de tout investissement et l'effondrement de la parité dollar/livre turque fixée à 1 pour 16 en mars 2022, confirmant ainsi la chute de la devise turque, mais aussi la hausse de l'inflation établie à 54,4% en février 2022 et du chômage atteignant 11,2% en décembre 2021 selon l'Institut statistique de Turquie. Il est fort probable que cette hausse de l'inflation va se poursuivre en raison de celle des prix de l'énergie liée à la guerre en Ukraine. En effet, la Turquie est dépendante à 44% de la Russie pour son approvisionnement énergétique en gaz et en pétrole<sup>9</sup>.

De leur côté, les EAU ont compris la situation de vulnérabilité turque et exploitent patiemment les opportunités économiques et entrepreneuriales offertes par le marché turc. Ils ont par exemple annoncé la création d'un fonds de 10 milliards de dollars d'investissement pour soutenir l'économie turque<sup>10</sup>. Par ailleurs, plus d'une dizaine d'accords de coopération et mémorandums d'entente ont été signés entre les deux pays en février 2022.

Les investissements émiriens peuvent être répartis en trois catégories : les investissements dans les entreprises

---

<sup>8</sup> Villalón, Lara., « La coûteuse stratégie économique de Recep Tayyip Erdogan », *Orient XXI*, 11 janvier 2022, <https://orientxxi.info/magazine/la-couteuse-strategie-economique-de-recep-tayyip-erdogan.5290> (consulté en mars 2022).

<sup>9</sup> Sonmez, Mustapha., "Dizzying fuel hikes fan popular grievances in Turkey", *Al-Monitor*, March 10, 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/03/dizzying-fuel-hikes-fan-popular-grievances-turkey> (consulté en mars 2022).

<sup>10</sup> Dalay, Galip., "Turkey-UAE relations : Economic cooperation against the backdrop of geopolitical incompatibility", *Stiftung Wissenschaft und Politik*, January 10, 2022, <https://www.swp-berlin.org/en/publication/turkey-uae-relations-economic-cooperation-against-the-backdrop-of-geopolitical-incompatibility> (consulté en mars 2022).

technologiques turques dites lucratives<sup>11</sup>, les investissements stratégiques<sup>12</sup> et les *currency swap deals* estimés à 5 milliards de dollars<sup>13</sup>. Ces derniers doivent théoriquement permettre de renflouer les caisses de la Banque centrale turque dont les réserves en devises étrangères, notamment en dollar, se réduisent drastiquement en raison de leur utilisation massive pour soutenir la livre turque en chute libre. Théoriquement seulement car une note de Goldman Sachs a récemment douché les espoirs de la Banque centrale turque en indiquant que ces *swap deals* ne pourront pas, à son avis, avoir l'effet recherché car les sommes investies ne sont pas assez conséquentes<sup>14</sup>.

Le second volet du partenariat concerne le renforcement de la coopération militaire bilatérale dans le cadre des industries de défense. Cette initiative est symbolisée par la signature d'une lettre d'intention en février 2022 selon l'agence de presse émirienne *WAM* citée par *France 24*<sup>15</sup>. Un tel accord permettrait aux industries de défense émiriennes de prendre des parts dans leurs homologues turques afin de diversifier leurs sources d'approvisionnement militaire, en raison de la réduction du soutien militaire américain<sup>16</sup>. Toutefois, la prudence reste de mise

---

<sup>11</sup> Il s'agit notamment selon Galip Dalay des entreprises de e commerce locales *Getir* et *Trendyol* disposant respectivement d'un capital de 7,5 et 16,5 milliards de dollars. Le fonds d'investissement émirien *Abu Dhabi Developmental Holding Company* (ADQ) veut entrer au capital de ces sociétés.

<sup>12</sup> Ils concerneraient selon Dalay les industries de défense et les ports turcs.

<sup>13</sup> *Ibid.*,

<sup>14</sup> Butler, Daren., "Turkey strikes currency swap deal with UAE as ties warm", *Reuters*, January 19, 2022, <https://www.reuters.com/markets/asia/turkey-strikes-currency-swap-deal-with-uae-ties-warm-2022-01-19/> (consulté en mars 2022).

<sup>15</sup> « La Turquie et les Émirats arabes unis signent plusieurs accords de coopération », *France 24*, 15 février 2022, <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20220215-la-turquie-et-les-%C3%A9mirats-arabes-unis-signent-plusieurs-accords-de-coop%C3%A9ration> (consulté en mars 2022).

<sup>16</sup> Dalay, Galip., "Turkey-UAE relations : Economic cooperation against the backdrop of geopolitical incompatibility", *Stiftung Wissenschaft und Politik*, January 10, 2022, <https://www.swp-berlin.org/en/publication/turkey-uae-relations-economic-cooperation-against-the-backdrop-of-geopolitical-incompatibility> (consulté en mars 2022).

sur ce point car malgré le succès des matériels et armements turcs à l'export et en opérations, il n'est pas certain qu'Ankara souhaite partager, voire vendre, une partie des attributs de sa puissance militaire et de sa souveraineté à un ancien rival.

## **Trois perspectives régionales envisageables**

### **1- Vers une atténuation de la rivalité stratégique en Libye ?**

Au vu de ce rapprochement diplomatique, il est possible d'espérer un timide changement de posture d'Ankara et d'Abou Dhabi sur ce dossier complexe. Les premiers signaux faibles sont venus des Émirats qui, lassés par l'incapacité du maréchal Haftar à faire évoluer la situation militaire en leur faveur, ont décidé de se rapprocher du gouvernement de Tripoli dirigé par l'homme d'affaires misrati proche d'Ankara, Abdelhamid Dbeibah<sup>17</sup>. Toutefois, cet espoir d'un changement de posture pourrait rapidement voler en éclats du fait de l'impossible entente entre les différents groupes politiques et miliciens libyens. Cette mésentente pourrait conduire à une reprise active du conflit qui mettrait de nouveau en péril les contrats signés par les hommes d'affaires turcs estimés à 20 milliards de dollars dans le cadre de la reconstruction du pays. C'est pourquoi Ankara tente de jouer la médiatrice entre les deux acteurs politiques misratis proches des Frères musulmans que sont Dbeibah basé à Tripoli et Fathi Bashaga siégeant à Tobrouk. Les deux hommes se disputent inlassablement la légitimité du pouvoir depuis l'élection de Bashaga par le Parlement de Tobrouk en mars 2022. Par ailleurs, le maréchal Haftar pourrait

---

<sup>17</sup> Przyborowski, Emily., Gerry, Kathryn., Beth Long, Mary., "How Ankara-Abu Dhabi detente could affect Libya ? ", *Al-Monitor*, November 15, 2021, <https://www.al-monitor.com/originals/2021/11/how-ankara-abu-dhabi-detente-could-affect-libya> (consulté en mars 2022).

également mettre à mal l'initiative turque en soutenant tactiquement Bashaga dans sa conquête de Tripoli, afin de s'emparer sous couvert de son soutien de la capitale. Un tel scénario<sup>18</sup> pourrait amener la Turquie à mobiliser ses forces militaires présentes en Tripolitaine dans le but de protéger Tripoli et de freiner l'hypothétique équipée de Bashaga et d'Haftar vers la capitale. Un tel emploi de la force par Ankara risquerait clairement de fragiliser ses efforts de rapprochement entrepris en direction du Caire et possiblement d'Abou Dhabi.

## **2- La nécessité de reprendre langue avec Israël à la suite des Accords d'Abraham**

Les relations turco-israéliennes sont traditionnellement marquées par une grande défiance voire une hostilité sur de nombreux dossiers tels que le conflit israélo-palestinien ou le contentieux gazier en Méditerranée orientale. Toutefois, soucieux de trouver de nouveaux partenaires régionaux et ayant pris conscience de la nouvelle donne stratégique régionale induite par la signature des Accords d'Abraham entre Israël, les EAU et Bahreïn en septembre 2020, le pragmatique Erdogan a invité le président israélien Isaac Herzog à Ankara le 9 mars 2022 afin de renouer le dialogue avec l'État hébreu<sup>19</sup>. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger, outre des compliments courtois, sur des sujets de préoccupations stratégiques et économiques communs. En ce sens, le ministre de la Défense israélien, Benny Gantz, a indiqué que les deux pays devaient renforcer leur coopération bilatérale face à des menaces régionales majeures, au premier rang desquelles la politique

---

<sup>18</sup> Tastekin, Fehim., "Three challenging scenarios for Turkey in Libya", *Al-Monitor*, March 14, 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/03/three-challenging-scenarios-turkey-libya> (consulté en mars 2022).

<sup>19</sup> Bassist, Rina., "Israel's president exchanges friendly gestures in Turkey", *Al-Monitor*, March 9, 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/03/israels-president-exchanges-friendly-gestures-turkey> (consulté en mars 2022).



agressive iranienne incarnée par sa volonté de se doter de l'arme nucléaire et son utilisation de *proxys* au Moyen-Orient.

### **3- Vers un renforcement de l'axe anti-iranien dans la région ?**

Ce rapprochement entre la Turquie, les EAU et Israël pourrait contribuer à renforcer l'axe régional hostile à l'Iran formalisé par les Accords d'Abraham.

En effet, la menace iranienne tout comme celle de ses milices affiliées inquiète Ankara. Qais Khazali, Secrétaire général de la milice *Asaib Ahl al-Haq* affiliée à l'Iran, menace ainsi la Turquie d'importantes représailles à la suite de la campagne militaire turque contre les forces kurdes du PKK en Irak soutenues par les milices chiïtes irakiennes pro-iraniennes.

Par ailleurs, cette menace iranienne est corroborée par les nombreuses interpellations d'agents iraniens présents sur le sol turc réalisées par les services de renseignement d'Ankara. Téhéran pourrait donc être considéré comme le dénominateur commun du rapprochement entre la Turquie, Israël et ses alliés du Golfe<sup>20</sup>.

Bien qu'il soit un peu tôt pour tirer des conclusions définitives sur la nouvelle *realpolitik* turco-émirienne, les signes sont bel et bien là et il est possible de penser qu'elle se poursuive et aboutisse concrètement car les deux puissances régionales y ont clairement des intérêts politiques, économiques et stratégiques communs.

---

<sup>20</sup> Bakeer, Ali., "Cementing the emerging UAE-Turkey relationship : the Iran factor", *the Arab Gulf States Institute in Washington*, February 25, 2022, <https://agsiw.org/cementing-the-emerging-uae-turkey-relationship-the-iran-factor/> (consulté en mars 2022).

Par ailleurs, s'il souhaite obtenir un score convenable aux élections présidentielles de 2023, Erdogan doit prouver à sa base électorale et sociale qui s'effrite, que son pragmatisme diplomatique vis-à-vis d'Israël et du Golfe lui permet d'améliorer significativement la situation économique turque. Le nouveau Sultan d'Ankara y joue sa crédibilité diplomatique, et peut être sa survie politique.

*Publié le 30 mai 2022 par l'institut FMES*

## Guerre en Ukraine : quels enjeux pour la Grèce ?

*Aris MARGHELIS, chercheur à l'Université du Littoral Côte d'Opale (LARJ & TVES) et chercheur associé au Centre de Droit Maritime et Océanique (Université de Nantes).*

La Grèce a été parmi les premiers pays à fournir de l'armement à l'Ukraine : 400 fusils d'assaut AK-47, des lance-roquettes et des munitions. Elle a aussi convenu avec Berlin de livrer des véhicules de combats d'infanterie soviétiques BMP-1, en échange de l'acquisition préalable - en raison de la menace turque - de véhicules allemands Marder, plus modernes. Il s'agit là d'un tournant, la Grèce n'envoyant - par principe - jamais d'armes à l'étranger<sup>1</sup>. En revanche, Athènes n'a, pour l'instant<sup>2</sup>, pas accédé à la demande de Washington de livrer des missiles anti-navires Harpoon, jugés trop importants pour sa propre défense face à la Turquie. Dans le même temps, Athènes a adopté vis-à-vis de Moscou un langage très dur, semblable à celui des pays d'Europe orientale et des États-Unis. Cela signale une seconde rupture : l'éloignement d'une position traditionnelle qui consistait pour la Grèce à remplir sans ambiguïté, mais aussi sans excès, ses obligations de membre de l'UE et de l'OTAN, du fait que - contrairement à ses partenaires - son problème sécuritaire est la Turquie et non la Russie.

Il convient donc d'expliquer cette posture grecque et, par là-même, en quoi ce conflit impacte les fondamentaux stratégiques de la Grèce ; les conséquences de cette guerre ne se sont d'ailleurs pas fait attendre en Méditerranée orientale.

---

<sup>1</sup> À la récente exception de l'envoi de missiles Patriot à l'Arabie saoudite.

<sup>2</sup> Au début juin 2022.

## **Des positionnements oscillants face aux recompositions en cours**

L'annonce d'une coopération franco-gréco-turque pour une mission humanitaire à Marioupol est symptomatique du flottement qui a suivi l'invasion russe. Relevant du soft power, elle a initialement permis d'afficher une volonté de coopération à faible coût dans un contexte où se retrouver responsable d'un regain de tensions intra-OTAN était à éviter<sup>3</sup>. Mais sa réalisation, difficile, a fini par perdre sa pertinence ; la capacité de la France, de la Grèce et de leur rival turc à mener de concert une coopération de basse intensité n'aura donc pas été éprouvée.

Dans le même temps, la visite du premier ministre grec K. Mitsotakis en Turquie à la mi-mars 2022 a laissé croire à une accalmie durable mais a rapidement fait place à une reprise des tensions en mer Égée, signalant qu'Ankara ne lâche rien. Dénonçant cette escalade, la Grèce a fini par activer son système de défense anti-aérien, une mesure rare, tout en mettant en état de vigilance renforcée ses forces armées le long de la frontière terrestre et en mer Égée. La Turquie a à son tour dénoncé des violations de son espace aérien par l'armée de l'air hellénique, la presse fidèle à R. T. Erdogan soupçonnant par ailleurs les pilotes grecs d'avoir été entraînés à l'utilisation des Rafale bien avant leur acquisition, voire même que ces derniers sont pilotés par des Français. Ces réactions font suite à la signature, fin mars 2022, de l'accord final de vente de six Rafale supplémentaires à la Grèce et de trois frégates Belharra. À la fin mai 2022, la Turquie a fini par suspendre unilatéralement sa coopération avec la Grèce.

---

<sup>3</sup> La déclaration du ministre grec de la Défense selon laquelle « ce n'est pas le meilleur moment pour parler contre la Turquie à l'OTAN » est tout à fait symptomatique de l'état d'esprit dans l'Alliance au début du conflit.

Ces éléments évoquent un maintien des positions et une confirmation de la percée française dans l'équation gréco-turque, qui semble par ailleurs compatible avec le retour américain dans la région.

C'est dans ce contexte de recomposition - donc d'incertitude - que R. T. Erdogan tente, pour sa part, d'accélérer la normalisation de ses relations avec certains acteurs régionaux : Israël, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis. L'inquiétude grecque sur la fin possible de l'isolement turc n'est donc pas infondée. Cependant, le cap d'un retour à la situation précédente - celle d'une solitude d'Athènes dans un « tête-à-tête » avec Ankara - paraît désormais franchi<sup>4</sup>. La Grèce semble dès lors se rapprocher de son objectif : devenir un acteur crédible sur lequel il est possible de compter pour contrebalancer une présence régionale turque pléthorique et potentiellement déstabilisatrice, mais surtout pour assumer le rôle d'interface énergétique, stratégique et économique principal entre l'Europe et la Méditerranée orientale.

## **La question chypriote et le conflit ukrainien**

### *Des similarités entre les deux conflits*

Même si leur impact sur la sécurité internationale est différent, les conflits ukrainien et chypriote partagent des similarités juridiques et factuelles : invasion et occupation au nom de la protection d'une population, sécession et reconnaissance de pseudo-États<sup>5</sup>. Dans son allocution devant le Congrès américain, K. Mitsotakis a d'ailleurs fait le lien entre ces deux conflits, car la Grèce et Chypre

---

<sup>4</sup> Le fait que chaque démarche de rapprochement de ces États avec la Turquie est systématiquement précédée ou suivie de démarches à l'égard de la Grèce et/ou Chypre montre que les accords d'Abraham fonctionnent.

<sup>5</sup> À cet égard, le fait que V. Zelenski n'a fait aucune référence à l'occupation turque lors de son allocution devant le parlement chypriote a suscité une vive irritation.

ont tout intérêt à voir le principe fondamental d'intégrité territoriale et d'indépendance être appliqué à Chypre comme en Ukraine.

À l'opposé, la Turquie, qui s'est certes exprimée en faveur de l'intégrité de l'Ukraine, a davantage intérêt dans les faits à une gestion, plus qu'à la recherche d'une annulation, des conséquences territoriales et politiques issues des faits accomplis militaires. C'est ce que suggère la démarche diplomatique de R. T. Erdogan, initialement surjouée par la presse pro-gouvernementale, mais qui semble aujourd'hui<sup>6</sup> s'être essoufflée. L'application de cette logique en Ukraine permettrait à Ankara d'accroître le seuil d'acceptabilité de ses propres interventions (Chypre, Syrie, Irak, Libye) et de banaliser une logique expéditionnaire et de recomposition territoriale et politique à l'image des rapports de force. Or, nous sommes précisément dans une période de durcissement de la position turque sur Chypre. S'orientant désormais vers une solution à deux États et une ouverture à la colonisation de la zone de Famagouste<sup>7</sup>, la Turquie accroît la militarisation des zones occupées de Chypre tout en organisant les conditions politiques et économiques d'une annexion de fait.

### *L'urgence énergétique et Chypre*

La déconnexion du gaz russe remet forcément sur la table la question épineuse de l'exploitation et du transit des ressources naturelles de la Méditerranée orientale. Or, la pression pour leur exploitation – et par là-même pour le règlement ou la neutralisation des conflits régionaux - ira dès à présent en s'accroissant. Dans ce contexte, c'est Chypre qui est davantage

---

<sup>6</sup> Au début juin 2022.

<sup>7</sup> Deux actions contraires aux résolutions du Conseil de Sécurité. K. Mitsotakis a, par ailleurs, réaffirmé à J. Biden qu'une solution à deux États était inacceptable.

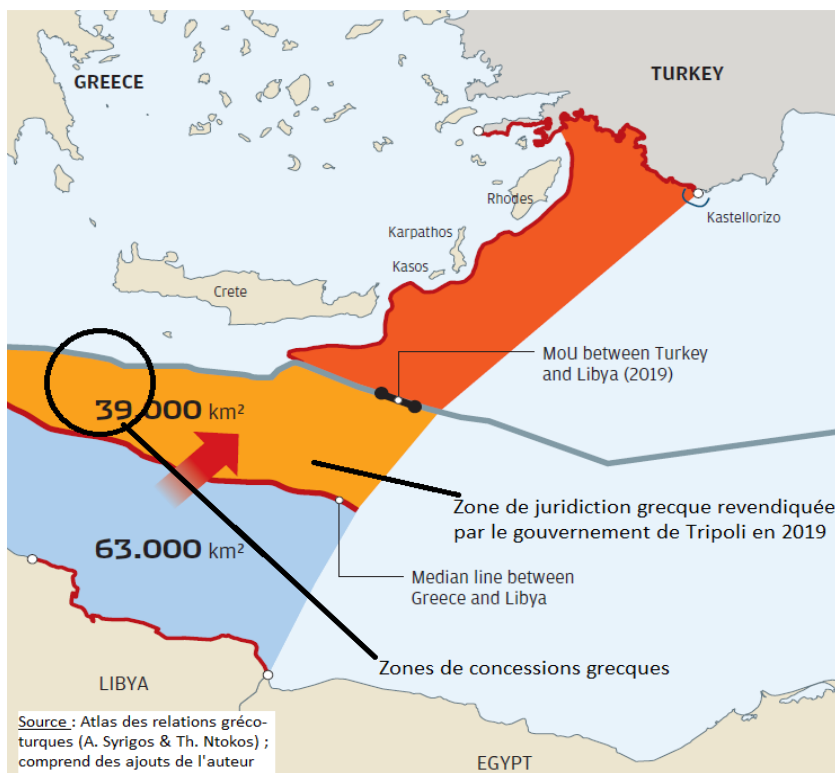
susceptible de devenir le réceptacle d'une telle pression, qui viendra s'agréger aux défis suscités par le détricotage de ses relations historiques avec Moscou.

Dès lors, plus que d'un manque de vision, le retrait du soutien américain au gazoduc East Med - à la veille d'un conflit que Washington avait clairement entrevu - relève d'abord d'une volonté d'organiser la déconnexion russo-turque. Un des effets de cette déconnexion sera forcément l'accroissement de l'étanchéité stratégique entre la Russie et la Turquie ; la fermeture de l'espace aérien turc aux aéronefs russes à destination de la Syrie en est un symptôme. En contrepartie, on peut donc s'attendre à ce que la porosité stratégique sur le flanc sud de la Turquie s'accroisse. Les propos de la sous-secrétaire d'État V. Nuland, selon lesquels « la Méditerranée orientale a besoin d'énergie, quelles que soient les conditions », suivis de l'appel du ministre turc des Affaires étrangères M. Cavusoglu à l'UE de faire pression sur Nicosie pour accepter la solution d'un gazoduc reliant Israël à la Turquie via Chypre sans résolution préalable du problème chypriote, montrent bien la logique à l'œuvre. Dans le même temps, la Grèce, Chypre et Israël restent dans l'expectative sur l'East Med.

### **Quid de la Libye ?**

Par ses réserves en hydrocarbures la Libye pourrait jouer un rôle dans la crédibilisation du projet d'isolement énergétique de la Russie. Il n'est donc pas à exclure que la Turquie tente de reprendre l'initiative dans le pays. Cela lui permettrait de réactiver un levier efficace de pression régionale, tout en espérant rendre - au nom de la lutte contre la Russie également présente en Libye - son intervention plus difficilement critiquable. Une telle évolution serait fort préjudiciable pour la Grèce : celle-ci cherche en effet à dissoudre l'accord turco-libyen de 2019 qui lui dénie l'accès à la

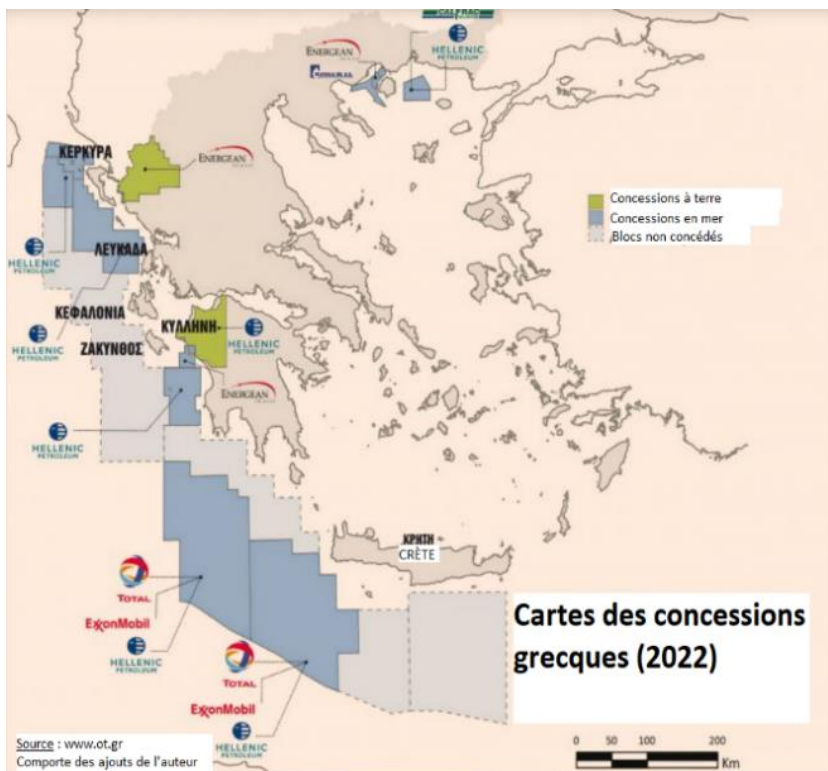
Méditerranée orientale et à de grandes zones au sud de la Crète. Malgré son rejet massif par les acteurs régionaux, cet accord persiste et continue de servir la stratégie régionale turque, qui consiste à neutraliser l'application du droit conventionnel par l'accumulation des faits accomplis.



À cet égard, aucune des concessions que la Grèce vient d'octroyer pour lancer sa production d'hydrocarbures en écho à l'urgence énergétique ne se trouve dans une zone directement revendiquée par la Turquie, ce qui montre qu'Athènes ne souhaite pas une escalade dont elle pourrait être considérée comme responsable. En revanche, certains blocs concédés au sud-ouest de la Crète se



chevauchent avec la zone que s'est appropriée par l'accord de 2019 le gouvernement de Tripoli. En outre, la Grèce prend très au sérieux le projet - cette fois soutenu par Washington - d'interconnexion électrique par câble sous-marin avec l'Égypte, qui passe par cette même zone.



La Turquie défendra-t-elle les intérêts « libyens » - qui sont en réalité les siens ? Dans un contexte de volatilité en Libye, l'accord turco-libyen sera-t-il rompu ou deviendra-t-il consensuel parmi l'élite politique du pays ? Autant de questions cruciales pour Athènes, susceptibles de se poser sous peu.

## Le cas du port d'Alexandroupolis

Dans les années 2010, les Russes ont tenté une percée d'influence dans le nord de la Grèce, notamment autour du port d'Alexandroupolis. Par une combinaison d'investissements, d'initiatives socioculturelles et de rapprochement avec les autorités locales, Moscou espérait rendre cet espace – qui est l'interface entre la Méditerranée et la zone Balkans/mer Noire - inhospitalier pour les Américains. L'ambivalence turque croissante servant déjà cet objectif, la Grèce - affaiblie par la crise financière - était la cible suivante : en effet, Grèce et Turquie verrouillent cet espace. Pour contrer cette tentative, le gouvernement grec s'est efforcé, avec le concours du très énergique ambassadeur américain à Athènes<sup>8</sup> et ancien ambassadeur à Kiev lors des événements de Maïdan, J. Pyatt, d'inverser la tendance en transformant ce port périphérique en nœud énergétique et militaire occidental.

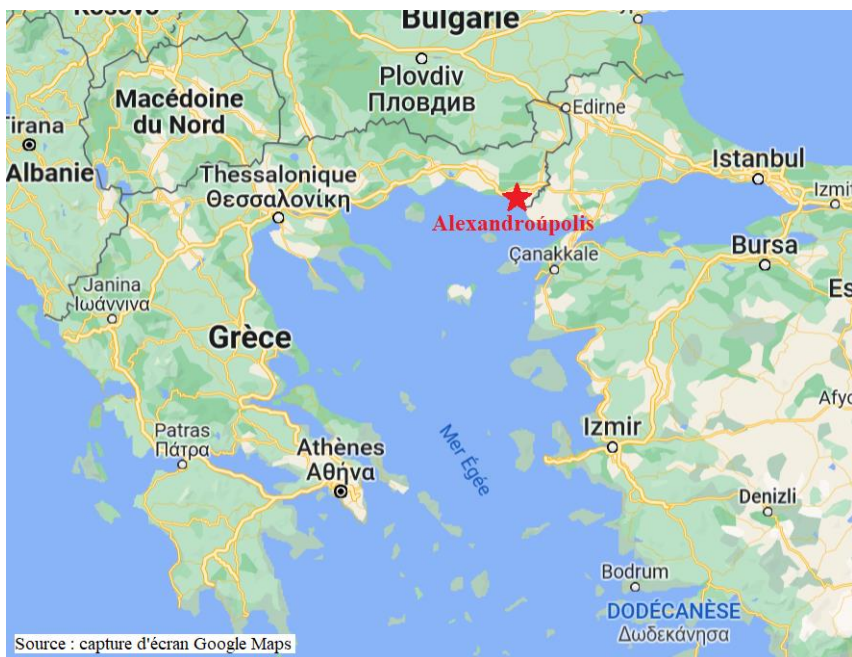
Alexandroupolis évolue désormais en hub pour le gaz naturel liquéfié (LNG) qui y arrivera par mer, avec une capacité de transit de 6,1 milliards m<sup>3</sup> par an. Ce projet, soutenu par la Commission européenne et auquel s'associent la Macédoine du Nord et la Bulgarie, bénéficie du plein soutien américain. De ce point de vue, le tournant vers le LNG, accéléré par le conflit ukrainien, est une bonne nouvelle : pour ce port de seconde zone, qui voit son importance s'accroître considérablement ; pour les États-Unis, puisque le LNG qui y transitera sera en partie américain et contribuera à crédibiliser la déconnexion énergétique avec la Russie ; pour les armateurs grecs, qui transporteront ce LNG.

Alexandroupolis devient également un nœud militaire par lequel les États-Unis peuvent projeter des forces depuis la mer Égée

---

<sup>8</sup> Dont le mandat, qui vient de s'achever, a vu la transformation de la Grèce en véritable couloir militaire américain vers les Balkans et la mer Noire.

jusqu'en Roumanie, contournant ainsi les limitations imposées par la Convention de Montreux sur le transit de forces armées par le Bosphore et s'affranchissant de l'ambiguïté et du transactionnalisme turcs. Or, le conflit ukrainien met justement en exergue la valeur stratégique de la Roumanie, qui pourrait se trouver à jouxter une zone sous contrôle russe si Moscou finissait par dominer l'ensemble du littoral ukrainien<sup>9</sup>. La Russie vit donc mal le surclassement de ce port, ce qui confirme l'inefficacité chronique de sa diplomatie et de son soft power en Grèce. D'ailleurs, la récente expulsion de 12 diplomates russes serait, selon le renseignement grec, liée à de nouvelles tentatives d'intrusion de Moscou par la manipulation de militaires, de médias régionaux, d'universitaires et de « leaders » du mouvement antivaccin.



<sup>9</sup> Selon la situation au début juin 2022.

La montée de la « cote stratégique » de ce port situé à proximité de la frontière turque irrite aussi Ankara, entraînant une surréaction de la presse pro-gouvernementale. D'une part, car il entame la valeur stratégique de la Turquie, qui est bien l'élément qui permet à Ankara de maintenir à faible coût une ambivalence qui aurait été impardonnable à tout autre membre de l'OTAN. D'autre part, car une présence militaire américaine dans cette région est vue par Athènes comme un gage de sécurité, partant du postulat que plus la Grèce devient un rouage important du dispositif stratégique américain, moins elle est une proie facile.

### **Des implications en matière militaire**

Le conflit ukrainien sonnant le retour de la puissance conventionnelle comme outil de politique étrangère en Europe, il signale aussi la fin de l'exceptionnalisme grec qui consistait pour la Grèce à être le seul pays européen après la guerre froide à maintenir, en raison de la menace turque, un format militaire conventionnel massif (et cher). C'est plutôt une bonne nouvelle pour Athènes qui se joint à la demande d'États européens d'exclure les dépenses militaires du déficit public, en dépit des réticences de Berlin et La Haye. En outre, la Grèce espère que le contexte de réarmement décomplexé discrédite l'exigence turque de démilitarisation des îles du Dodécanèse. C'est là un sujet existentiel pour Athènes, la Turquie remettant désormais en cause officiellement et de façon de plus en plus pressante la souveraineté hellénique sur les îles en question.

Cependant, cette phase de réarmement occidental pourrait aussi conduire à la levée des mesures restrictives sur la vente de matériel militaire à la Turquie, comme en témoigne l'avis favorable du Département d'État pour la modernisation et la vente de chasseurs F-16V aux Turcs. Cela serait néfaste pour la Grèce, qui verrait

s'accroître le déséquilibre de son rapport de force avec la Turquie qu'elle s'évertue tant à réduire. Mais, concernant le matériel américain, cela suppose franchir deux obstacles : les sanctions prises dans le cadre du CAATSA et un passage par le Capitole, qui reste difficile malgré un changement de ton. Conscient que c'est au Congrès que cela se jouera, K. Mitsotakis a évoqué devant ses membres les conséquences d'une vente d'armes à la Turquie.

### **Conflit ukrainien et « hellénosphère »<sup>10</sup>**

Pour soutenir sa stratégie, la Grèce s'efforce de mobiliser les trois vecteurs d'amplification de son empreinte internationale : le monde maritime, le clergé orthodoxe et la diaspora. Or, il se trouve que le conflit ukrainien les implique tous.

#### *Le monde maritime*

Le tournant vers le LNG s'avère particulièrement favorable aux armateurs grecs qui en contrôlent près d'un quart du transport mondial. En outre, la détention de leur savoir-faire permet de cultiver des synergies régionales. Ils ont également accru leur part dans le transport du pétrole russe, plusieurs compagnies européennes ayant cessé cette activité en raison du conflit ukrainien<sup>11</sup>. De surcroît, l'imperméabilisation croissante des frontières russo-européennes, susceptible de freiner l'essor du vecteur ferroviaire des routes chinoises de la soie, pourrait rediriger une partie des flux vers la Méditerranée et profiter ainsi au port du Pirée, premier point d'entrée régional des produits chinois.

---

<sup>10</sup> Terme emprunté à G. Prévelakis, professeur à la Sorbonne et représentant de la Grèce à l'OCDE.

<sup>11</sup> D'où l'opposition de la Grèce à l'interdiction par l'UE du transport du pétrole russe par des navires battant un pavillon européen.

Le conflit ukrainien apparaît donc comme une occasion pour la Grèce de faire un saut qualitatif et quantitatif dans le domaine maritime, à un moment où elle essaie de redynamiser sa maritimité et son rôle dans la sécurité énergétique de l'Europe, deux éléments-clés de sa stratégie régionale.

### *Le clergé orthodoxe*

Si les Slaves, et notamment les Russes, constituent la substance démographique du monde orthodoxe, les « clés » spirituelles et institutionnelles de celui-ci restent principalement en des mains grecques. Or, depuis quelques années, nous assistons à une reconfiguration de la géopolitique de l'Orthodoxie dans laquelle le Patriarcat Œcuménique, sorte de « Vatican » orthodoxe intimement lié à la Grèce, joue un rôle pivot.

Très proche des États-Unis, le Patriarche Œcuménique Bartholomée a fait usage de son pouvoir spirituel et institutionnel pour donner à l'église d'Ukraine son indépendance (autocéphalie) en 2018, une décision controversée. Il a ainsi mis fin à la tutelle séculaire du Patriarcat de Moscou sur Kiev, entraînant, par là-même, la rupture entre le Patriarcat Œcuménique et celui de Moscou. La récente reconnaissance par Bartholomée de l'Archidiocèse d'Ohrid (Macédoine du Nord), jusque-là entièrement dépendant de l'église serbe, confirme bien cette volonté de rompre le tandem « slavité-orthodoxie », dans la mesure où celui-ci est perçu comme vecteur d'influence russe et participe du projet commun de V. Poutine et du Patriarche russe Cyrille de cimenter le « monde russe ». De son côté, l'église russe cherche désormais à déstabiliser le pouvoir du Patriarcat Œcuménique.

Or, l'enjeu est majeur, car de la perpétuation de la prééminence spirituelle et institutionnelle grecque dans le monde orthodoxe dépend l'enrayement de la stratégie de puissance russe dans sa dimension religieuse – ce que Washington a parfaitement compris - mais aussi l'accès d'Athènes à un réseau international dense et performant.

### *La minorité grecque d'Ukraine*

Fondateurs de Marioupol en 1780 et comptant pour le quart de ses 400.000 habitants, les Grecs d'Ukraine sont établis précisément dans l'arc de crise allant d'Odessa au Donbass. Pour Athènes, l'enjeu est double : jouer un rôle leader dans leur protection et, par là-même, sceller son rapprochement avec cette communauté longtemps éloignée de la Grèce en raison du rideau de fer, afin d'acquérir un vecteur d'influence en Ukraine où la pénétration turque s'est considérablement accrue. En revanche, parce qu'ils vivent dans la zone où l'influence russe est historiquement importante, voire dominante, il n'est pas sûr que les Grecs d'Ukraine prêtent dans leur ensemble allégeance à Kiev. À cet égard, les communautés grecques de Crimée et de Donetsk semblent s'être accommodées de la tutelle russe. Le danger d'une fragmentation des Grecs d'Ukraine entre « pro-russes » et « pro-ukrainiens » est donc réel<sup>12</sup>. En outre, il est difficile de prévoir quelle sera la future répartition géographique des Grecs entre zones contrôlées par Kiev et par Moscou.

Devant ces incertitudes, la posture résolument pro-ukrainienne d'Athènes suscite des questionnements : si les territoires où vivent les Grecs finissent sous contrôle russe, le lien avec cette

---

<sup>12</sup> À cet égard, le choix de V. Zelenski de présenter devant le parlement hellénique deux membres du bataillon Azov prétendument d'origine grecque n'est pas anodin a suscité de vives critiques.

communauté résistera-t-il à un second rideau de fer, à l'heure où la Grèce réunit toutes les conditions pour être qualifiée de pays inamical par la Russie ?

### **Quelles perspectives ?**

Le conflit ukrainien conforte la stratégie grecque de ces dernières années : celle de sortir d'un « provincialisme turco-centré » pour se positionner plus largement comme un réceptacle, producteur et redistributeur de sécurité, capable de façonner les évolutions régionales à travers de nouvelles alliances et un outil militaire crédible. Néanmoins, la Grèce se doit d'accroître sa vigilance car son voisin, révisionniste, entre dans une phase d'incertitude, donc de dangerosité. C'est à ce niveau que le conflit ukrainien change la donne par son effet accélérateur et amplificateur.

Le prolongement de la guerre restreint l'espace propice à l'ambivalence stratégique et au transactionnalisme, qui procurent à Ankara sa liberté d'action. Si l'on peut s'attendre à ce qu'elle adapte progressivement sa stratégie à cette réalité, la Turquie doit néanmoins se résoudre à travailler sa reconnexion au dispositif stratégique occidental. En effet, sa transition vers « l'auto-suffisance stratégique », qui lui aurait épargné ces difficultés, n'a pas été pleinement achevée à ce jour, y compris en raison de la synergie franco-hellénique. À cela s'ajoutent les élections prévues en 2023 qui exigent du président turc des succès. À défaut d'un bilan positif, sera-t-il tenté par une action contre la Grèce ou Chypre<sup>13</sup>, dont l'idée devient de plus en plus consensuelle parmi l'élite politique turque ?

---

<sup>13</sup> Notamment par une annexion de la partie occupée de Chypre.



Il a montré ces dernières années qu'il en serait capable et le conflit ukrainien ne semble pas avoir rendu prohibitif pour Ankara le coût du révisionnisme et de l'utilisation de la force comme mode d'exercice de la politique étrangère.

La Turquie aspire depuis longtemps - notamment par la menace militaire - à une refonte de ses relations avec la Grèce, qui lui permettrait de consacrer un rapport de force qu'elle considère comme ayant évolué en sa faveur au cours des dernières décennies. Elle pourrait bien percevoir le contexte actuel de recomposition des rapports internationaux comme une occasion d'atteindre enfin cet objectif. En outre, cela désamorcerait la tentative de la Grèce de s'extirper de sa situation d'éternel otage stratégique de la Turquie, tentative dont le succès est une condition sine qua non à la réussite de la stratégie régionale grecque. C'est précisément cette situation dangereuse et les choix qu'elle implique que le chef d'État-major grec a voulu décrire en déclarant que « nous préférons être à table que figurer au menu »<sup>14</sup>. D'où la stratégie d'enrayement de cette mécanique turque par le renforcement et la diversification du « portefeuille sécuritaire » grec, dans laquelle le partenariat franco-hellénique s'inscrit pleinement, mais qui n'est pas encore accomplie en matière de réarmement.

Les modalités d'une reconnexion turco-occidentale sont donc l'enjeu central pour Athènes et Nicosie qui ne souhaitent pas devenir la monnaie d'échange de cette reconnexion au nom de l'urgence stratégique. De ce point de vue, on peut s'attendre à ce que la Grèce poursuive le renforcement de sa sécurité pour neutraliser le harcèlement stratégique turc et discréditer le postulat d'« exceptionnalisme est-méditerranéen », porté par la Turquie, et qui exige l'application de règles alternatives au

---

<sup>14</sup> Lors du Forum Économique de Delphes, le 8 avril 2022.

détriment du droit conventionnel. À défaut, la perpétuation de l'ambiguïté turque est probablement préférable pour Athènes : son zèle sur la question ukrainienne lui permettra-t-elle de faire contraste avec Ankara et rester la « valeur sûre » de la région, dans le but de percevoir des « dividendes géopolitiques » et de sanctuariser ses frontières.

Ainsi, s'il l'on pouvait s'attendre à ce que la complexité et le télescopage des enjeux suscités par le conflit ukrainien donnent lieu à une position la plus pondérée possible, ce sont précisément ces enjeux qui ont poussé Athènes à épouser intégralement la dialectique américaine sur le conflit ukrainien, en espérant faire de cette crise l'occasion d'un bon géopolitique qualitatif. Le choix semble à premier abord pertinent, puisque le rôle d'interface énergétique, stratégique et économique entre l'Europe et la Méditerranée orientale suppose devenir le nœud des intérêts européens et américains dans la région, ce qui n'est pas chose aisée. Or, le conflit ukrainien a accru la convergence stratégique entre Europe et États-Unis, a diminué une Allemagne traditionnellement proche d'Ankara, et n'a pas conduit à un « ré-appropriement stratégique » de la Turquie qui aurait de nouveau fait d'elle la pièce maîtresse du dispositif occidental dans la région. En fond de crise énergétique, Athènes a donc perçu cette situation comme une rare occasion d'impulser son agenda ; dès lors, sa posture sur le conflit ukrainien ne pouvait être différente.

En revanche, ce choix ambitieux sera éprouvé par trois grandes inconnues. D'abord, la nature des futures relations russo-occidentales, qui déterminera le coût pour la Grèce de la sortie de sa position traditionnelle à l'égard de la Russie. Ensuite, les choix de la Turquie d'ici aux élections prévues en 2023 et la situation qui sera issue de celles-ci.

Enfin, la question de savoir qui, entre Turcs et Occidentaux, finira par avoir la haute main sur la définition des modalités de la réorganisation de leurs rapports stratégiques.

*Publié en juin 2022, par la FMES*

## **Aspects navals du conflit en Ukraine : la mer Noire n'est pas encore un lac russe**

*Par Arnaud PEYRONNET, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO).*

La conquête du littoral ukrainien et des ports associés, ainsi que le contrôle total du nord de la mer Noire sont des objectifs essentiels pour Moscou dans son conflit avec l'Ukraine. Il s'agit pour le Kremlin de faire de la mer d'Azov une mer intérieure totalement contrôlée par la Russie. Cet objectif apparaissait aisé, la flotte ukrainienne ayant perdu la majorité de ses unités en 2014 lors de l'invasion de la Crimée<sup>1</sup>.

### **Une volonté russe de contrôler l'ensemble du littoral ukrainien**

Dès la mi-février 2022, les forces navales russes s'étaient entraînées à bloquer le littoral ukrainien de la mer d'Azov en fermant le détroit de Kerch, ainsi que les espaces maritimes autour de la Crimée annexée. La conquête de Marioupol et Berdiansk, villes industrielles dont les ports sont essentiels pour les exportations de céréales ou d'acier produits dans l'Est de l'Ukraine<sup>2</sup>, était dès lors nécessaire pour s'assurer du contrôle de la mer d'Azov. Ainsi, après sa conquête, le port de Berdiansk a été utilisé comme un point logistique majeur par l'armée russe pour y débarquer du matériel. Il a été utilisé par une dizaine de bâtiments militaires russes faisant la navette avec les ports militaires<sup>3</sup> de la

---

<sup>1</sup> Sans compter le sabordage dans le port de Mykolaiv de la frégate *Sahaidachny*, seul bâtiment de 1<sup>er</sup> rang de la marine ukrainienne, afin d'empêcher les forces russes de s'en emparer. *The Independent*, 06/03/2022.

<sup>2</sup> *Le Figaro*, 05/03/2022.

<sup>3</sup> Sébastopol et Novorossisk. *Navy lookout*, 28/03/2022.

région afin de ravitailler les forces terrestres sur les lignes de front. Au mois de mai, la prise de Marioupol a permis une continuité territoriale entre les forces russes venues de la Crimée annexée, qui avaient déjà pris possession des ports de Berdiansk et Kherson, et celles venant du Donbass. Le contrôle de la mer d'Azov par Moscou a été achevé en mai 2022. Cet espace maritime est stratégique pour Moscou car il relie la mer Noire au cœur de l'hinterland russe ; vu de Moscou, il ne pouvait donc souffrir d'une quelconque menace<sup>4</sup> sur ses rivages. La mer d'Azov relie en effet la riche vallée du Don à la mer Noire et, depuis l'ouverture en 1952 du canal Don-Volga, permet également de connecter la mer Noire à la Caspienne, elle-même reliée à la Baltique et à la mer Blanche. Cet accès à la mer Caspienne est d'autant plus important que cet espace sert de plateforme de tirs de missiles de croisière navals contre toute menace pouvant venir du Moyen-Orient<sup>5</sup> ou d'Asie centrale.

En parallèle, les forces russes ont exercé un blocus de la région d'Odessa pour isoler Kiev tout en ayant l'objectif final de s'emparer de l'ensemble du littoral ukrainien. Le contrôle de la façade maritime ukrainienne au Sud de la Crimée reste en effet un objectif de Moscou, afin de relier cette péninsule à la Transnistrie<sup>6</sup>, de contrôler Odessa, voire le canal Danube/mer Noire, qui est lui-même relié au canal Rhin/Danube, vital pour le trafic Est/Ouest à destination de l'Europe. La ville portuaire d'Odessa, essentielle pour le commerce extérieur et l'ouverture de l'Ukraine sur la mer Noire, est ainsi un objectif important pour Moscou qui a depuis le

---

<sup>4</sup> La Russie craignant l'établissement d'une base navale ukrainienne pro-occidentale sur la mer d'Azov.

<sup>5</sup> Elle a ainsi permis en 2015 à la marine russe d'y effectuer des frappes contre des cibles terrestres de Daech en Syrie.

<sup>6</sup> Région au sein de laquelle sont basés entre 1 500 et 3 000 soldats russes depuis 1992, sans compter les supplétifs pro-russes locaux.

début du conflit imposé un blocus quasi complet<sup>7</sup> à cette région. Des rumeurs de débarquement amphibie russe près d'Odessa ont ainsi émaillé les premières semaines du conflit, de 8 à 13 navires amphibies patrouillant ponctuellement au large de cette région<sup>8</sup>. Toutefois, Moscou n'a effectué que des gesticulations amphibies limitées qui n'ont réussi qu'à fixer des troupes ukrainiennes en anticipation d'un hypothétique débarquement<sup>9</sup>. Dans tous les cas, la perte du navire amphibie Orsk le 24 mars à Berdiansk et surtout le naufrage du croiseur Moskwa le 14 avril, ont rendu cette possibilité de plus en plus illusoire, l'Ukraine reprenant finalement le contrôle partiel de ses espaces maritimes.

## **Des impacts inédits sur le trafic commercial**

Ces opérations russes dans le nord de la mer Noire ont eu pour conséquences une réduction drastique de la liberté de navigation mais aussi l'utilisation de l'arme alimentaire par Moscou pour faire avancer ses buts de guerre.

La liberté de navigation en mer Noire a été réduite dès le début du conflit. Le 24 février 2022, le Yasa Jupiter, vraquier turc, a subi des tirs au large d'Odessa. Le lendemain, deux navires de commerce ont été touchés par des tirs de missiles, également au large d'Odessa (Namura Queen battant pavillon panaméen et Millennium Spirit battant pavillon moldave). Le 26 février, la marine russe a notifié à la navigation commerciale qu'en raison des opérations militaires en cours, celle-ci devait quitter la zone s'étendant du delta du Danube à Odessa pour se diriger vers le

---

<sup>7</sup> Le trafic maritime marchand a été dissuadé de se rapprocher de l'Ukraine au travers d'avertissements massifs sur les dangers liés aux combats, de patrouilles navales fréquentes et surtout de frappes directes contre certains navires civils.

<sup>8</sup> *The Maritime Executive*, 03/03/2022.

<sup>9</sup> *Naval News*, 20/03/2022.

Bosphore<sup>10</sup>. Le Banglar Samriddhi, sous pavillon du Myanmar, a été touché le 2 mars alors qu'il était au mouillage, faisant 1 mort. Le Helt, sous pavillon panaméen, a quant à lui coulé le 3 mars après avoir heurté une mine<sup>11</sup>. Deux navires ainsi qu'un remorqueur ukrainien (Afina, Princess Nicol et Sappfir) ont par ailleurs été arraisonnés par la marine russe fin février près de l'île aux Serpents<sup>12</sup>. La mer d'Azov, les ports ukrainiens et l'ensemble du nord de la mer Noire ont été qualifiés de zones de quasi-guerre par l'association internationale des travailleurs du transport maritime. La navigation sur la mer d'Azov a quant à elle été suspendue par la Russie au moment du déclenchement du conflit<sup>13</sup>; 200 à 300 navires de différentes nations ont été bloqués dans le nord de la mer Noire depuis le début du conflit<sup>14</sup> et, si les risques d'interférences GPS ou AIS, d'attaques cyber sont particulièrement présentes dans le Nord de la mer Noire, c'est surtout la menace constituée par les mines dérivantes qui reste la plus prégnante, y compris près du Bosphore. Selon les autorités russes, plusieurs centaines de mines « venant des ports ukrainiens » auraient dérivé dans l'ouest de la mer Noire<sup>15</sup>, ce qui a été réfuté par Kiev. Les autorités turques n'ont détecté, fin mars, que deux mines dérivantes au large du Bosphore<sup>16</sup>, obligeant toutefois Ankara à déployer deux chasseurs de mines, un patrouilleur et un avion de patrouille maritime pour traiter cette menace<sup>17</sup>.

Cette crise a par ailleurs engendré une concentration du trafic maritime sur les côtes roumaines, bulgares et turques. Les grandes compagnies maritimes ont drastiquement limité leurs échanges

---

<sup>10</sup> *Naval News*, 27/02/2022.

<sup>11</sup> *Mer et Marine*, 03/03/2022.

<sup>12</sup> *Naval Today*, 28/02/2022.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> *Opex360*, 17/03/2022.

<sup>15</sup> *Reuters*, 21/03/2022.

<sup>16</sup> *Hurriyet*, 27/03/2022.

<sup>17</sup> *Naval news*, 27/03/2022.

avec l'Ukraine et la Russie, à l'instar des compagnies Maersk, CMA/CGM, MSC, Hapag-Lloyd à partir du 1er mars<sup>18</sup>, obligeant les navires à trouver de nouveaux ports pour y débarquer/embarquer leurs marchandises. Le port de Constantza, en Roumanie, est ainsi devenu une nouvelle plaque tournante pour les cargaisons<sup>19</sup> à destination ou provenant d'Ukraine. Le blocus russe de la côte ukrainienne, et notamment d'Odessa, empêche les exportations céréalières d'Ukraine vers l'étranger, pouvant alimenter une crise alimentaire mondiale, Russie et Ukraine se partageant un tiers du marché d'exportation du blé. Cette situation pousse désormais les États-Unis, le Royaume-Uni et quelques pays européens, comme la Lituanie, à vouloir y mettre en place des couloirs maritimes humanitaires afin d'assurer la liberté de navigation des navires céréaliers. La Lituanie a proposé de créer une coalition navale de nations volontaires<sup>20</sup>, potentiellement composée de pays riverains de la mer Noire, dont la Turquie, pour briser le blocus imposé aux ports ukrainiens même si les États-Unis privilégient de leur côté la livraison de missiles antinavires à Kiev pour maintenir les bâtiments russes à distance. La question des couloirs maritimes humanitaires, si elle présente un risque d'escalade avec la Russie, reste par contre une opportunité stratégique pour la Turquie afin d'affermir son rôle dans la région tout comme au sein de l'Alliance. L'instrumentalisation de ces couloirs<sup>21</sup> par Moscou, afin de lancer des opérations contre le littoral ukrainien, n'est pas non plus à exclure à terme, la guerre de l'information faisant rage entre les belligérants.

---

<sup>18</sup> *Offshore Energy Biz*, 02/03/2022.

<sup>19</sup> Le plus grand port de la mer Noire, qui voit passer 67 millions de tonnes de marchandises par an subit une surcharge de conteneurs depuis le début de la guerre. *Le Monde*, 14/03/2022.

<sup>20</sup> *Opex360*, 24/05/2022.

<sup>21</sup> Au travers d'actions sous fausses bannières pour décrédibiliser le principe de tels couloirs maritimes.



## **Le retour de la Turquie comme pivot géostratégique du flanc sud de l'OTAN**

Face à l'absence de bâtiments occidentaux en mer Noire depuis le début du conflit en Ukraine<sup>22</sup>, afin de limiter les risques d'escalade et de co-belligérance vis-à-vis de Moscou, la Turquie s'est imposée dans un rôle de premier plan sur le flanc sud-est de l'Europe.

Aucune unité navale occidentale n'a en effet franchi les détroits turcs depuis fin février et l'exercice Sea Shield prévu en mer Noire début avril a été annulé<sup>23</sup>. Compte tenu du niveau de tension entre la Russie, l'Europe et les États-Unis, ainsi que la situation sécuritaire dégradée en mer Noire, les marges de manœuvre navale y sont devenues extrêmement réduites et les risques de frictions importants. Pour éviter de nouvelles frictions entre la Russie et le bloc occidental, tout en évitant tout renforcement supplémentaire des forces navales russes en mer Noire, la Turquie a décidé<sup>24</sup> d'invoquer des articles particuliers de la Convention de Montreux de 1936 qui, en cas de guerre, permettent à Ankara de réguler le transit de bâtiments de guerre dans les détroits turcs et surtout de bloquer les bâtiments des nations parties au conflit. La Turquie n'avait invoqué de telles dispositions qu'une fois, lors de la 2ème guerre mondiale, pour empêcher les bâtiments des puissances de l'Axe d'entrer en mer Noire<sup>25</sup>. L'article 20 de cette convention dispose ainsi que si la Turquie s'estime menacée d'un danger de guerre imminent, elle est autorisée à appliquer l'article 21 qui indique que le transit de navires de guerre dans les détroits est à la

---

<sup>22</sup> Excepté les marines roumaine et bulgare.

<sup>23</sup> *Mer et Marine*, 27/02/2022.

<sup>24</sup> La Turquie a interdit le 28 février le passage du Bosphore et du détroit des Dardanelles à tous les bâtiments de guerre, riverains ou non de la mer Noire, a annoncé le ministre turc des affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu. *La Croix*, 28/02/2022.

<sup>25</sup> *Wall Street Journal*, 27/02/2022.

discrétion complète du gouvernement turc<sup>26</sup>. L'article 19 permet cependant aux pays riverains des parties au conflit de faire revenir dans leurs ports bases, via les détroits turcs, les bâtiments qui s'en étaient éloignés. Les bâtiments russes présents en Méditerranée et appartenant à la flotte de la mer Noire peuvent donc transiter dans les détroits pour y revenir tandis que les bâtiments des autres flottes russes présentes en Mer noire peuvent aussi les franchir pour rallier leurs ports bases ailleurs en Russie<sup>27</sup>. De plus, comme l'appartenance de tel ou tel bâtiment à une flotte dépend de l'État à qui il appartient, Moscou peut librement changer l'affectation de ses bâtiments. La portée immédiate de la déclaration turque est donc limitée et ne contraint finalement que le transit de nouvelles forces russes n'appartenant pas à la flotte de mer Noire. Quatre bâtiments russes non originaires de la mer Noire, mais à destination de celle-ci, ont ainsi annulé leur transit dans les détroits turcs suite à l'annonce turque<sup>28</sup>.

Cette situation a propulsé la Turquie au centre de l'échiquier géopolitique régional en capitalisant sur son rôle de gardienne des détroits. Elle est redevenue un allié indispensable sur le front sud-est de l'OTAN et a donné des gages importants aux États-Unis, alors même que les relations entre Washington et Ankara étaient restées tendues depuis l'élection du président Biden. Dans ce contexte et après avoir reçu l'autorisation tacite des États-Unis pour être équipée de nouveaux chasseurs F-16V<sup>29</sup>, la Turquie utilise désormais sa position de force au sein de l'Alliance pour ralentir le processus d'adhésion de la Finlande et la Suède afin de soutirer d'autres avantages à ses alliés et éviter de provoquer davantage la Russie, sa voisine en mer Noire.

---

<sup>26</sup> *Naval News*, 28/02/2022.

<sup>27</sup> Ces transferts restent par contre théoriquement définitifs, jusqu'à la fin du conflit.

<sup>28</sup> *Deutsche Welle*, 28/02/2022.

<sup>29</sup> *Washington Post*, 19/05/2022.

Ce contexte va sans doute accélérer le renforcement des activités navales turques dans le sud de la mer Noire. Les déploiements navals turcs y étaient déjà devenus plus conséquents et se focalisaient sur l'affirmation de la souveraineté turque sur le champ gazier offshore de Sakarya<sup>30</sup> qui permettra à Ankara de limiter à terme sa dépendance au gaz russe<sup>31</sup>. La crise russo-ukrainienne et le défi russe porté en mer Noire devraient accroître la présence navale turque dans cette zone, à la fois pour préserver ses intérêts géoéconomiques, défendre sa conception d'équilibre entre puissances maritimes riveraines<sup>32</sup> et faire-valoir son rôle de pivot essentiel au sein de l'Alliance. Son implication dans de potentielles escortes de navires céréaliers en provenance d'Ukraine renforcerait d'autant plus son rôle de médiateur et de pivot géopolitique entre les deux blocs. Dans tous les cas, cet intérêt renouvelé d'Ankara pour la mer Noire pourrait a contrario limiter à court terme les velléités turques en Méditerranée car sa marine ne peut être partout active en même temps.

### **Une domination navale russe en mer noire contestée**

Si les opérations russes en mer Noire ont été facilitées par une concentration initiale inédite de forces, le rapport de forces s'est progressivement équilibré entre les belligérants, notamment grâce à l'utilisation de nouveaux systèmes d'armes dans l'espace maritime par l'Ukraine. En revanche, puisqu'aucune unité occidentale n'est présente en mer Noire depuis le début du conflit, c'est la Méditerranée qui est progressivement devenue l'antichambre des frictions russo-occidentales.

---

<sup>30</sup> D'un potentiel de 540 milliards de m<sup>3</sup>.

<sup>31</sup> 45% des importations turques de gaz viennent de Russie. *Al Monitor*, 21/04/2022.

<sup>32</sup> La conquête de la Crimée et de la façade maritime ukrainienne donnerait ainsi le contrôle total du Nord de la mer Noire à la Russie.

Dès le début des hostilités, 26 bâtiments de la marine russe ont été mobilisés en mer Noire pour entraver l'accès aux côtes ukrainiennes et prendre à revers les forces adverses sur leur façade maritime<sup>33</sup>. Certaines de ces unités ont effectué des frappes par artillerie et missiles de croisière de type Kalibr sur des positions terrestres ukrainiennes<sup>34</sup>, notamment l'île aux Serpents dès le 25 février<sup>35</sup>. Cet effort naval russe n'a toutefois pu être réalisé que grâce à des bascules d'effort des flottes du Nord, de la Baltique et du Pacifique au profit de la flotte de la mer Noire<sup>36</sup>.

Cependant, et malgré un avantage quantitatif indéniable, la marine russe a subi des revers de plus en plus conséquents, érodant inexorablement ses opérations navales dans le nord de la mer Noire. Ainsi, un patrouilleur de type Raptor a été frappé le 22 mars au large de Marioupol par un missile anti-char tiré de la côte<sup>37</sup>. Le 24 mars, c'est le navire amphibie Orsk qui a été coulé alors qu'il était amarré au port de Berdiansk<sup>38</sup>. Le 4 avril, l'Ukraine a revendiqué une attaque sur la frégate russe Essen, avec des missiles antinavires de type Neptune<sup>39</sup>. Selon l'agence d'information russe Tass, cette frégate aurait d'ailleurs abattu un drone bayraktar TB2 le 12 avril alors que celui-ci effectuait une mission de reconnaissance et de ciblage<sup>40</sup>. Le 13 avril, c'est le navire

---

<sup>33</sup> Pression sur les ports d'Odessa, de Yuzhny et Ochakiv, ce dernier abritant le QG de la 5<sup>ème</sup> brigade ukrainienne des forces de surface. *Janes*, 25/02/2022.

<sup>34</sup> *Mer et Marine*, 27/02/2022.

<sup>35</sup> Cette île est symbolique pour les belligérants. Elle est située près du delta du Danube, à proximité de la Roumanie et permet de délimiter les eaux territoriales ukrainiennes. Le contingent ukrainien de cette île avait été ciblé par des tirs d'artillerie du croiseur russe *Moskva* et de la corvette *Bykov*. La conquête de cette île a pu permettre à la Russie d'y établir une position A2/AD (*anti-access/area denial*) afin de contrer toute velléité d'intervention occidentale à partir du flanc Sud de l'Ukraine.

<sup>36</sup> Une douzaine de bâtiments de différentes flottes est ainsi venue renforcer la flotte de la mer Noire.

<sup>37</sup> *Opex360*, 14/04/2022.

<sup>38</sup> *Al Monitor*, 22/04/2022.

<sup>39</sup> Missile ukrainien d'une portée de 280 km avec guidage radar actif, dont les premiers essais remontent à 2018 et les premières livraisons à 2021.

<sup>40</sup> *Navy recognition*, 26/04/2022.

amiral de la Flotte de la mer Noire, le croiseur anti-aérien Moskwa, qui a été frappé par deux missiles antinavires ukrainiens Neptune, avant de couler le lendemain. La perte de ce bâtiment a constitué un véritable aveu d'échec<sup>41</sup> pour la marine russe, dont les conséquences pourraient se répercuter jusqu'en Méditerranée, ce bâtiment ayant été déployé par le passé pour la défense anti-aérienne au large des bases russes de Syrie. Cette perte reste cependant à relativiser, la marine russe ayant depuis longtemps fait l'effort sur ses unités capables de tirer des missiles de croisière de type Kalibr. Cependant, ce naufrage et les nouvelles capacités de frappe à distance démontrées par les Ukrainiens ont conduit les Russes à davantage de prudence dans leurs opérations navales le long des côtes du sud de l'Ukraine, Kiev essayant d'y instaurer progressivement un déni d'accès<sup>42</sup> pour empêcher toute tentative d'opération amphibie russe et pour y alléger le blocus imposé par Moscou. Les bâtiments russes qui au début du conflit patrouillaient au large d'Odessa, restent désormais au plus près de la côte de Crimée pour être plus éloignés des côtes ukrainiennes, compliquer le ciblage, et rester protégés par la défense aérienne de la péninsule<sup>43</sup>.

Le volet naval de ce conflit a en outre fait émerger le drone comme système d'arme efficace pour la protection d'espaces maritimes contestés. Ainsi, l'utilisation d'un drone TB2 pour frapper opportunément l'Orsk alors qu'il débarquait du matériel à Berdiansk reste une hypothèse crédible<sup>44</sup>. De même, les frappes sur le Moskwa pourraient avoir profité d'un ciblage préalable conduit

---

<sup>41</sup> Outre son nom symbolique, c'est le premier bâtiment de 1<sup>er</sup> rang à être coulé lors d'opérations de combat depuis la guerre des Malouines en 1982.

<sup>42</sup> Les États-Unis ayant d'ailleurs l'intention de livrer, via le Danemark, de nouveaux missiles antinavires, probablement de type *Harpoon*, à l'Ukraine. *Naval News*, 22/05/2022.

<sup>43</sup> *Naval News*, 11/05/2022.

<sup>44</sup> *Navy lookout*, 28/03/2022.

par un drone du même type<sup>45</sup>. Ces deux actions constitueraient les premiers usages avérés de tels systèmes d'armes en temps de guerre dans le domaine maritime, tant en haute mer qu'au-dessus d'une zone portuaire. La communication ukrainienne sur ce sujet reste évasive, sans doute pour ne pas mettre la Turquie, pays constructeur du TB2, en difficulté vis-à-vis de Moscou. Le 2 mai, Kiev a de nouveau assuré avoir détruit deux patrouilleurs de type Raptor près de l'île aux Serpents avec au moins un drone TB2<sup>46</sup>. Le 7 mai, c'est une embarcation amphibie russe qui aurait été coulée par un TB2 près de la même île<sup>47</sup>. Le 8 mai, deux autres patrouilleurs de type Raptor auraient de nouveau été touchés. La Russie a d'ailleurs redoublé d'énergie pour tenter de mettre des systèmes sol-air sur cette île afin d'en empêcher l'approche aux drones TB2<sup>48</sup>. Les exemples d'irruption du drone dans le combat naval se sont donc multipliés à l'occasion de ce conflit.

La fermeture des détroits turcs pourrait enfin impacter sur le long terme les opérations russes en Méditerranée et surtout contrer les ambitions russes dans cette région<sup>49</sup>. La flotte de la mer Noire étant désormais bloquée, il revient aux flottes de la Baltique, du Nord ou du Pacifique la lourde charge de ravitailler les bases russes en Syrie, allongeant<sup>50</sup> considérablement les lignes logistiques par voie maritime, sauf à utiliser massivement des navires civils affrétés. De nombreux bâtiments russes sont en effet toujours en Méditerranée

---

<sup>45</sup> *Navy Lookout*, 15/04/2022.

<sup>46</sup> *Opex360*, 02/05/2022.

<sup>47</sup> *Huffington Post*, 07/05/2022.

<sup>48</sup> *Naval News*, 11/05/2022.

<sup>49</sup> L'accès russe à la Méditerranée a influencé la stratégie russe depuis plus de trois siècles, certains courants impérialistes russes ayant même, par le passé, envisagé d'annexer le Bosphore et les Dardanelles. Ces détroits étaient d'ailleurs fermés à la Russie et ses alliés pendant la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale. *Foreign Policy, Research Institute, Nicholas J. Myers*, 04/03/2022

<sup>50</sup> La distance entre Sébastopol et Tartous est d'environ 1100 milles nautiques contre 4200 milles avec Kaliningrad, sur la Baltique, 4900 nautiques pour Mourmansk, sans parler des 8300 nautiques pour Vladivostok.

orientale, dans l'attente d'une éventuelle réouverture des détroits turcs. Cette présence opérationnelle permanente de la Russie en Méditerranée, d'habitude constituée d'une dizaine de bâtiments, a été doublée depuis février dans la perspective du déclenchement des hostilités en Ukraine. Ce dispositif s'étend désormais au large de la Crète et en mer Egée, afin de surveiller les forces occidentales présentes dans l'axe d'entrée des détroits turcs. Faute de pouvoir effectuer des bascules d'effort entre la Méditerranée et la mer Noire, et afin de ne pas mettre la marine turque en situation difficile en mer Noire, le face à face naval entre l'OTAN et la Russie s'est donc déplacé en Méditerranée, véritable antichambre du conflit en mer Noire<sup>51</sup>. Des actions coup de poing<sup>52</sup> de la marine russe en Méditerranée restent possibles afin d'accentuer, si besoin et selon l'évolution des combats terrestres en Ukraine, la pression sur le camp occidental. Toutefois, ces opérations de la marine russe, pour des raisons d'élongation et de soutenabilité, seront sans doute difficiles à tenir dans la durée, ce qui devrait laisser à terme le champ libre aux forces occidentales.

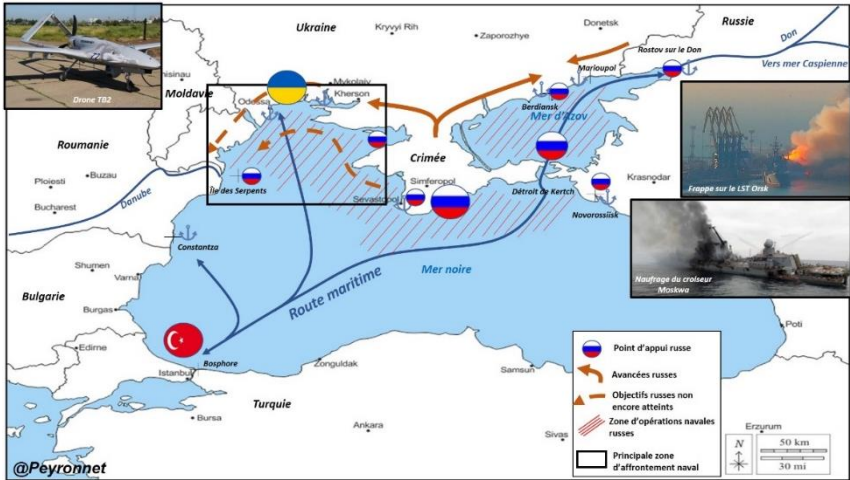
La crise ukrainienne a de nouveau mis en évidence l'ambition historique russe d'un contrôle exclusif des rivages de la mer Noire afin de protéger son hinterland. Cette crise et sa prolongation dans les espaces maritimes, a bouleversé le trafic commercial en remettant en cause le principe même de liberté de navigation. Les appels pour restaurer cette liberté de navigation, notamment pour assurer les exportations en provenance d'Ukraine, se font de plus en plus pressants. Ce sujet constituera sans doute un point majeur des futures négociations et un nouveau point de friction avec Moscou. Enfin, ce conflit a mis en exergue l'utilisation des drones

---

<sup>51</sup> *Le Monde*, 26/04/2022.

<sup>52</sup> Allant de la démonstration massive de forces de chasseurs venant de Syrie, de simulation de tirs de missiles antinavires, à des arraisonnements de navires marchands et à des manœuvres nautiques agressives cherchant à provoquer un incident.

armés dans le domaine naval, faisant apparaître ce système d'armes comme un véritable outil de parité stratégique, alors même que le déséquilibre des forces était patent en début de conflit.



Publié le 29 juin 2022 par l'institut FMES





**COMPTES RENDUS DE COLLOQUES  
ORGANISES PAR L'INSTITUT FMES**

## **La Turquie au cœur d'un nouveau contexte stratégique**

La Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES) et l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM) ont coorganisé un colloque sur la Turquie à l'Espace Ronarch (Toulon), en présence d'un public d'experts et d'institutionnels concernés par l'évolution de la stratégie turque dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine.

### Table ronde n°1

Débat modéré par Pierre Razoux, Directeur académique de l'Institut FMES. La table ronde rassemblait Sömbül Kaya, chercheuse Turquie à l'IRSEM, Elise Massicard, politologue et spécialiste de la Turquie et Jean-François Pérouse, géographe et turcologue, membre de l'Institut français d'études anatoliennes. La problématique de cette table ronde portait sur les questions intérieures et de sécurité sous l'AKP.

### Table ronde n°2

Débat modéré par Sömbül Kaya. Intervenants : Marie Jégo, correspondante du journal Le Monde en Turquie, Yohanan Benhaim, chercheur à l'Institut français d'études anatoliennes et Jean Marcou, professeur à l'IEP de Grenoble. Cette seconde table ronde analysait le positionnement régional de la Turquie, de même que les tensions et dynamiques conflictuelles dans son voisinage.

### Table ronde n°3

Le débat modéré par Thomas Delage, rédacteur en chef adjoint au magazine Diplomatie. Intervenants : Dorothée Schmid, membre de l'IFRI et Emmanuel Dreyfus, chercheur à l'IRSEM.

Cette dernière table ronde portait sur les questions extérieures et stratégiques, et notamment la relation de la Turquie à l'UE, à l'OTAN, aux États-Unis, à la Russie, à l'Afrique et à la Chine.

## **Questions intérieures**

### *Situation en politique intérieure avant la crise ukrainienne*

L'événement majeur de 2023 : la Turquie va vers des élections présidentielles et législatives

1923 – 2023 : centième anniversaire de la création de la république de Turquie ; en prévision de cette commémoration, la question de la stabilité intérieure est centrale : il faut un régime fonctionnel, respecté et des prises de décisions efficaces.

La présidentialisation des institutions est un enjeu central des prochaines élections : l'opposition s'est consolidée autour d'une coalition qui souhaite promouvoir un changement constitutionnel (autour d'un parlementarisme renforcé et d'une redistribution des pouvoirs).

La côte de popularité du président baisse : l'AKP avait obtenu 42,5% aux dernières législatives et générales (2018), aujourd'hui on estime qu'il remporterait 25 à 30 % des voix au premier tour du scrutin ; forte augmentation de la part des indécis (15 à 20 % des sondés).

Il n'y a pas encore eu de désignation de candidats pour la présidentielle comme pour les législatives du côté de l'opposition. Concernant l'opposition, il est nécessaire de se pencher sur la question du seuil électoral ; pour avoir des sièges au parlement, il faut avoir 10% des suffrages au niveau national (seuil qui a récemment été abaissé à 7% pour favoriser les partis nationalistes

et la fragmentation des partis d'opposition). Dans quelle mesure les partis d'une coalition très fragmentée peuvent-ils créer une coalition crédible ?

Bien que l'offre politique se pluralise, nous n'assistons pas à un rajeunissement de la classe politique au niveau national. L'émergence de figures plus jeunes se constate toutefois au niveau local (exemple du maire d'Istanbul peu connu jusqu'à son élection).

Prévision des élections 2023 : Erdogan ne sera probablement pas réélu au premier tour et n'est pas certain de remporter le deuxième tour ; le jeu politique semble donc ouvert mais la remise en cause du déroulement normal du scrutin est possible.

Si Erdogan perd les élections. Continuité du renforcement de l'appareil de défense et poursuite d'une politique étrangère nationaliste et conquérante. La Turquie s'impose comme une puissance moyenne mondiale Elle ambitionne de concurrencer les autres puissances moyennes dont la France.

La place du conflit ukrainien dans la politique turque : le conflit ukrainien ne fait pas débat dans la politique turque : il y a consensus pour adopter une posture neutre et équilibrée, quelle que soit l'allégeance politique. L'absence de prise de position des partis kurdes surprend, mais pourrait évoluer en fonction de l'évolution du conflit.

Faible remise en cause de la politique étrangère de l'AKP : il existe un réel consensus sur la posture assertive de la Turquie, sur ses relations avec la Russie, sur la valeur du traité de Montreux sur les détroits et sur la nécessité de l'appliquer, renforcé par la guerre en Ukraine.

Conclusion : les questions internationales et intérieures sont extrêmement liées, et dépendent aujourd'hui en partie de l'évolution de la guerre en Ukraine.

### *Piliers économiques, agricoles et énergétiques*

Inquiétude économique : des secteurs importants de l'économie turque sont affectés à la fois par la crise économique et sanitaire comme par le conflit russo-ukrainien (logistique, import-export, textile, automobile, agroalimentaire, touristique). En 2001 : la Russie représentait 29% des exportations turques ; l'Ukraine représentait 12,5% des exportations turques. La crise économique est accompagnée d'une crise monétaire depuis 2018 : inflation très élevée, baisse du pouvoir d'achat, baisse de la valeur de la monnaie. Cette crise économique accentue les difficultés ; pour rappel, les exportations turques en 2020 : Moyen-Orient = 16% (principalement Irak), Europe = 48%, Reste du monde (dont Russie et Asie centrale) = 36% ;

Inquiétude énergétique : inquiétudes turques sur l'avenir du projet de la centrale nucléaire civile Akkuyu que devait construire la Russie

### *La place de l'armée dans la politique intérieure*

Dès 2015, accélération de la militarisation de la politique étrangère turque pour trois raisons :

1. Le très bon score du mouvement kurde en juin 2015 aux élections turques inquiète le pouvoir en place et s'appuie davantage sur l'armée pour contrer les Kurdes.

2. La frontière turco-syrienne devient un nouveau front turco-kurde ; les Kurdes sont soutenus par les États-Unis, ce qui inquiète l'AKP.
3. Le poids croissant du parti nationaliste MHP dans la coalition gouvernementale.

En parallèle, Erdogan a mis au pas l'armée. La tentative de coup d'État de 2016 a été utilisée par l'AKP pour renforcer considérablement les pouvoirs du président par rapport aux forces armées. L'autre objectif clé de l'AKP : professionnaliser davantage les forces armées turques.

Initiatives de l'AKP pour accroître son contrôle sur l'armée turque :

- La réforme organisationnelle des forces armées (elles conduisent à une subordination systématique des forces armées turques au pouvoir exécutif et au gouvernement) ;
- L'affaiblissement de l'autonomie et du rôle de l'armée par rapport aux autres acteurs sécuritaires (gendarmerie, police, services de renseignement) ;
- Le contrôle de l'armée turque en « l'occupant » par le recours aux opérations militaires extérieures.

Le Ministère de la Défense voit ses pouvoirs renforcés mais il n'est qu'une courroie de transmission avec Erdogan qui devient la clé de voûte du système.

Bien que le budget de l'armée augmente en termes réels, il donne une impression de stagnation une fois converti en dollars, en raison de la dévaluation de la livre turque.

Avec l'affaiblissement du poids de l'armée sur le théâtre intérieur, ce sont les forces spéciales qui se retrouvent en première ligne contre le PKK. L'armée est remise sur le devant de la scène dans les opérations extérieures.

## **Questions extérieures**

La politique du “zéro souci avec les voisins” menée par Ankara du temps d'Ahmet Davutoglu s'est avérée être un échec. Depuis 2015, la Turquie présente une politique extérieure offensive, avec une militarisation en expansion (déploiement de 2000 à 3000 hommes), ce qui a accru les tensions avec ses voisins, comme avec ses partenaires otaniens. Un de ces objectifs était de remettre en question la présence des acteurs globaux sur des zones régionales clés pour la Turquie : Russie et États-Unis. Depuis la guerre en Ukraine, la Turquie met en place une diplomatie très active pour se positionner comme un médiateur crédible.

### *Plan militaire*

Turquie – Ukraine : la Turquie affirme son ambition de développer son industrie de défense, notamment via la construction de drones. Elle connaît un déficit technique pour la réalisation de chasseurs et de chars (en attente de moteurs allemands) ; son partenariat avec l'Ukraine avait pour objectif de combler ces lacunes. Lorsque les Russes ont envahi l'Ukraine, ils ont bombardé les infrastructures des sociétés mixtes d'armement turco-ukrainiennes.

L'Ukraine a fait pression sur les Turcs pour qu'ils ferment l'accès aux détroits pour les navires de guerre russes, ce qu'ils ont fait en interdisant le transit de tous les navires de guerre non basés en mer Noire pour ne pas antagoniser la Russie.



La guerre en Ukraine favorise le rapprochement avec les pays « attentistes » en MEDOR et au Proche-Orient : Israël, Égypte, Pays du Golfe. Erdogan tente de redorer son blason auprès de l'OTAN en condamnant le comportement russe en Ukraine tout en proposant sa médiation à la Russie et à l'Ukraine et en maintenant ses liens commerciaux avec la Russie.

Les Turcs font de la guerre en Ukraine une opportunité pour leur diplomatie : est-ce que la Turquie ne sera pas finalement le principal bénéficiaire de la crise ukrainienne ?

Turquie – Syrie : dès 2017, la guerre en Syrie a permis une convergence avec la Russie et l'Iran (processus d'Astana) mais aussi la convergence avec Israël (contre le régime de Damas, contre l'Iran). L'impératif sécuritaire turc en Syrie est pris en compte par la Russie : contacts permanents entre les états-majors sur le terrain, zone de désescalade dans la zone kurde d'Afrin et dans la poche d'Idlib. La Russie domine largement la Turquie sur le dossier syrien et le processus d'Astana est bénéfique pour le Kremlin, car il peut exercer ainsi une pression militaire sur Ankara (reprise des combats à Idlib, entraînant des morts chez les soldats turcs et un flux de migrants supplémentaires en Turquie).

Transformation totale de la population à la frontière turco-syrienne : celle-ci est désormais plus syrienne et arabophone que turque

Turquie – Irak : les exportations turques sont en stagnation (y compris pour l'agriculture). L'Irak est le principal importateur de blé (25 milliards de gain pour la Turquie entre 2003 et 2019), notamment les provinces transfrontalières.

Dans les territoires contrôlés par les Kurdes d'Irak, l'économie est entièrement tournée vers la Turquie. Les objectifs turcs visent à :

- Redessiner la frontière en cloisonnant l'Irak, la Syrie et la Turquie (construction d'un mur) avec un embargo économique qui obligerait ces deux pays à commercer uniquement avec Ankara;
- À transformer les dynamiques démographiques à la frontière (départ volontaire à cause de la guerre + déplacement forcé de population) ;
- À intégrer des terres irakiennes aux territoires turcs (environ 12 000 km<sup>2</sup>) ;
- A mettre en place une tutelle administrative et financière (système de protectorat avec une dépendance financière irakienne à la Turquie + partenariat sécuritaire obligatoire);
- A affaiblir le PKK en Turquie et en Irak ; intensification des frappes de drones contre des responsables du PKK en Irak et en Syrie.

Turquie – Karabagh : l'analyse des alliances Russie-Arménie contre Turquie-Karabagh est à repenser. L'issue du conflit du Haut-Karabagh est une victoire pour Moscou et Ankara, et offre un nouveau condominium entre les deux pays. Si l'Arménie est sécurisée par la Russie, ce lien n'est aucunement réciproque.

Turquie – Chypre : dernier développement en date dans le conflit chypriote : tout semble indiquer que la Turquie se dirige vers la promotion de la partition de l'île, posant la question du statut de Chypre-Nord : République (RTCN) ou territoire ayant vocation à être annexé par Ankara ?

Transnistrie (région à cheval entre la Moldavie et l'Ukraine) : 1500 soldats russes sont déployés et surveillent un dépôt de munitions. Ces derniers sont peu entraînés et mal équipés. La Russie a peu de moyens de les ravitailler car les accords signés en 2015 avec l'Ukraine interdisant le passage de ravitaillements russes par l'Ukraine ; le passage par la Moldavie est obligatoire.

Turquie – Libye : il s'agit du principal terrain turc en Afrique ; c'est une nouvelle marge de manœuvre pour Erdogan pour contester la capacité d'influence des puissances non régionales présentes sur place, en particulier l'Europe. La Turquie aspire à renforcer sa présence en Turquie perçue comme sa principale tête de pont vers l'Afrique du Nord et subsaharienne. La guerre en Libye favorise la convergence avec les États-Unis (contre la Russie), malgré les tensions récurrentes entre la Turquie et l'Égypte, la France et la Grèce, tous trois d'importants partenaires des États-Unis.

### *Plan géopolitique*

La nouvelle tendance turque consiste à normaliser sa diplomatie et à s'imposer comme un acteur responsable et puissant sur la scène des relations internationales, en jouant autant de son softpower que de son hardpower. La Turquie cherche à produire le plus d'accords possibles en profitant des crises internationales pour avancer ses pions et améliorer ses positions. Le maître mot de la politique étrangère de la Turquie : gagner en autonomie en démontrant la centralité du pays dans la région.

Turquie - États-Unis : une recherche de positionnement réciproque ? Pour la Turquie, les États-Unis sont un partenaire indispensable. Cependant, les Turcs sont trop actifs sur le terrain pour être un relais durable. Biden et Blinken recherchent un terrain d'entente mais sont également dans la tentative de

compréhension du positionnement turc. Sur le plan de la coopération d'armement, 100 entreprises turques produisaient des pièces détachées pour les États-Unis et leur F-35. Ces derniers ne veulent plus vendre de F-35 à la Turquie à la suite de l'acquisition turque de S400 russes et ne se sont pas encore prononcés pour la possible de vente à la place de F-16 V. À la suite de la rencontre Ukraine-Russie à Ankara, Erdogan a appelé Biden pour renégocier les ventes d'armes mais le Congrès américain y est opposé. Le système de défense turc est lié à l'OTAN, une interrogation persiste sur l'intérêt de la Turquie à obtenir davantage d'armes. Leur demande est trop intense pour être honnête et bien intentionnée. Il est primordial pour la Turquie qui souhaite s'émanciper dans le domaine de l'industrie de défense de trouver rapidement de nouveaux débouchés pour son industrie de défense, comme l'Afrique et le Moyen-Orient.

Turquie – Russie : entente brutale et coopération compétitive ? En 2019, la Russie était le second partenaire de la Turquie et la Russie était le cinquième partenaire commercial de la Russie. La Turquie importe 70% de son blé de Russie et 10% de l'Ukraine. Sachant que le tourisme représente 4% du PIB turc, les Russes représentent 20% du tourisme turc. Même si la dépendance turque en hydrocarbure vis-à-vis de la Russie est en décroissance, le lien dans le domaine de l'énergie reste très fort (33% de la consommation turque provient de la Russie). La Russie était le seul fournisseur de gaz naturel de la Turquie jusqu'à ce que récemment le pays se tourne vers l'Algérie et les producteurs de Mer caspienne. De son côté, la Russie a besoin de la Turquie pour l'acheminement du gaz : le partenariat se renforce en 2014 et la Turquie profite de cette interdépendance. Si la relation russo-turque était avant tout économique, elle s'étend rapidement aux questions politico-militaires. Les deux dirigeants ont de nombreuses convergences de point de vue : nature du régime autocratique, façon d'appréhender

les voisins proches via les conflits gelés et les zones délégitimisées, volonté de revanche face à l'Occident, présence d'Erdogan lors de l'inauguration de la Grande Mosquée de Moscou en 2015, soutien du Kremlin à Erdogan lors du coup d'état. Les Turcs ont tellement travaillé avec les Russes qu'ils sont sans doute ceux qui les connaissent le mieux. Il serait donc intéressant de discuter avec les Russes via la Turquie.

Turquie – OTAN : une relation déséquilibrée. La perception de la Turquie au sein de l'OTAN est en évolution ; elle est de nouveau courtisée par les Alliés, États-Unis et Allemagne en tête. De son côté, la Turquie fait ses propres choix concernant la crise ukrainienne, notamment au niveau de l'interprétation de la Convention de Montreux. L'enjeu du partenariat au sein de l'Alliance sera la gestion de la mer Noire. Malgré la guerre en Ukraine, on observe une tentative de pérennisation de la politique du grand écart (États-Unis/OTAN/Russie). L'annexion de la Crimée en 2014 a renversé les rapports de force et a clairement donné la supériorité militaire à Moscou en mer Noire. L'Ukraine et la Géorgie sont les deux cibles de l'avancée de la Russie dans la région. Les préoccupations turques en mer Noire concernent surtout les ressources et voies de transit énergétiques.

Turquie - Union européenne : face-à-face stratégique marqué par un attentisme de l'UE. La Turquie réaffirme que son adhésion à l'Union européenne reste un "objectif stratégique" tout en promouvant une politique souvent antagoniste vis-à-vis de l'UE. La Turquie a réussi à réduire sa dépendance à la Russie pour l'approvisionnement en gaz ce qui pourrait la placer en levier occidental vis-à-vis de celle-ci notamment en Libye, Syrie et Caucase. Les autres leviers (sous-traitance de l'industrie allemande, migrations, diasporas, Médor, ...) font consensus en Turquie et divisent les Européens.

Turquie – France : le président turc attend les élections françaises. Les partenariats franco-grec et franco-chypriotes ne sont pas bien reçus en Turquie. Les montées des tensions en Méditerranée en 2020 ne sont positives au fond pour aucun des acteurs. Des changements pourraient donc émerger avec des propositions d'actions et d'entente entre la Turquie et la France car il ne faut pas s'attendre à une position ferme de l'UE.

Turquie – Afrique : la politique multidimensionnelle de la Turquie a comme objectif premier de prendre pied sur tous les continents. Le plan de marketing de la Turquie en Afrique, notamment en Afrique australe, varie en fonction des États auxquels les Turcs s'adressent : humanitaire, partenariat économique et/ou militaire, discours anticolonial. Ankara propose des offres de BTP sans conditions, contrairement aux Occidentaux. Turkish Airlines est extrêmement présente sur le continent africain. Pour faire face à la rude crise économique qu'elle traverse, la Turquie a besoin de tirer des gains économiques de ses nouveaux partenaires africains. La vente d'armes est également en expansion : Maroc, Tunisie, Érythrée. La Turquie cherche à gagner le soutien des grandes organisations internationales en Afrique : Union Africaine notamment. L'immigration africaine (étudiante, main d'œuvre, etc) est en forte hausse en Turquie, société qui semble connaître un apaisement du racisme depuis une décennie. Cela engendre une perte conséquente d'influence pour l'Europe : les étudiants africains préfèrent se tourner vers la Russie, l'Ukraine et la Turquie. A cet égard, le conflit russo-ukrainien, pourrait rendre la Turquie encore plus attractive.

Turquie – Somalie : ouverture de la plus grande ambassade turque du monde + base militaire + aide humanitaire + BTP en Somalie.

Lien stratégique de par l'accès à la mer Rouge grâce à la corne d'Afrique et le golfe d'Aden. La base turque en Somalie est perçue d'un mauvais œil par l'Arabie saoudite et les EAU. Les capacités d'actions non conventionnelles de la Turquie sont craintes. Les étudiants somaliens sont les Africains les plus nombreux dans les universités turques.

Turquie – Égypte : les relations sont compliquées par la présence et l'activisme des Frères musulmans en Turquie. Malgré les ouvertures d'Erdogan en direction du Caire, rien n'a véritablement changé.

Turquie – Asie : la Turquie cherche à s'établir hors de l'espace méditerranéen. L'AKP cueille les fruits d'un investissement de recherche et développement initié dans les années 1990. C'est une politique qui s'oriente résolument vers le monde musulman : Inde, Malaisie, Indonésie, Pakistan. La référence commune à l'islam sert de prétexte à un redéploiement de l'influence, la Turquie se présentant comme le grand défenseur des musulmans opprimés.

Turquie – Iran : l'Iran est un pourvoyeur potentiel de gaz pour la Turquie, qui pourrait ainsi desserrer l'étau russe. Les mouvements kurdes, notamment le PKK, sont soutenus par l'Iran et deviennent un moyen de pression lors des négociations/discussions, notamment au niveau du Kurdistan irakien. Le tout est compliqué par des contentieux juridiques et des conflits diplomatiques. La Turquie jalouse l'appartenance de l'Iran au groupe de Shanghai.

Turquie - Pays du Golfe : prise de distance turque avec son allié historique qatari afin de préserver ses efforts de coopération avec l'Arabie saoudite, les EAU et l'Égypte. Le Qatar accueille toujours une base militaire turque. Les pays du Golfe travaillent à développer les investissements en Turquie.

On assiste à un réchauffement très net des relations entre Abou Dhabi (EAU) et Ankara.

Turquie – Israël : la Turquie travaille à l'amélioration de ses relations bilatérales avec Israël (tourisme + armement militaire). Un partenariat pourrait être développé pour aider une économie turque à bout de souffle. Cependant, Tel-Aviv voit d'un très mauvais œil le lien entre Turquie-Hamas/Jihad islamique. Le président israélien s'est toutefois rendu en déplacement officiel en Turquie et les militaires israéliens discutent de nouveau avec leurs homologues turcs.

Turquie – Pakistan : la Turquie est le deuxième fournisseur d'armes du Pakistan après la Chine ; la relation est croissante (armement, stratégie). Ceci a refroidi les relations indo-turques.

Turquie – Chine : la Chine a besoin de la Turquie pour ses nouvelles routes de la soie mais l'entente des deux pays n'est pas une priorité ni pour Pékin, ni pour Ankara. La question de la minorité Ouïghoure opprimée par le pouvoir chinois n'est pas abordée par Erdogan car la Chine est trop puissante/dangereuse pour que la Turquie soutienne cette minorité. La Chine n'a pas identifié la Turquie comme un partenaire indispensable non plus, l'alliance n'est pas naturelle.

Turquie – Asie centrale : la Turquie y est en quête constante de partenaire depuis 1990. Soft power amical : transition d'alphabet, cinéma, séries télévisées, échanges commerciaux.

Turquie – Balkans : le principal objectif d'Ankara (et de Moscou d'ailleurs) consiste à ralentir le processus d'intégration des Balkans dans l'OTAN et dans l'UE.



Turquie – Géorgie : depuis le début de l'année 2022, les deux pays multiplient les rencontres, afin d'entretenir les relations bilatérales et surtout définir une position commune de la neutralité dans le conflit russo-ukrainien. La Géorgie reste un partenaire économique important pour la Turquie.

*Publié le 17 mars 2022 par l'institut FMES*

## « Où va l'Iran après Vienne ? »

La Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES) et l'Institut de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (IReMMO) ont organisé un colloque sur la thématique « Où va l'Iran après Vienne » au Sénat. Celui-ci a eu lieu en présence d'un public d'experts et d'institutionnels concernés par l'évolution de la position iranienne dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et les négociations sur l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien ou *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPoA).

Ce séminaire restreint a permis de s'interroger quant à la direction à donner à la relation entre la France et l'Iran au moment où les négociations entre les États-Unis et l'Iran sur l'accord de Vienne sont suspendues. Dans ce contexte, il apparaît particulièrement nécessaire de maintenir le lien de la relation franco-iranienne. Le contexte politique interne de succession du guide suprême ainsi que l'approche des élections de mi-mandat américaines apparaissent comme des facteurs d'influence de la position iranienne quant à la signature d'un accord sur le nucléaire iranien à Vienne.

L'invasion de l'Ukraine apparaît particulièrement révélatrice : les enjeux de sécurité globaux dépassent largement les enjeux de l'arc de crises religieuses qui ont façonné la grille de lecture de cette région dans les dernières décennies. Ce conflit tend à mettre en perspective la problématique de l'Iran et des enjeux liés à sa nucléarisation en apportant un éclairage différent aux discussions et négociations en cours.

Ainsi, la question de non-prolifération nucléaire revêt une importance toute particulière à la lumière du retour de la guerre en

Europe. Celle-ci pose la question de la pertinence d'un accord du type du mémorandum de Budapest de 1994 et de la notion d'intégrité territoriale tout en mettant en lumière le paradoxe de la dissuasion nucléaire ainsi que la grande fragilité du système de non-prolifération de ces dernières années.

### **L'Accord (ou le non-accord) de Vienne 2022, analyse politique et diplomatique**

Les relations internationales ont vu s'opérer une forme de bascule stratégique qui vient enrichir le débat quant à la signature d'un accord sur le nucléaire iranien. Cette bascule est caractérisée par une certaine perte de puissance des États-Unis face à une montée de la puissance chinoise sur la scène internationale et la compétition avec la Russie. Cela met en évidence deux questions principales : quelle marge de manœuvre pour le Président Biden sur cet accord ? Concernant la France, et plus largement l'Union Européenne, comment tenir face à cette situation géopolitique ? Quelle place la France peut-elle jouer dans ce jeu régional ?

Dans ce contexte international, la proximité géographique de l'Iran et de la Russie est à mettre en lumière comme clé de compréhension de son positionnement sur le *JCPOA*. La guerre en Ukraine ainsi que le poids de la menace nucléaire découlant de ce conflit renforcent la priorité iranienne de politique en faveur de l'autosuffisance. L'Iran étant doté de ressources naturelles et humaines jugées suffisantes, le développement du nucléaire civil et/ou militaire apparaît d'autant plus nécessaire qu'il permet d'être un bouclier contre toute menace provenant d'une puissance extérieure.

Le second facteur à prendre en compte est l'arrivée du Président Raïssi au pouvoir depuis le 18 juin 2021. Une des priorités de

politique extérieure de celui-ci est de renforcer la relation de l'Iran avec la Russie et la Chine tout en cherchant à instaurer une nouvelle donne dans sa relation avec les États-Unis sous couvert d'une signature du *JCPOA*.

Les États-Unis, quant à eux, ont vu échouer leurs tentatives de contenir la puissance iranienne durant les sept dernières administrations. La politique de pression maximale de Donald Trump s'inscrit dans cette continuité en n'ayant pas permis de limiter les avancements iraniens dans le nucléaire. Le Président Biden se retrouve dans une situation de dilemme politique et stratégique : poursuite d'une politique de réengagement suite aux maigres résultats du partenariat stratégique signé avec la Chine, ou bien poursuite d'une politique de sanction avec de nouvelles sanctions motivées notamment par les tirs-missiles iraniens et houthis (mars 2022).

Cette contradiction peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- L'environnement régional n'est pas favorable aux États-Unis et notamment en Arabie saoudite et aux Émirats Arabes Unis depuis la présidence Obama ;
- Les États-Unis tentent de contenir l'influence régionale et globale de la Chine et de ses investissements dans la région ;
- Le Président Biden fait face à de très fortes résistances politiques intérieures qui s'opposent à la pérennisation d'un nouvel accord. Cette incertitude domestique pèse lourdement sur la décision américaine à la veille des élections de mi-mandat.

Dans ce contexte, les alternatives paraissent limitées :

- Accepter un Iran au seuil nucléaire, ayant la capacité de devenir une force nucléaire avérée ?
- Continuer à mener une politique d'endiguement de la puissance iranienne par les sanctions ?
- Mener une guerre préventive avec ses alliés régionaux en s'appuyant sur la force aérienne américaine ?

La stabilité du système international reposerait sur la signature d'un accord à Vienne, même si l'invasion de l'Ukraine par la Russie brouille les cartes.

La France, quant à elle, n'a pas changé de politique vis-à-vis de l'Iran depuis près de 20 ans. La cohérence de la position française s'articule autour de trois grandes lignes de force :

- La fermeté démontrée : prise en compte du risque d'un Iran nucléaire qui serait trop élevé pour le système international et qui renforcerait la déstabilisation du Moyen-Orient ;
- Le réalisme : éviter une guerre de plus au Moyen-Orient ;
- La volonté de s'inscrire dans le droit international et dans le cadre d'une action multilatérale et européenne contre la politique de pression maximale.

Depuis avril 2021, la France défend un retour à l'accord. La France s'efforce de travailler auprès de ses partenaires du Golfe et réaffirme la nécessité de mettre en place un dialogue stratégique

régional, structuré notamment sous le format de la Conférence de Bagdad d'août 2021.

La question de la sécurité iranienne pouvant être assurée et garantie par une puissance extérieure est un leurre mis en lumière par la situation en Ukraine. L'Iran cherche à être le seul garant de sa sécurité. En parallèle, il est envisageable de créer une architecture de sécurité permettant de réduire les menaces dans la région. Toutefois, toute initiative dans ce sens est victime de l'instabilité de la politique américaine et de la politique de déstabilisation menée par l'Iran à travers l'exportation des armements et le transfert de compétences qui alimentent des attaques de proxys envers l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et l'Irak. Ce phénomène a même pris une nouvelle ampleur suite aux récentes attaques de missiles balistiques contre le Mossad à Erbil revendiquées officiellement par l'armée Iranienne sans passer par des relais d'influence. Le fait que l'Iran ait clairement revendiqué cette attaque présentée comme une riposte à des actions israéliennes indique sans ambiguïté que l'Iran ripostera directement (sans forcément utiliser ses proxys) à toute agression israélienne. Ainsi, la question de la sécurité régionale demeure véritablement une question internationale.

## **Les implications de l'Accord : sécurité, politique et économie**

### *Situation stratégique*

La situation stratégique de la région est favorable à l'Iran. L'attention des monarchies du Golfe étant portée sur le Yémen, cela a favorisé l'influence de l'Iran au sein de son environnement régional. Dans cette situation, l'Iran et Israël déploient une

dissuasion mutuelle au levant. Les tensions se sont ainsi déplacées du Golfe persique vers la mer Rouge.

La stratégie iranienne au Moyen-Orient répond à plusieurs objectifs :

- Objectif n°1 : attirer les capitaux chinois sans tomber sous la coupe de la Chine, diminuer l'empreinte américaine au Moyen-Orient par tous les moyens et particulièrement en Irak. Le paradoxe est aussi de trouver un accord avec Washington afin de pouvoir faire rentrer du cash dans les caisses de l'État.
- Objectif n°2 : améliorer l'entente avec les pays voisins notamment ceux à l'Est (Pakistan, Afghanistan). L'Irak reste cependant un sujet de friction.
- Objectif n°3 : forger un front de la Résistance anti-américain si un accord n'arrivait pas à être trouvé.

L'Iran fait ainsi la promotion d'une logique de « double dissuasion » :

- Dissuasion par l'influence régionale : à travers des *proxys* dans des « états-tampons » en mettant en avant leur capacité en missile balistique, missile de croisière et de drones qui permettent de faire des frappes ponctuelles très précises ;
- Dissuasion par la stratégie du seuil.

La Chine est dépendante à plus de 70% du pétrole venant du Moyen-Orient. Ce facteur vient renforcer la nécessité vitale pour la

Chine de sécuriser ses approvisionnements énergétiques selon une logique de « quel que soit le fournisseur ».

### *Situation interne*

L'Iran semblerait opérer un changement de paradigme en évoluant d'un Iran « puissant » à un Iran « influent ».

Bien que l'Iran possède un arsenal de puissance défensif, il n'est pas en mesure d'assurer un rôle de puissance impérialiste capable de projeter son armée dans la région. Ces facteurs soulignent l'importance de ce changement de paradigme de la puissance vers l'influence.

L'Iran conserve un atout principal : la population la plus éduquée de la région avec de nombreux ingénieurs qui représentent un réel capital d'influence. Cependant, cet atout reste sous-exploité en raison d'une image extrêmement négative sur la scène internationale. Le plan d'ouverture à l'ouest de 2015 a été un véritable échec renforcé par la politique de l'administration Trump qui a poussé l'Iran vers la Chine.

Depuis son élection, le Président Raïssi a montré un intérêt tout particulier pour la politique intérieure au détriment de la politique internationale. Cela s'est concrétisé par 18 voyages en province depuis son élection. L'objectif est d'éviter à tout prix les émeutes pour préserver la paix sociale et pour ne pas renforcer l'image négative de l'Iran sur la scène internationale. Le discours présidentiel est essentiellement centré sur les enjeux de développement économique afin de permettre à l'Iran de devenir un état fort capable de maintenir son influence.



Il existe un blocage du processus de décision politique dans le pays. L'Iran n'est plus dans une situation d'opposition gauche/droite mais dans une situation paralysée sans opposition réelle mais également sans consensus entre les technocrates et les gardiens de la Révolution. Cette situation politique interne peut avoir des conséquences sur la signature d'un accord à Vienne.

Cette situation tend à souligner l'importance de l'émergence d'une nouvelle classe moyenne populaire qui représente un véritable changement au sein de la société iranienne. Cette nouvelle classe moyenne est née bien après la révolution, a été éduquée dans les universités iraniennes et est composée de jeunes *bassidji* ou des fils des gardiens de la Révolution. Cette population n'a jamais eu d'expériences à l'international et respecte pleinement la religion tout en s'opposant au cléricisme. Cette population, animée par un nationalisme très fort, a la capacité de prendre le pouvoir dans une situation d'extrême pauvreté. Il existe une pression populaire pour trouver un accord à Vienne sous peine de nombreuses émeutes populaires.

### *Situation économique*

La situation économique de l'Iran est particulièrement inquiétante avec une chute du rial de plus de 80%. La politique de pression maximale n'a eu pour seul effet que de mettre la population et l'économie iranienne au plus bas sans pour autant atteindre les objectifs politiques recherchés. Cette situation a été aggravée par le départ des entreprises françaises et européennes en 2018.

Ces retraits ont entraîné un tournant vers l'est avec la signature de deux accords : un accord avec la Chine en mars 2021 et un accord en janvier 2022 avec la Russie. Ces deux accords traduisent des déclarations d'intention sur le terrain militaire, culture et financier

sans garantir aucun investissement tant que l'Iran sera sous le coup des sanctions américains et exclue du système bancaire international. Ces accords ne permettront donc pas de changer la donne économique en Iran. Il est nécessaire de trouver un accord avec l'ensemble des puissances sur la scène internationale, d'où l'importance de trouver un accord à Vienne.

Les perspectives économiques pour l'Europe restent intéressantes avec une population iranienne qui continue de « regarder vers l'ouest » et un secteur privé propice à de futurs échanges commerciaux. Toutefois, il reste peu probable que de gros contrats d'investissements publics, comme cela fut le cas auparavant, soient accordés à des entreprises européennes.

Si aucun accord n'est trouvé, il ne sera possible de commercer que dans les secteurs qui ne sont pas sous sanctions américaines : l'agroalimentaire, le médical et le domaine pharmaceutique. Ces secteurs représentent toutefois plusieurs centaines de millions de dollars d'exportation et permettraient d'alléger la pression économique iranienne.

*Publié le 26 avril 2022 par l'institut FMES*

## **Les bouleversements de l'architecture sécuritaire dans le bassin euro-méditerranéen depuis l'invasion russe de l'Ukraine**

Le programme régional de dialogue politique en Méditerranée du Sud de la Konrad Adenauer Stiftung (KAS PolDiMed) et l'institut FMES ont co-organisé une conférence régionale intitulée « L'architecture sécuritaire repensée en Euro-Méditerranée depuis l'invasion russe de l'Ukraine » qui a eu lieu le 12 mai 2022 à Tunis.

Comme beaucoup d'autres régions qui souffrent des conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine, la région méditerranéenne semble subir en son propre sein des effets collatéraux d'importance en termes de sécurité. Cela peut être facilement constaté, tant au niveau des jeux d'alliances politique et militaire que des importations d'énergie, ou encore sur les questions de sécurité alimentaire, notamment sur la rive Sud de la Méditerranée où bon nombre de pays souffraient déjà de problématiques sociétales préexistantes. C'est pourquoi il est apparu nécessaire de prendre le temps de la réflexion stratégique sur les répercussions de cette invasion sur les deux rives de la Méditerranée. C'est dans cette optique que la conférence a choisi de réunir des spécialistes de différentes expertises sur l'Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, dans le but d'analyser et de décrypter les défis sécuritaires immédiats et imminents en région Méditerranée.

La conférence s'est articulée autour de trois questions :

- 1) – Quel est l'impact de l'invasion de l'Ukraine sur l'architecture sécuritaire de la zone euro-méditerranéenne ?
- 2)- Comment identifier et protéger les intérêts sécuritaires les plus à risque dans la région du Nord de la Méditerranée

3) – Quelles sont les attentes et différentes visions des pays du Sud de la Méditerranée sur une architecture de sécurité euro-méditerranéenne ?

La conférence a souligné les conséquences majeures de l'invasion russe d'un point de vue académique, gouvernemental, historique et militaire ; elle a également permis de mettre en lumière les limites des approches sécuritaires actuellement choisies par les pays des deux rives ; elle a enfin permis d'explorer les pistes d'amélioration que pourrait apporter une plus grande coopération sur les enjeux sécuritaires entre les pays des deux rives de la Méditerranée. Les discussions et échanges durant ces trois tables rondes ont, de par leur vivacité, leur interactivité et leur pertinence, amené l'ensemble des intervenants et des convives à croiser les perceptions et perspectives des deux rives de la Méditerranée pour une meilleure compréhension réciproque des problématiques de chacun.

*Publié le 12 mai 2022 par l'institut FMES*

## **Compte rendu du séminaire franco-allemand de haut niveau sur la sécurité européenne et transatlantique, organisé par le Forum de défense et de stratégie et parrainé par l'institut FMES**

Les 2 et 3 juin 2022 s'est tenu à l'ambassade de France à Berlin le second séminaire de haut niveau sur la sécurité européenne et transatlantique organisé par le Forum de défense et de stratégie. La FMES, qui parrainait l'évènement, était représentée par son directeur académique. Une soixantaine de participants (parlementaires, ministres et secrétaires d'État, experts, militaires, diplomates et chercheurs) ont débattu sans tabou de manière très franche et très directe dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine.

Principaux messages transmis par la partie allemande :

### **Sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie**

Le 24 février 2022 restera un point de rupture durable pour les Allemands. L'ampleur de l'invasion russe a paniqué une population en moyenne assez âgée et ressuscité les spectres de la guerre sur le front de l'Est et de l'Armée rouge aux portes de Berlin. Les Allemands ont donc besoin d'être rassurés.

Le chancelier Olaf Scholz a surfé habilement sur ces craintes pour négocier un changement radical de posture internationale qui fait consensus. Il ne s'agit ni d'un coup politique, ni d'une opération de communication, mais d'une réorientation qui sera durable. Olaf Scholz semble faire l'unanimité de la classe politique.

Prise de conscience générale, y compris chez les Verts, de la nécessité de réacquérir une culture stratégique (pour ne pas encore

employer le terme « culture militaire ») et de définir une stratégie nationale de sécurité adaptée à la menace russe ; adaptation des forces et structures qui en découlent.

L'Allemagne est prête à souffrir économiquement pour assumer sa séparation économique durable de la Russie (au moins une génération) ; pour la Chine, c'est une autre histoire... Les Allemands pensent déjà la reconstruction de l'Ukraine et des opportunités économiques que celle-ci représente.

L'Allemagne a fourni et fournit encore d'importantes quantités d'armes à l'Ukraine, mais contrairement aux États-Unis, elle veut à tout prix éviter l'escalade militaire avec la Russie ; il ne s'agit pas de reproduire le schéma de la guerre froide. A long terme, il faudra rétablir un statu quo stratégique avec la Russie ; il est donc crucial de maintenir des liens avec la société civile russe.

En attendant, l'Allemagne et la France doivent continuer à livrer des armes et des munitions à l'Ukraine pour affaiblir la Russie, tout en restant discret.

Les sociétés allemandes et françaises doivent s'endurcir et devenir plus résilientes.

L'écart de perception entre les Occidentaux et le reste du monde va se creuser et mettre les Européens dans une position de plus en plus compliquée, notamment en Afrique et au Moyen-Orient.

## **Sur la dissuasion nucléaire**

Ce qui inquiète le plus les dirigeants allemands dans la guerre en Ukraine, c'est le chantage nucléaire permanent sous-jacent du discours stratégique du Kremlin. C'est pourquoi il faut « placer très haut la barre pour dissuader la Russie de tout nouveau chantage

nucléaire ». Le recours au nucléaire tactique par le Kremlin est une éventualité qui ne doit pas être négligée.

Pour la première fois, une série de sondages récents montre qu'une majorité d'Allemands sont favorables à l'arme nucléaire, à condition que celle-ci soit encadrée par l'OTAN.

L'Allemagne ne souhaite pas s'associer à la dissuasion nucléaire française (en réaction au discours d'Emmanuel Macron) et ne croit pas en une dissuasion française partagée (ou étendue) à l'Union européenne ; elle souhaite en revanche multiplier les échanges et les discussions avec les experts français pour « acclimater » ses fonctionnaires, ses militaires et ses diplomates à la dissuasion nucléaire (« renforcer leur quotient intellectuel de défense nucléaire » - sic). Durant les débats, la partie allemande a remis le sujet trois fois sur la table...

La dissuasion nucléaire allemande doit s'exercer dans le cadre de l'OTAN ; il est urgent de moderniser l'arsenal nucléaire de l'Alliance atlantique (vénérables ogives B-61) et les Alliés – Allemagne en tête – doivent faire pression sur les États-Unis pour qu'ils déploient dans ce cadre des vecteurs nucléaires beaucoup plus modernes, sophistiqués et dissuasifs ; c'est le sens de l'acquisition par l'Allemagne d'une escadre de chasseurs furtifs F-35 susceptibles d'emporter les derniers armements nucléaires américains. En d'autres termes, l'Allemagne se paie une dissuasion nucléaire sur étagère sous clé américaine.

### **Sur la défense conventionnelle**

Les Allemands ont pris conscience que leurs forces armées n'étaient pas au niveau et qu'elles n'étaient pas en mesure de faire face en l'état à la menace russe, d'où l'amendement de leur constitution et le vote (3 juin 2022) d'un fond spécial de dotation

de 100 milliards d'euros pour l'acquisition d'armements considérés comme urgents.

L'armée allemande a besoin de préparation et d'entraînements réalistes. Là comme pour l'équipement, il est indispensable de faire de la pédagogie auprès des populations.

Berlin perçoit plus que jamais les États-Unis et l'OTAN comme indispensables à sa sécurité ; l'Union européenne doit être capable d'agir militairement en étroite coordination avec l'OTAN ; mais elle reste politiquement fragile sur ses valeurs. La solidarité européenne doit être préservée à tous prix. L'UE a été conçue pour régler les rivalités intra-européennes ; aujourd'hui, c'est fait. Elle doit donc s'intéresser aux menaces externes et la Boussole stratégique devrait l'y aider.

Nécessité d'une véritable stratégie spatiale de l'UE.

### **Sur les acquisitions d'armes et les coopérations d'armement**

C'est le domaine dans lequel la relation bilatérale reste la plus compliquée et les frictions nombreuses.

Le fond spécial d'investissement de la défense (100 milliards d'euros) est sorti du budget de la défense et du budget de l'État, et constituera un réservoir dans lequel les armées – et seulement les armées (la constitution a été modifiée pour le garantir) – pourront puiser à la demande dans les années qui viennent pour financer les programmes urgents d'acquisition, principalement sur étagère.



Il est prévu que ces 100 milliards soient ventilés ainsi :

- 40 milliards pour les forces aériennes et A2AD (35 chasseurs F-35, programme SCAF, 100 drones armés israéliens Heron TP, 60 hélicoptères lourds CH-47, nombreux systèmes sol-air israéliens Arrow-3 et Fronde de David. Le but de ces acquisitions est double : garantir la dissuasion nucléaire face à la Russie (F-35) et se donner les moyens de protéger de manière décisive la Pologne et la partie occidentale de l'Ukraine, tout en frappant les forces russes dans la profondeur si nécessaire, sans risque de pertes humaines pour les militaires allemands (missiles, drones).
- 20 milliards pour la marine (1 sous-marin supplémentaire type U-212 amélioré, plusieurs corvettes et frégates supplémentaires, notamment pour déploiement en Méditerranée et en océan Indien).
- 16 milliards pour l'armée de terre (véhicules blindés Marder, Fuchs, Boxer ; nouveaux équipements individuels pour les combattants).
- Le reste dans le cyber (nécessité d'appliquer les recommandations de la « boîte à outil cyber de la Boussole stratégique), les communications, la protection satellitaire et la digitalisation du champ de bataille (une priorité pour la Bundeswehr).

En plus de ce fond spécial, l'Allemagne s'est engagée à porter son effort de défense dès 2023 à 2% du PIB, en s'appuyant davantage sur les entreprises privées (plutôt que de lancer systématiquement des programmes en coopération sources de frustrations).

## **Conclusion**

Au bout du compte, l'Allemagne réalise qu'elle doit véritablement être l'un des leaders européens dans le domaine stratégique, mais elle ne sait pas encore vraiment comment s'y prendre. En attendant, elle mise clairement sur la promotion de son industrie de défense. En livrant gratuitement des blindés aux alliés orientaux pour compenser les armements soviétiques que ceux-ci livrent à l'Ukraine, l'Allemagne se crée une nouvelle clientèle qui achètera probablement allemand à moyen terme.

L'Allemagne opère une mue en faveur d'une dissuasion nucléaire crédible face à la Russie. Elle est prête à assumer le risque nucléaire en participant plus activement à la dissuasion nucléaire de l'OTAN.

Si la France ne s'investit pas davantage dans l'effort de défense, elle risque le déclassement, tant sur la scène internationale que sur la scène intra-européenne.

*Publié le 28 juin 2022 par l'institut FMES*





**Institut FMES**

 Maison du Numérique et de l'Innovation  
Place Georges Pompidou - 83000 Toulon

 +33 4 94 05 55 55

 [info@fmes-france.org](mailto:info@fmes-france.org)

 [www.fmes-france.org](http://www.fmes-france.org)